

DIRECTION DES ETUDES DES
RÉPERTOIRES ET DES STATISTIQUES

DONNEES CHIFFREES

décembre 2016

**Annuaire statistique
POPULATIONS 2015**

Annuaire statistique

Populations

Données 2015

CCMSA
Direction des études, des répertoires et des statistiques

Les Mercuriales – 40 rue Jean Jaurès 93547 BAGNOLET CEDEX

Responsable de la publication : Alain PELC

Mission Synthèses :

David FOUCAUD
Claudine GAILLARD
Mireille MEDELICE

: courriel : foucaud.david@ccmsa.msa.fr
: courriel : gaillard.claudine@ccmsa.msa.fr
: courriel : medelice.mireille@ccmsa.msa.fr

ISSN 2495-1404

Table des matières

Table des matières	3
Repères statistiques	5
1. La Mutualité sociale agricole et les autres régimes de sécurité sociale en 2015	5
2. Répartition de la population protégée pour le risque maladie au régime agricole en 2015	6
3. La population française en 2015	6
La Mutualité sociale agricole.....	7
A. Formation de la Mutualité sociale agricole.....	8
1. Historique	8
2. La protection sociale des régimes des non-salariés et des salariés en 2015.....	10
B. Populations	11
1. Les actifs	11
1.1. Structure de la population active agricole au 1 ^{er} janvier 2015	11
1.2. Historique du nombre d'actifs agricoles de 2011 à 2015	12
1.3. Ventilation départementale et régionale des actifs agricoles au 1 ^{er} janvier 2015	13
1.4. Les cotisants non-salariés agricoles.....	14
1.41 Historique du nombre de cotisants non-salariés agricoles de 2011 à 2015	14
1.42 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en prestations familiales agricoles en 2015	14
1.43 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en assurance maladie en 2015... ..	17
1.44 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en assurance vieillesse en 2015. ..	20
1.45 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles assurance vieillesse individuelle en 2015	23
1.46 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en accidents du travail en 2015 ..	25
1.47 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles à la retraite complémentaire obligatoire en 2015.....	27
1.5 Les actifs salariés agricoles.....	28
1.51 Ventilation départementale du nombre d'emplois des salariés agricoles en 2015	28
1.52 Historique du nombre de contrats des salariés agricoles de 2011 à 2015	30
1.53 Ventilation départementale du nombre de contrats des salariés agricoles en 2015	31
1.54 Historique du nombre d'heures travaillées des salariés agricoles de 2011 à 2015.....	33
1.55 Ventilation départementale du nombre d'heures travaillées des salariés agricoles en 2015	34
1.56 Historique du nombre d'établissements employeurs de salariés agricoles de 2011 à 2015	36
1.57 Ventilation départementale du nombre d'établissements employeurs de salariés agricoles en 2015	37
1.58 Historique de la masse salariale des salariés agricoles de 2011 à 2015	39
1.59 Ventilation départementale de la masse salariale des salariés agricoles en 2015	40
2. Les personnes couvertes	42
2.1 Les ressortissants (avec double de compte).....	42
2.11 Historique des ressortissants agricoles de 2011 à 2015.....	42
2.12 Ventilation départementale des ressortissants agricoles en 2015	43
2.2 Les personnes protégées en maladie au régime agricole	44
2.21 Historique des personnes protégées de 1992 à 2015.....	44

2.22 Ventilation départementale des personnes protégées en 2015	45
2.3 Les patients au régime agricole.....	46
2.31 Historique des patients de 2011 à 2015.....	46
2.32 Ventilation départementale et régionale des patients (hors CMU) en 2015	47
2.4 Les personnes couvertes par la couverture maladie universelle	49
2.41 Ventilation départementale des personnes couvertes par la CMU en 2015	50
2.5 Les retraités du régime agricole	51
2.51 Historique des retraités de 2011 à 2015	51
2.52 Ventilation départementale des retraités en 2015.....	52
2.53 Ventilation départementale des nouvelles attributions de retraites en 2015	53
2.6 Les bénéficiaires de prestations familiales, de logement, d'invalidité et de précarité au régime agricole.....	54
2.61 Historique des bénéficiaires de prestations familiales, de logement, d'invalidité et/ou de précarité	54
2.62 Ventilation départementale des bénéficiaires de prestations familiales, de logement, d'invalidité et/ou de précarité en 2015.....	55
2.63 Historique des bénéficiaires de prestations familiales.....	57
2.64 Ventilation départementale des bénéficiaires de prestations familiale au 31 décembre 2015	58
2.65 Historique des bénéficiaires de prestations logement de 2011 à 2015.....	60
2.66 Ventilation départementale des bénéficiaires de prestations logement en 2015	61
2.67 Les bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) en 2015	62
2.68 Ventilation départementale des bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) en 2015	63
2.69 Historique des bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés de 2011 à 2015	65
2.70 Ventilation départementale des familles bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés en 2015	66
Régions et départements.....	67
Sigles cités.....	68

Télécharger les données au format Excel :



Repères statistiques

1. La Mutualité sociale agricole et les autres régimes de sécurité sociale en 2015

La Mutualité sociale agricole est le deuxième régime de protection sociale de base en France avec 6 % des prestations servies.

Tableau 1
Répartition des prestations légales de sécurité sociale entre les régimes de base en 2015
(en droits constatés)

Régimes de base				
Salariés		Non-salariés		
Régime du commerce et de l'industrie (1)	Régimes spéciaux	Régime salariés agricoles	Régime non-salariés agricoles	Régimes non-salariés non agricoles
CNAMTS	Fonctionnaires (1)	MSA (2)	MSA (2)	Canam (maladie prof. indép.)
CNAVTS	EDF, GDF (1)			Organic (vieill. industrie et commerce)
CNAF (3)	SNCF, RATP			Cancava (vieillesse artisans)
76,7%	16,0%	1,8%	2,5%	2,9%

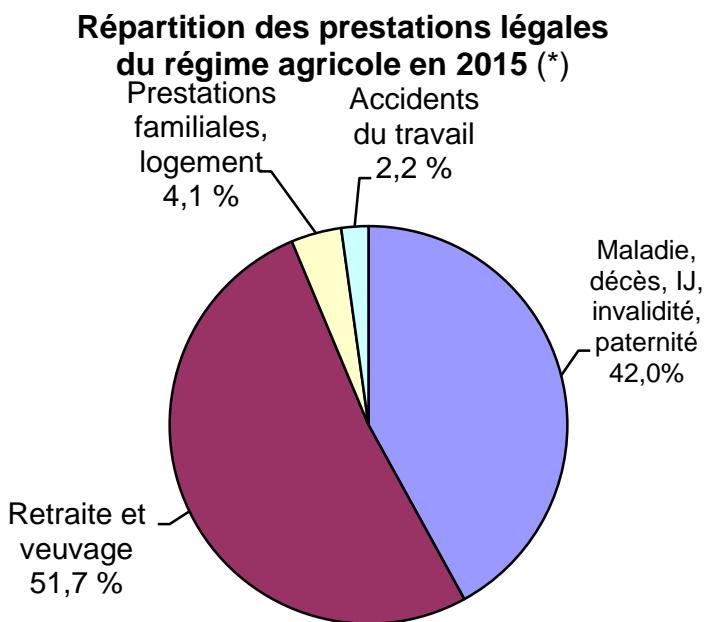
Source : Les comptes de la Sécurité Sociale, septembre 2016.

(1) Constituent ensemble le Régime général de Sécurité Sociale pour l'assurance maladie.

(2) Y compris les prestations légales de la famille.

(3) Hors prestations légales famille du régime agricole.

Graphique 1

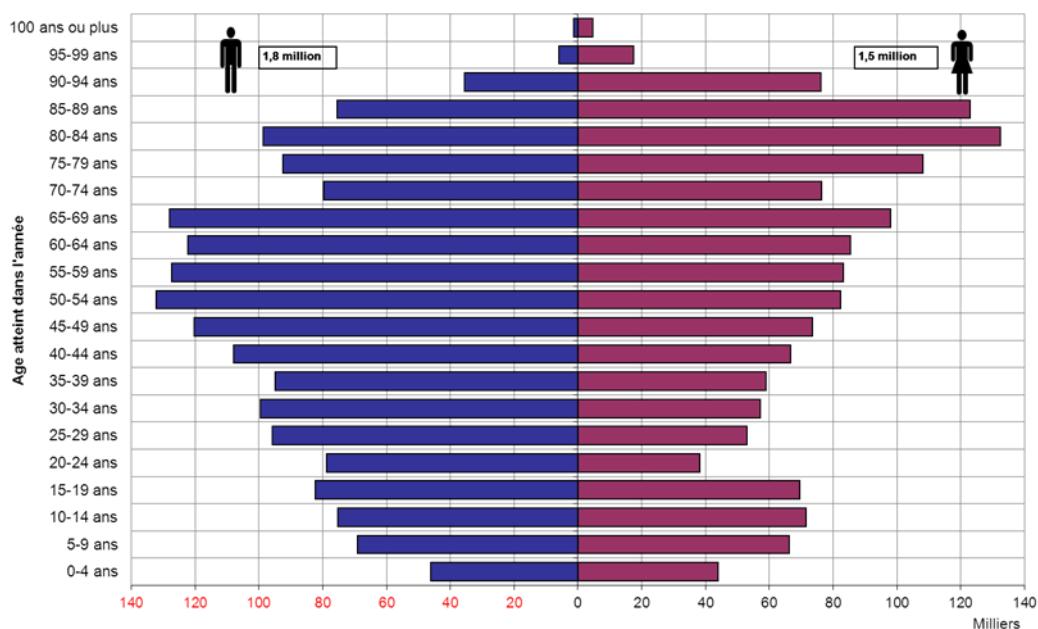


(*) En droits constatés.

Source : MSA.

2. Répartition de la population protégée pour le risque maladie au régime agricole en 2015

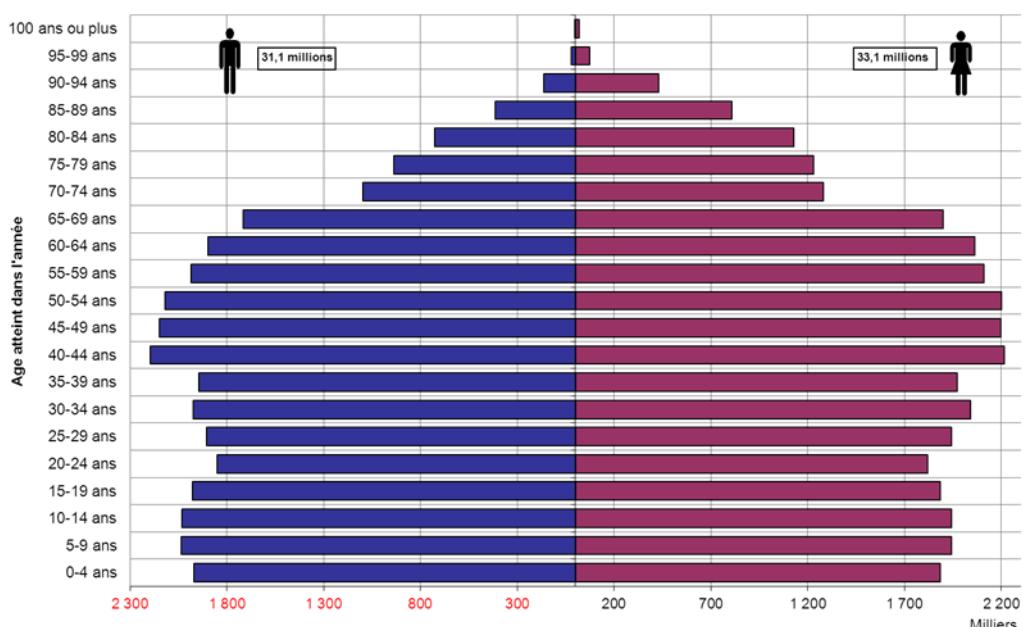
Graphique 2
Pyramides des âges des personnes protégées en maladie du régime agricole en 2015



Source : Rniam - Régime agricole (janvier 2015)

3. La population française en 2015

Graphique 3
Pyramide des âges au 1^{er} janvier 2015



Source : Insee, estimations de population (résultats provisoires arrêtés à fin 2014)

La Mutualité sociale agricole

- A. Formation de la Mutualité sociale agricole
- B. Populations

A. Formation de la Mutualité sociale agricole^{I.1}

1. Historique

Au cours de la deuxième moitié du XIXème siècle, pour faire face aux difficultés entraînées par la perte du bétail ou la destruction des récoltes, les agriculteurs ont créé spontanément des mutuelles locales. Celles-ci n'avaient aucun statut défini jusqu'à la loi de 1884 relative aux syndicats qui reconnaît aux agriculteurs le droit à la représentation professionnelle et la loi du 4 juillet 1900 qui consacre définitivement l'existence et la libre constitution des caisses d'assurances mutuelles agricoles. C'est le point de départ du développement des assurances agricoles : assurance contre les accidents, la grêle, l'incendie, etc.

A partir de 1928 (loi du 5 avril) et 1930 (loi du 30 avril), les Assurances sociales (ASA) devenues obligatoires avec assujettissement de tous les salariés et participation des employeurs, sont prises en charge par les caisses. Mais la multitude d'organisations gestionnaires nuit à leur application et le législateur intervient en canalisant la majorité des adhésions du monde agricole vers les Sociétés de secours mutuels agricoles. L'année 1935 (décret-loi du 30 octobre) voit ainsi l'essor de la branche sociale de la Mutualité agricole.

Le droit aux allocations familiales (PFA) pour les chefs de famille et l'obligation de cotisation pour tous les employeurs apparaissent en 1932 en France, sont appliqués en 1936 (loi du 5 août) pour les salariés de l'agriculture et en 1939 (décret-loi du 29 juillet) pour les exploitants. La gestion est également prise en charge par les sociétés de secours mutuels agricoles. Après la guerre de 1939-45, les avantages sociaux comparables aux autres catégories socioprofessionnelles, sont acquis progressivement par les salariés agricoles, le fait le plus notable étant l'assurance obligatoire des accidents du travail et des maladies professionnelles (loi du 25 octobre 1972).

L'unification de l'ensemble des institutions mutualistes par branche d'activité dans une circonscription définie s'amorce à partir de 1940 (loi du 2 décembre) et se précise l'année suivante : sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture, l'application des lois sociales de l'agriculture est confiée uniquement aux caisses mutuelles agricoles professionnelles. La Mutualité sociale agricole est confirmée officiellement en tant qu'**organisme professionnel** dont la mission est de gérer l'**ensemble des risques sociaux** des assurés agricoles. Par la loi du 5 avril 1941, le droit institutionnelisé une situation de fait, le **guichet unique**, caractéristique de l'organisation du régime agricole adaptée à la spécificité du monde rural.

Avec l'ordonnance du 4 octobre 1945, qui affirme le principe de l'universalité de la Sécurité Sociale et prévoit le maintien de la pluralité des régimes, la MSA poursuit son action dans le milieu agricole et met en place en 1949 un système électif. La MSA est ainsi gérée de façon démocratique et professionnelle.

Par le rétablissement, en 1949, des conseils d'administration départemental et central et de l'assemblée générale constitués d'assurés élus, la Mutualité sociale agricole retrouve une **gestion démocratique**, autre originalité du régime agricole. Née au sein du monde agricole et rural et adaptée au particularisme de celui-ci, la Mutualité sociale agricole, est composée de professionnels élus entre eux pour assurer et développer l'aide sociale en milieu rural.

La couverture sociale des exploitants fut plus tardive à se mettre en place : au lendemain de la guerre, ils ne bénéficiaient que des allocations familiales. L'Assurance vieillesse agricole (AVA) a été créée en 1952. Mais surtout, l'assurance maladie, maternité, invalidité (Amexa), créée en 1961 (loi du 25 janvier) est une étape essentielle dans l'histoire de la protection sociale. Elle fait des agriculteurs exploitants les premiers travailleurs indépendants à bénéficier de la couverture du risque maladie.

Le régime agricole, devant le déséquilibre démographique qui s'amorça entre les deux guerres par un important transfert de la main-d'œuvre agricole vers le secteur de l'industrie, eut recours à un financement extérieur nécessaire. Le régime propre aux exploitants relève d'un budget voté chaque année par le Parlement. Depuis 1949 pour les prestations familiales et 1960 par une loi de 1959 pour l'ensemble de la protection sociale, ce document, le Budget annexe des prestations sociales agricoles (Bapsa) est un exemple unique dans la législation française de Sécurité sociale. "L'Etat évaluatif", annexé au Bapsa, est la prévision budgétaire annuelle corollaire aux salariés, présentée aussi au Parlement sans faire l'objet d'un vote.

En 2005, le Fonds de financement des prestations sociales agricoles (Ffipsa) remplaça le Bapsa. La loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 a procédé à la suppression du FFIPSA à compter du 1^{er} janvier 2009 et a transféré la gestion du régime des non-salariés agricoles à la caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA). A cette date, les droits et obligations du Ffipsa ont ainsi été transférés à la CCMSA.

Le financement de l'assurance "accidents du travail" consiste en un budget indépendant soumis au Conseil supérieur des prestations sociales agricoles (CSPSA).

I. 1 Source : Union des Caisses centrales de la Mutualité agricole, *La Mutualité sociale agricole*, 2^{ème} édition 1984.

La loi n°2001-1128 du 30 novembre 2001 qui rentre en vigueur le 1^{er} avril 2002 améliora la couverture des non-salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles (Atexa) rendant l'affiliation obligatoire et en faisant ainsi une nouvelle branche de la protection sociale agricole.

En 2003, la retraite complémentaire obligatoire (RCO) est créée pour les chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole.

La loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006 précise que le statut des nouveaux aides familiaux à compter du 18 mai 2005, ne peut être conservé plus de 5 ans.

Au 1^{er} janvier 2007, l'Allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa) remplace les allocations qui constituaient le minimum vieillesse.

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 a supprimé à compter du 1^{er} janvier 2009 la qualité de conjoint participant aux travaux et a introduit l'obligation pour celui-ci d'opter pour l'un des statuts suivant : collaborateur d'exploitation ou d'entreprise agricole, salarié ou chef d'exploitation ou d'entreprise agricole.

A partir du 1^{er} juillet 2009, le Revenu de solidarité active (rSa) entre en vigueur et remplace le Revenu minimum d'insertion (RMI) et l'Allocation de parent isolé (API).

A partir du 1^{er} septembre 2010, le rSa est versé aux personnes âgées de moins de 25 ans si elles justifient avoir travaillé l'équivalent de 2 ans à temps plein durant les 3 années qui précèdent la demande, soit 3 214 heures de travail. Il sera tenu compte des périodes de chômage dans la limite de 6 mois, ce qui peut prolonger l'examen des conditions d'activité sur une période de 3 ans et 6 mois.

Pour les activités non salariées, la condition d'activité est appréciée par référence au montant du chiffre d'affaires : il faut pouvoir justifier d'un montant minimum de chiffre d'affaires, variable en fonction du secteur d'activité (régime agricole ou autre).

La loi du 9 octobre 2010 portant réforme des retraites étend le régime de RCO aux aides familiaux et collaborateurs d'exploitation ou d'entreprise agricole, dans les mêmes conditions que pour les chefs d'exploitation.

En ce qui concerne la retraite de base, l'assurance veuvage est rétablie à compter du 1^{er} janvier 2011, tant pour les salariés que les non-salariés agricoles.

La majoration pour conjoint à charge dans la retraite de base est supprimée à compter du 1^{er} janvier 2011.

La loi portant réforme des retraites modifie dès le 1^{er} janvier 2011 la durée d'assurance nécessaire pour le taux plein pour les générations 1953 et 1954. La loi prévoit également de nombreuses mesures, applicables pour la plupart à compter du 1^{er} juillet 2011. Pour les pensions prenant effet à partir du 1^{er} juillet 2011, l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite est relevé à 62 ans pour les assurés nés à compter du 1^{er} janvier 1956. Également, les salariés et non-salariés agricoles soumis à des tâches pénibles au cours de leur carrière et dont l'état de santé est dégradé, pourront, s'ils justifient d'une incapacité permanente au titre de l'exercice d'une activité professionnelle, bénéficier d'un abaissement de l'âge légal et de la liquidation de leur pension à taux plein, même s'ils ne justifient pas de la durée requise d'assurance.

Jusqu'au 31 décembre 2013, la population des non-salariés agricoles pouvait être assurée soit directement auprès d'une caisse de Mutualité sociale agricole (MSA), soit auprès d'un autre assureur. La loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 a supprimé cette disposition. Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2014, la totalité des personnes non-salariées agricoles est assurée par les caisses de MSA.

L'article 35 de la loi n°2014-40 du 20 janvier 2014 crée un « complément différentiel de points de retraite complémentaire obligatoire » permettant de porter le montant de la retraite des chefs d'exploitation ayant effectué une carrière complète au niveau de 73% du Smic au 1^{er} janvier 2015, 74% au 1^{er} janvier 2016 et 75% au 1^{er} janvier 2017, à la date de liquidation.

2. La protection sociale des régimes des non-salariés et des salariés en 2015

La Caisse de Mutualité sociale agricole est le seul organisme gestionnaire de l'ensemble des risques sociaux de la population agricole. Ce caractère original se traduit par le **guichet unique**. Il permet ainsi à chaque assuré la prise en compte globale de sa situation.

Prestations assurées par les Caisses départementales ou pluridépartementales de Mutualité sociale agricole en 2015

Non-salariés	Salariés
Assurance maladie Assurance maternité Assurance invalidité	Assurance maladie Assurance maternité Assurance invalidité Assurance décès Assurance vieillesse Assurance veuvage
Assurance vieillesse Assurance veuvage	AVA
Retraite complémentaire obligatoire (RCO)	
Prestations familiales Prestations de logement Revenu de solidarité active	Prestations familiales Prestations de logement Revenu de solidarité active
Accidents du travail et maladies professionnelles	Accidents du travail et maladies professionnelles

B. Populations

1. Les actifs

Méthode : pour chaque grande catégorie de non-salariés et de salariés, la correspondance adoptée entre les effectifs d'actifs et les populations gérées par la Mutualité Sociale Agricole au 1^{er} janvier 2015 est la suivante :

Non-salariés

Les non-salariés qui cotisent à au moins une des quatre branches maladie (Amexa), vieillesse (AVA), famille (PFA), accidents du travail (Atexa) et installés au plus tard le 31 décembre 2013 et présents au 1^{er} janvier 2014. Les non-salariés sont dénombrés une seule fois dans l'année.

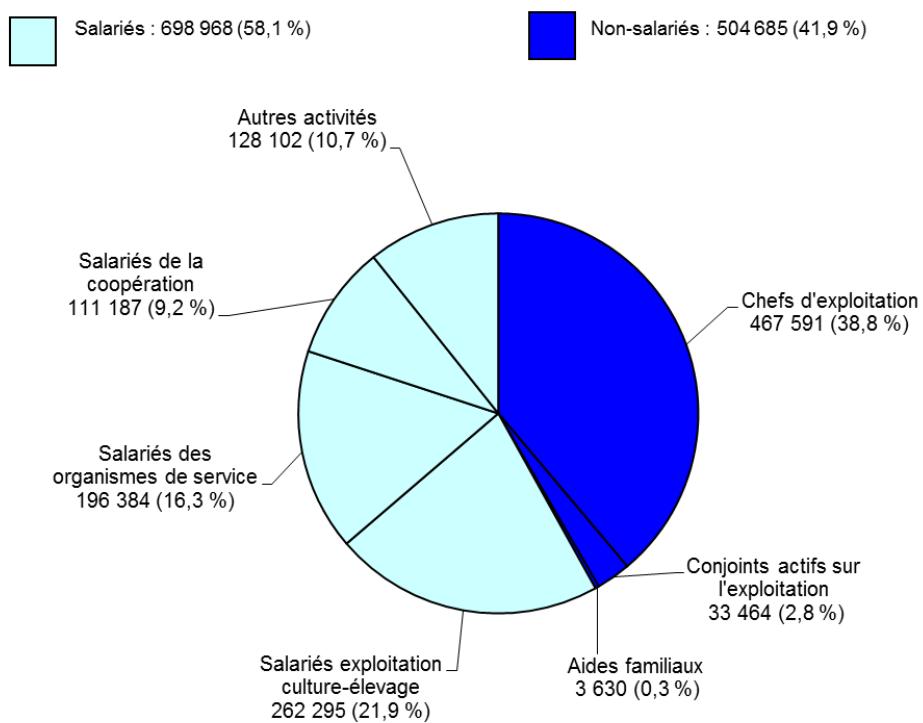
Salariés

Les actifs salariés correspondent au nombre d'emplois en cours au 31 décembre 2014 au régime agricole.

1.1 Structure de la population active agricole au 1^{er} janvier 2015

Graphique 4

Répartition des actifs agricoles selon leur statut et/ou leur secteur d'activité
Total des actifs agricoles : 1 203 653 au 1^{er} janvier 2015



Source : MSA

1.2 Historique du nombre d'actifs agricoles de 2011 à 2015

Le tableau ci-après retrace l'évolution des effectifs des principales catégories d'actifs agricoles

Tableau 2

Evolution des actifs agricoles de 2011 à 2015 au 1^{er} janvier

Actifs agricoles	2011	2012	2013	2014	2015	Evolution 2015/2014 en %
Non-salariés :						
- Chefs d'exploitation et d'entreprise	489 218	483 815	478 692	473 862	467 591	-1,3
- Conjoint actif sur l'exploitation	43 968	41 324	38 884	35 975	33 464	-7,0
- Aides familiaux	5 477	4 963	4 586	4 103	3 630	-11,5
Total Non-salariés	538 663	530 102	522 162	513 940	504 685	-1,8
Salariés (*) :						
- Exploitation	237 711	244 437	249 903	256 834	262 295	2,1
- Organismes de service	199 440	197 586	197 929	196 727	196 384	-0,2
- Coopération	103 475	106 188	110 259	107 128	111 187	3,8
- Autres secteurs :						
- Entreprises de travaux agricoles	74 871	77 729	81 189	83 924	84 503	0,7
- Travaux forestiers	22 935	22 844	22 734	23 140	23 640	2,2
- Artisanat rural	3 918	3 687	3 434	3 096	2 835	-8,4
- Activités diverses	19 182	18 568	18 632	18 443	18 124	-1,7
- Total autres secteurs	120 906	122 828	125 989	128 603	129 102	0,4
Total Salariés	661 532	671 039	684 080	689 292	698 968	1,4
TOTAL ACTIFS AGRICOLES	1 200 195	1 201 141	1 206 242	1 203 232	1 203 653	0,0

Source : MSA

(*) Nombre d'emplois en cours en fin d'année.

Le **chef d'exploitation** ou d'entreprise agricole adhère au régime agricole dès lors que son activité est considérée comme agricole sur une exploitation d'une dimension au moins égale à une demie SMI.

Jusqu'en 2008, le **conjoint** est celui qui participe à la mise en valeur de l'exploitation, quel que soit le statut ; conjoint collaborateur ou conjoint participant aux travaux. La loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 a supprimé à compter du 1^{er} janvier 2009 la qualité de conjoint participant aux travaux et a introduit l'obligation pour celui-ci d'opter pour le statut de collaborateur d'exploitation. Ce qui induit l'affiliation du conjoint au-delà du mariage puisque le concubin ou le pacsé entre dans ce cadre.

L'**aide familial** est un membre de la famille en dehors du conjoint qui participe à la mise en valeur de l'exploitation, ascendant et à partir de 16 ans, descendant, frère, sœur ou allié au même degré du chef d'exploitation ou de son conjoint. La loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006 précise que le statut des nouveaux aides familiaux à compter du 18 mai 2005, ne peut être conservé plus de 5 ans.

Le secteur **exploitation** contient les sous-secteurs suivants : les cultures spécialisées, les champignonnières, l'élevage spécialisé de gros animaux, l'élevage spécialisé de petits animaux, l'entraînement, le dressage, les haras, la conchyliculture, les marais salants, les cultures et l'élevage non spécialisés et la viticulture.

Le secteur **organismes de services** comprend la mutualité agricole, le crédit agricole, les autres organismes professionnels agricoles et le personnel statutaire des sociétés d'intérêt collectif agricole en électricité (Sicae).

Le secteur de la **coopération** regroupe le stockage et le conditionnement de produits agricoles, de fleurs de fruits et de légumes, l'approvisionnement, la collecte, le traitement et la distribution de produits laitiers, le traitement de la viande, la conserverie de produits autres que la viande, la vinification, l'insémination artificielle, la sucrerie, la distillation, la meunerie, la panification, les coopératives diverses, les unions et les fédérations de coopératives.

Le secteur des **entreprises de travaux agricoles** comprend les entreprises qui effectuent des travaux agricoles s'insérant directement dans le cycle de la production végétale tels que labourage, défrichement, semaines, battage, etc. Il inclut également les entreprises d'entretien et de restauration des parcs et de jardins et les entreprises paysagistes.

Le secteur des **travaux forestiers** concerne la sylviculture, le gemmage, les exploitations de bois et les scieries fixes.

Depuis le 1^{er} janvier 2014, les artisans ruraux ne sont plus affiliés au régime agricole pour leur cotisation aux prestations familiales (mais leurs salariés restent au régime agricole).

Sont inclus dans le secteur des **activités diverses** : les gardes-chasse, les gardes-pêche, les jardiniers, les gardes forestiers, les organismes de remplacement et de travail temporaire, les membres bénévoles, les enseignants des établissements d'enseignement agricole.

1.3 Ventilation départementale et régionale des actifs agricoles au 1^{er} janvier 2015

Tableau 3

Les actifs agricoles au 1^{er} janvier 2015 Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total	Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Ile-de-France	8 022	42 640	50 662	Charente	5 884	8 047	13 931
Ardennes	3 536	2 722	6 258	Charente-Maritime	7 363	12 538	19 901
Aube	5 100	6 556	11 656	Deux-Sèvres	6 909	9 192	16 101
Marne	10 981	19 590	30 571	Vienne	5 229	5 928	11 157
Haute-Marne	2 852	2 245	5 097	Poitou-Charentes	25 385	35 705	61 090
Champagne-Ardennes	22 469	31 113	53 582	Dordogne	7 184	7 496	14 680
Aisne	5 508	8 019	13 527	Gironde	7 997	26 443	34 440
Oise	4 099	9 671	13 770	Landes	5 384	9 266	14 650
Somme	6 226	8 049	14 275	Lot-et-Garonne	6 207	8 868	15 075
Picardie	15 833	25 739	41 572	Pyrénées-Atlantiques	11 509	9 299	20 808
Eure	4 440	5 669	10 109	Aquitaine	38 281	61 372	99 653
Seine-Maritime	6 367	9 612	15 979	Ariège	2 556	1 414	3 970
Haute-Normandie	10 807	15 281	26 088	Aveyron	11 311	7 295	18 606
Cher	4 009	5 046	9 055	Haute-Garonne	5 916	7 832	13 748
Eure-et-Loir	4 559	5 656	10 215	Gers	7 300	7 027	14 327
Indre	4 499	3 043	7 542	Lot	4 780	3 304	8 084
Indre-et-Loire	4 770	6 906	11 676	Hautes-Pyrénées	3 826	1 946	5 772
Loir-et-Cher	3 712	6 904	10 616	Tarn	6 177	6 351	12 528
Loiret	4 176	8 371	12 547	Tarn-et-Garonne	4 905	5 117	10 022
Centre	25 725	35 926	61 651	Midi-Pyrénées	46 771	40 286	87 057
Calvados	6 637	10 761	17 398	Corrèze	4 919	3 451	8 370
Manche	9 249	10 400	19 649	Creuse	4 597	1 860	6 457
Orne	6 028	5 911	11 939	Haute-Vienne	4 523	3 768	8 291
Basse-Normandie	21 914	27 072	48 986	Limousin	14 039	9 079	23 118
Côte-d'or	5 307	8 246	13 553	Ain	4 544	6 304	10 848
Nièvre	3 691	3 062	6 753	Ardèche	4 388	3 336	7 724
Saône-et-Loire	8 114	8 108	16 222	Drôme	6 121	7 648	13 769
Yonne	4 458	5 877	10 335	Isère	6 209	7 586	13 795
Bourgogne	21 570	25 293	46 863	Loire	6 092	5 733	11 825
Nord	8 103	14 939	23 042	Rhône	6 685	11 210	17 895
Pas-de-Calais	8 666	12 597	21 263	Savoie	2 897	4 031	6 928
Nord-Pas-de-Calais	16 769	27 536	44 305	Haute-Savoie	4 305	5 436	9 741
Meurthe-et-Moselle	3 107	4 130	7 237	Rhône-Alpes	41 241	51 284	92 525
Meuse	3 404	2 885	6 289	Allier	5 765	4 390	10 155
Moselle	3 714	4 613	8 327	Cantal	7 039	3 370	10 409
Vosges	3 428	4 503	7 931	Haute-Loire	5 537	2 646	8 183
Lorraine	13 653	16 131	29 784	Puy-de-Dôme	7 379	7 439	14 818
Bas-Rhin	4 758	9 379	14 137	Auvergne	25 720	17 845	43 565
Haut-Rhin	4 299	6 025	10 324	Aude	5 966	7 563	13 529
Alsace	9 057	15 404	24 461	Gard	5 777	10 101	15 878
Doubs	4 491	6 394	10 885	Hérault	7 430	12 329	19 759
Jura	3 218	2 642	5 860	Lozère	3 440	1 391	4 831
Haute-Saône	3 086	2 771	5 857	Pyrénées-Orientales	3 115	7 188	10 303
Terr. de Belfort	399	288	687	Languedoc-Roussillon	25 728	38 572	64 300
Franche-Comté	11 194	12 095	23 289	Alpes-de-Haute-Provence	2 529	2 080	4 609
Loire-Atlantique	8 550	17 285	25 835	Hautes-Alpes	2 237	1 467	3 704
Maine-et-Loire	10 189	18 717	28 906	Alpes-Maritimes	2 866	5 931	8 797
Mayenne	8 790	6 426	15 216	Bouches-du-Rhône	5 056	11 652	16 708
Sarthe	6 062	8 249	14 311	Var	5 329	9 662	14 991
Vendée	9 227	10 427	19 654	Vaucluse	5 357	11 277	16 634
Pays-de-la-Loire	42 818	61 104	103 922	Provence-Alpes-Côte d'Azur	23 374	42 069	65 443
Côtes-d'Armor	11 359	16 290	27 649	Corse	3 198	5 246	8 444
Finistère	9 479	16 698	26 177	TOTAL	504 685	698 968	1 203 653
Ille-et-Vilaine	11 309	14 056	25 365				
Morbihan	8 970	15 132	24 102				
Bretagne	41 117	62 176	103 293				

Source : MSA

1.4 Les cotisants non-salariés agricoles

1.41 Historique du nombre de cotisants non-salariés agricoles de 2011 à 2015

Les effectifs de cotisants diffèrent selon la branche considérée car les règles d'assujettissement et d'exonération sont variables pour chacune d'elles.

Tableau 4

Les cotisants non-salariés agricoles de 2011 à 2015

Les cotisants non salariés agricoles de 2011 à 2015

	2011	2012	2013	2014	2015	Evolution assujettis 2015/2014 en %
Assurance maladie des exploitants agricoles (AMEXA)(1) (2)	524 279	516 104	508 426	492 969	482 242	-3,0
Assurance vieillesse agricole (AVA) (2)	531 127	522 619	514 826	506 018	496 716	-1,7
Assurance vieillesse individuelle (AVI) (2)	487 344	479 148	471 306	461 878	452 201	-2,0
Retraite complémentaire obligatoire (RCO) (2)	531 394	522 534	514 611	505 730	496 431	-1,7
Prestations familiales agricoles (PFA) (2)	485 777	480 195	475 013	466 977	460 835	-1,7
Assurance accidents du travail (ATEXA) (2) (3)	587 822	579 714	571 597	567 463	559 237	-0,7
Cotisants de solidarité (4)	94 385	94 078	96 248	94 300	94 531	-2,0

(1) Dont les conjoints collaborateurs cotisants en invalidité. Ensemble des assureurs.

(2) Cotisants sanctions inclus.

(3) Ensemble des assureurs hors Alsace-Moselle.

(4) Cotisants solidaires exploitant moins de la demi SMI non retraités de vieillesse agricole et cotisants solidaires associés de société.

1.42 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en prestations familiales agricoles en 2015

L'obligation pour les exploitants de cotiser à la branche prestations familiales apparaît en 1939.

Le chef d'exploitation agricole cotise pour lui-même.

Les cotisations sont déterminées à partir d'assiettes sociales.

Dans la branche prestations familiales, l'assiette sociale, base d'imposition sociale, est le reflet de l'assiette brute, puisque dans cette branche ne s'appliquent ni minimum, ni plafonnement. Seules les assiettes brutes négatives sont ramenées à zéro.

Les exploitants agricoles se distinguent par leur régime d'imposition : régime du forfait ou régime du bénéfice réel. Le forfait s'applique de plein droit aux exploitants dont la moyenne des recettes mesurées sur deux années consécutives ne dépasse pas un certain montant.

Le régime d'imposition au bénéfice réel s'applique aux exploitants qui ne répondent pas aux conditions du régime forfaitaire mais aussi aux exploitants relevant normalement du forfait qui souhaitent opter pour le régime du réel. Il existe aussi le régime mixte qui est un régime transitoire avant de passer au réel. Les exploitants imposés au régime mixte seront inclus parmi les exploitants imposés au réel dans ce document.

Tableau 5

PFA

Effectifs de cotisants et des assiettes sociales selon le régime d'imposition et le statut en 2015
Ventilation départementale et régionale

(Assiette en milliers d'euros)

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise				Total	
	Forfait		Réel ou mixte		Effectifs (6) = (1 + 3)	Assiette (7) = (2 + 4)
	Effectifs (1)	Assiette (2)	Effectifs (3)	Assiette (4)		
Ile-de-France	329	2 639	6 942	216 913	7 271	219 552
Ardennes	397	2 988	2 857	66 298	3 254	69 286
Aube	402	4 437	4 430	181 323	4 832	185 760
Marne	1 012	10 641	9 122	405 793	10 134	416 434
Haute-Marne	201	1 388	2 401	37 316	2 602	38 704
Champagne-Ardennes	2 012	19 454	18 810	690 730	20 822	710 184
Aisne	288	2 723	4 600	178 583	4 888	181 306
Oise	152	1 221	3 659	123 881	3 811	125 102
Somme	190	2 268	5 306	170 002	5 496	172 270
Picardie	630	6 212	13 565	472 466	14 195	478 678
Eure	272	2 228	3 794	93 157	4 066	95 385
Seine-Maritime	489	3 459	5 237	115 369	5 726	118 828
Haute-Normandie	761	5 687	9 031	208 526	9 792	214 213
Cher	334	2 291	3 365	66 754	3 699	69 045
Eure-et-Loir	158	1 507	3 998	117 813	4 156	119 320
Indre	780	4 739	3 407	48 109	4 187	52 848
Indre-et-Loire	568	3 585	3 786	67 731	4 354	71 316
Loir-et-Cher	304	1 633	3 086	67 426	3 390	69 059
Loiret	293	2 377	3 573	87 629	3 866	90 006
Centre	2 437	16 132	21 215	455 462	23 652	471 594
Calvados	550	5 329	5 428	83 708	5 978	89 037
Manche	1 091	6 489	7 357	95 765	8 448	102 254
Orne	454	3 784	5 058	60 257	5 512	64 041
Basse-Normandie	2 095	15 602	17 843	239 730	19 938	255 332
Côte-d'or	321	2 472	4 632	120 287	4 953	122 759
Nièvre	415	2 783	2 828	37 019	3 243	39 802
Saône-et-Loire	1 070	7 890	6 293	105 272	7 363	113 162
Yonne	356	2 823	3 786	88 082	4 142	90 905
Bourgogne	2 162	15 968	17 539	350 660	19 701	366 628
Nord	826	6 419	6 343	155 691	7 169	162 110
Pas-de-Calais	589	5 156	7 091	166 767	7 680	171 923
Nord-Pas-de-Calais	1 415	11 575	13 434	322 458	14 849	334 033
Meurthe-et-Moselle	249	1 425	2 592	51 934	2 841	53 359
Meuse	248	1 640	2 889	58 213	3 137	59 853
Moselle	613	3 567	2 841	50 478	3 454	54 045
Vosges	586	3 260	2 556	38 749	3 142	42 009
Lorraine	1 696	9 892	10 878	199 374	12 574	209 266
Bas-Rhin	781	6 241	3 796	65 561	4 577	71 802
Haut-Rhin	715	4 731	3 383	61 100	4 098	65 831
Alsace	1 496	10 972	7 179	126 661	8 675	137 633
Doubs	330	2 864	3 832	55 090	4 162	57 954
Jura	350	2 604	2 657	38 065	3 007	40 669
Haute-Saône	297	2 553	2 571	36 940	2 868	39 493
Terr. de Belfort	75	579	289	3 974	364	4 553
Franche-Comté	1 052	8 600	9 349	134 069	10 401	142 669
Loire-Atlantique	761	6 179	7 279	112 228	8 040	118 407
Maine-et-Loire	535	5 350	9 000	136 488	9 535	141 838
Mayenne	466	3 731	7 618	101 070	8 084	104 801
Sarthe	337	3 028	5 100	76 594	5 437	79 622
Vendée	387	2 447	8 309	143 315	8 696	145 762
Pays-de-la-Loire	2 486	20 735	37 306	569 695	39 792	590 430
Côtes-d'Armor	520	3 644	10 002	181 761	10 522	185 405
Finistère	870	5 238	8 106	147 417	8 976	152 655
Ille-et-Vilaine	573	4 335	10 017	154 458	10 590	158 793
Morbihan	521	3 675	7 885	129 868	8 406	133 543
Bretagne	2 484	16 892	36 010	613 504	38 494	630 396

PFA

Effectifs de cotisants et des assiettes sociales selon le régime d'imposition et le statut en 2015 (suite)
Ventilation départementale et régionale

(Assiette en milliers d'euros)

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise				Total	
	Forfait		Réel ou mixte		Effectifs (6) = (1 + 3)	Assiette (7) = (2 + 4)
	Effectifs (1)	Assiette (2)	Effectifs (3)	Assiette (4)		
Charente	890	6 239	4 485	108 137	5 375	114 376
Charente-Maritime	960	8 075	5 612	147 277	6 572	155 352
Deux-Sèvres	602	4 029	5 878	94 274	6 480	98 303
Vienne	431	4 165	4 372	62 807	4 803	66 972
Poitou-Charentes	2 883	22 508	20 347	412 495	23 230	435 003
Dordogne	2 144	11 795	4 286	47 245	6 430	59 040
Gironde	1 220	5 427	6 075	110 283	7 295	115 710
Landes	637	4 160	4 362	66 700	4 999	70 860
Lot-et-Garonne	1 426	9 923	4 298	59 351	5 724	69 274
Pyrénées-Atlantiques	3 832	20 630	6 682	53 739	10 514	74 369
Aquitaine	9 259	51 935	25 703	337 318	34 962	389 253
Ariège	1 020	4 533	1 265	11 362	2 285	15 895
Aveyron	3 763	17 057	6 445	67 570	10 208	84 627
Haute-Garonne	1 673	9 224	3 722	42 451	5 395	51 675
Gers	1 689	11 938	5 040	61 478	6 729	73 416
Lot	1 752	7 881	2 579	27 784	4 331	35 665
Hautes-Pyrénées	1 874	8 124	1 625	15 178	3 499	23 302
Tarn	1 839	9 683	3 740	40 700	5 579	50 383
Tarn-et-Garonne	1 601	9 088	2 877	31 899	4 478	40 987
Midi-Pyrénées	15 211	77 528	27 293	298 422	42 504	375 950
Corrèze	1 920	9 598	2 604	24 692	4 524	34 290
Creuse	1 484	8 180	2 782	29 722	4 266	37 902
Haute-Vienne	1 165	6 523	2 932	33 399	4 097	39 922
Limousin	4 569	24 301	8 318	87 813	12 887	112 114
Ain	555	3 955	3 638	60 427	4 193	64 382
Ardèche	2 197	7 647	1 657	22 871	3 854	30 518
Drôme	1 975	9 209	3 509	64 801	5 484	74 010
Isère	2 125	9 756	3 580	51 903	5 705	61 659
Loire	1 658	9 617	3 792	40 310	5 450	49 927
Rhône	2 010	8 888	3 912	65 995	5 922	74 883
Savoie	973	4 051	1 654	28 341	2 627	32 392
Haute-Savoie	1 053	4 972	2 861	39 296	3 914	44 268
Rhône-Alpes	12 546	58 095	24 603	373 944	37 149	432 039
Allier	570	4 963	4 616	54 193	5 186	59 156
Cantal	2 207	9 209	4 121	45 319	6 328	54 528
Haute-Loire	1 789	7 603	3 196	30 941	4 985	38 544
Puy-de-Dôme	2 327	14 548	4 382	63 048	6 709	77 596
Auvergne	6 893	36 323	16 315	193 501	23 208	229 824
Aude	2 896	9 227	2 454	34 875	5 350	44 102
Gard	2 155	8 969	2 966	53 925	5 121	62 894
Hérault	3 632	12 585	2 960	50 448	6 592	63 033
Lozère	1 497	6 680	1 629	17 383	3 126	24 063
Pyrénées-Orientales	1 413	4 025	1 317	18 755	2 730	22 780
Languedoc-Roussillon	11 593	41 486	11 326	175 386	22 919	216 872
Alpes-de-Haute-Provence	1 123	4 705	1 118	19 451	2 241	24 156
Hautes-Alpes	1 078	4 751	900	11 989	1 978	16 740
Alpes-Maritimes	704	2 526	1 897	35 853	2 601	38 379
Bouches-du-Rhône	1 242	7 970	3 301	60 805	4 543	68 775
Var	1 729	6 688	2 998	53 569	4 727	60 257
Vaucluse	1 661	8 223	3 208	71 475	4 869	79 698
Provence-Alpes-Côte d'Azur	7 537	34 863	13 422	253 142	20 959	288 005
Corse	1 964	7 520	897	15 044	2 861	22 564
France	93 510	514 919	367 325	6 747 313	460 835	7 262 232

Source : MSA

*Les artisans ruraux ne sont plus affiliés au régime agricole depuis le 1/01/2014)

1.43 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en assurance maladie en 2015

L'assurance maladie des exploitants agricoles (Amexa) a été créée en 1961. Elle couvre les risques maladie, maternité et invalidité.

Le chef d'exploitation cotise pour lui-même, ainsi que pour le(s) aide(s) familial(aux) majeur(s) et mineur(s) participant à la mise en valeur de l'exploitation.

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 a supprimé à compter du 1er janvier 2009 la qualité de conjoint participant aux travaux et a introduit l'obligation pour celui-ci d'opter pour l'un des statuts suivant : collaborateur d'exploitation ou d'entreprise agricole, salarié ou chef d'exploitation ou d'entreprise agricole.

Jusqu'en 2014, dans la branche Amexa, les assiettes brutes inférieures à 800 Smic horaire (avec la valeur du Smic horaire constatée au 1^{er} janvier de l'année) sont redressées à 800 Smic. L'assiette sociale individuelle ne peut donc être inférieure à 800 Smic.

En 2015, dans le cadre du plan de soutien aux agriculteurs en difficulté, en réponse aux crises agricoles, l'assiette minimale AMEXA a été abaissée de 800 Smic à 11 % du plafond annuel de la sécurité sociale (PASS).

Tableau 6

AMEXA

Effectifs de cotisants et des assiettes sociales selon le statut en 2015
Ventilation départementale et régionale

(Assiette en milliers d'euros)

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise		Aides familiaux majeurs et mineurs		Conjoints collaborateurs (5)	Total	
	Effectifs (1)	Assiette (2)	Effectifs (3)	Assiette (4)		Effectifs (6) = (1 + 3 + 5)	Assiette (7) = (2 + 4)
Ile-de-France	7 094	222 438	52	428	452	7 598	222 866
Ardennes	3 209	70 668	13	101	196	3 418	70 769
Aube	4 785	186 638	9	93	152	4 946	186 731
Marne	10 009	415 725	18	178	537	10 564	415 903
Haute-Marne	2 569	41 099	28	179	133	2 730	41 278
Champagne-Ardennes	20 572	714 130	68	551	1 018	21 658	714 681
Aisne	4 799	182 758	16	161	362	5 177	182 919
Oise	3 742	126 657	24	163	155	3 921	126 820
Somme	5 351	174 455	40	308	358	5 749	174 763
Picardie	13 892	483 870	80	632	875	14 847	484 502
Eure	3 985	98 027	27	207	204	4 216	98 234
Seine-Maritime	5 600	122 021	48	298	428	6 076	122 319
Haute-Normandie	9 585	220 048	75	505	632	10 292	220 553
Cher	3 623	72 066	30	206	202	3 855	72 272
Eure-et-Loir	4 056	120 906	13	82	200	4 269	120 988
Indre	4 069	56 136	25	111	182	4 276	56 247
Indre-et Loire	4 233	74 552	21	130	235	4 489	74 682
Loir-et-Cher	3 311	71 200	15	92	180	3 506	71 292
Loiret	3 783	92 404	15	101	167	3 965	92 505
Centre	23 075	487 264	119	722	1 166	24 360	487 986
Calvados	5 791	93 890	54	401	447	6 292	94 291
Manche	8 353	108 230	39	218	569	8 961	108 448
Orne	5 400	69 832	39	279	315	5 754	70 111
Basse-Normandie	19 544	271 952	132	898	1 331	21 007	272 850
Côte-d'or	4 893	126 047	32	260	209	5 134	126 307
Nièvre	3 199	43 661	34	194	303	3 536	43 855
Saône-et-Loire	7 259	117 649	45	320	529	7 833	117 969
Yonne	4 078	93 812	19	144	196	4 293	93 956
Bourgogne	19 429	381 169	130	918	1 237	20 796	382 087
Nord	7 031	165 453	52	385	578	7 661	165 838
Pas-de-Calais	7 484	176 215	70	515	602	8 156	176 730
Nord-Pas-de-Calais	14 515	341 668	122	900	1 180	15 817	342 568
Meurthe-et-Moselle	2 793	55 397	21	154	137	2 951	55 551
Meuse	3 082	61 538	27	200	147	3 256	61 738
Moselle	3 364	56 517	28	212	159	3 551	56 729
Vosges	3 101	43 864	48	327	173	3 322	44 191
Lorraine	12 340	217 316	124	893	616	13 080	218 209
Bas-Rhin	4 240	74 348	7	52	90	4 337	74 400
Haut-Rhin	3 879	68 002	11	70	132	4 022	68 072
Alsace	8 119	142 350	18	122	222	8 359	142 472
Doubs	4 135	59 710	35	270	207	4 377	59 980
Jura	2 959	42 550	25	124	112	3 096	42 674
Haute-Saône et T. Belfort	3 175	46 485	24	152	162	3 361	46 637
Franche-Comté	10 269	148 745	84	546	481	10 834	149 291
Loire-Atlantique	7 952	123 193	26	185	317	8 295	123 378
Maine-et-Loire	9 380	147 437	27	197	410	9 817	147 634
Mayenne	7 968	110 340	15	108	503	8 486	110 448
Sarthe	5 301	84 437	30	208	408	5 739	84 645
Vendée	8 627	150 620	27	196	348	9 002	150 816
Pays-de-la-Loire	39 228	616 027	125	894	1 986	41 339	616 921
Côtes-d'Armor	10 383	192 283	23	154	657	11 063	192 437
Finistère	8 826	159 041	40	250	338	9 204	159 291
Ille-et-Vilaine	10 436	165 245	25	168	480	10 941	165 413
Morbihan	8 219	138 859	17	97	407	8 643	138 956
Bretagne	37 864	655 428	105	669	1 882	39 851	656 097

AMEXA
Effectifs de cotisants et des assiettes sociales selon le statut en 2015 (suite)
Ventilation départementale et régionale

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise		Aides familiaux majeurs et mineurs		Conjoints collaborateurs (5)	(Assiette en milliers d'euros)		
	Effectifs (1)	Assiette (2)	Effectifs (3)	Assiette (4)		Total		
						Effectifs (6) = (1 + 3 + 5)	Assiette (7) = (2 + 4)	
Charente	5 281	117 334	24	184	340	5 645	117 518	
Charente-Maritime	6 498	158 303	28	202	551	7 077	158 505	
Deux-Sèvres	6 412	102 595	19	128	302	6 733	102 723	
Vienne	4 683	71 531	16	111	279	4 978	71 642	
Poitou-Charentes	22 874	449 763	87	625	1 472	24 433	450 388	
Dordogne	6 297	64 318	82	431	496	6 875	64 749	
Gironde	7 064	121 626	41	252	463	7 568	121 878	
Landes	4 771	74 681	23	149	231	5 025	74 830	
Lot-et-Garonne	5 573	73 802	27	155	329	5 929	73 957	
Pyrénées-Atlantiques	9 943	83 527	132	644	406	10 481	84 171	
Aquitaine	33 648	417 954	305	1 631	1 925	35 878	419 585	
Ariège	2 206	17 952	37	180	154	2 397	18 132	
Aveyron	10 087	91 587	165	810	619	10 871	92 397	
Haute-Garonne	5 148	56 041	56	260	247	5 451	56 301	
Gers	6 491	79 129	36	236	325	6 852	79 365	
Lot	4 218	38 636	69	327	263	4 550	38 963	
Hautes-Pyrénées	3 421	26 217	62	226	157	3 640	26 443	
Tarn	5 469	55 272	68	322	364	5 901	55 594	
Tarn-et-Garonne	4 371	44 693	40	220	288	4 699	44 913	
Midi-Pyrénées	41 411	409 527	533	2 581	2 417	44 361	412 108	
Corrèze	4 437	37 626	47	245	235	4 719	37 871	
Creuse	4 244	40 139	56	313	221	4 521	40 452	
Haute-Vienne	4 023	42 739	55	325	279	4 357	43 064	
Limousin	12 704	120 504	158	883	735	13 597	121 387	
Ain	4 067	67 191	31	220	226	4 324	67 411	
Ardèche	3 821	34 043	63	310	348	4 232	34 353	
Drôme	5 397	77 904	64	327	409	5 870	78 231	
Isère	5 583	65 670	42	245	273	5 898	65 915	
Loire	5 373	52 722	46	230	393	5 812	52 952	
Rhône	5 854	78 772	36	180	545	6 435	78 952	
Savoie	2 592	34 069	57	301	128	2 777	34 370	
Haute-Savoie	3 873	46 533	88	499	199	4 160	47 032	
Rhône-Alpes	36 560	456 904	427	2 312	2 521	39 508	459 216	
Allier	5 099	63 057	36	257	394	5 529	63 314	
Cantal	6 284	59 252	138	684	446	6 868	59 936	
Haute-Loire	4 959	42 134	77	311	366	5 402	42 445	
Puy-de-Dôme	6 651	81 094	85	482	415	7 151	81 576	
Auvergne	22 993	245 537	336	1 734	1 621	24 950	247 271	
Aude	5 227	49 046	48	208	347	5 622	49 254	
Gard	4 976	66 101	44	246	417	5 437	66 347	
Hérault	6 377	68 189	53	297	497	6 927	68 486	
Lozère	3 092	26 676	33	158	234	3 359	26 834	
Pyrénées-Orientales	2 676	25 962	22	70	247	2 945	26 032	
Languedoc-Roussillon	22 348	235 974	200	979	1 742	24 290	236 953	
Alpes-de-Haute-Provence	2 205	26 114	34	140	164	2 403	26 254	
Hautes-Alpes	1 941	18 350	51	231	124	2 116	18 581	
Alpes-Maritimes	2 581	39 840	26	112	186	2 793	39 952	
Bouches-du-Rhône	4 436	71 526	50	304	325	4 811	71 830	
Var	4 631	63 336	71	348	365	5 067	63 684	
Vaucluse	4 767	82 754	36	187	305	5 108	82 941	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	20 561	301 920	268	1 322	1 469	22 298	303 242	
Corse	2 820	25 437	82	378	187	3 089	25 815	
France	451 445	7 565 925	3 630	21 123	27 167	482 242	7 587 048	

Source : MSA

Ce tableau est en continuité avec le tableau "ensemble des assureurs" publié dans l'annuaire 2014

1.44 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en assurance vieillesse en 2015

L'assurance vieillesse agricole (AVA) a été créée en 1952.

- Une cotisation fixe assise sur une assiette de 400 Smic due par le chef d'exploitation ou d'entreprise pour son collaborateur d'exploitation.

Les cotisations AVA comprennent :

- une cotisation qui finance la retraite proportionnelle. Elle est due par chaque chef d'exploitation ou d'entreprise. Elle est calculée dans la limite du plafond de la sécurité sociale et l'assiette minimum de cotisations est fixée à 600 Smic,
- une cotisation déplafonnée non génératrice de droits avec une assiette minimum à 600 Smic,
- une cotisation fixe assise sur une assiette de 400 Smic due par le chef d'exploitation ou d'entreprise pour son collaborateur d'exploitation.

Tableau 7

AVA

Effectifs de cotisants et des assiettes sociales selon le statut en 2015
Ventilation départementale et régionale

(Assiette en milliers d'euros)

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise			Aides familiaux et conjoints collaborateurs		Total	
	Effectifs (1)	Assiette sous plafond (2)	Assiette totale (3)	Effectifs (4)	Assiette (5)	Effectifs (6) = (1 + 4)	Assiette sous plafond (7) = (2 + 5)
Île-de-France	7 202	151 252	225 752	599	2 303	7 801	153 555
Ardennes	3 252	57 582	72 643	256	984	3 508	58 566
Aube	4 822	118 657	189 115	215	826	5 037	119 483
Marne	10 105	261 916	421 184	729	2 802	10 834	264 718
Haute-Marne	2 605	39 028	42 743	224	861	2 829	39 889
Champagne-Ardennes	20 784	477 183	725 685	1 424	5 473	22 208	482 656
Aisne	4 876	112 221	185 397	523	2 010	5 399	114 231
Oise	3 793	80 689	128 602	231	888	4 024	81 577
Somme	5 475	115 633	177 757	653	2 510	6 128	118 143
Picardie	14 144	308 543	491 756	1 407	5 408	15 551	313 951
Eure	4 049	73 279	100 625	281	1 080	4 330	74 359
Seine-Maritime	5 720	98 947	125 858	556	2 137	6 276	101 084
Haute-Normandie	9 769	172 226	226 483	837	3 217	10 606	175 443
Cher	3 686	58 006	74 598	268	1 030	3 954	59 036
Eure-et-Loir	4 138	89 086	123 539	361	1 388	4 499	90 474
Indre	4 186	53 550	59 425	254	976	4 440	54 526
Indre-et-Loire	4 343	67 770	78 091	358	1 376	4 701	69 146
Loir-et-Cher	3 389	60 725	73 606	274	1 053	3 663	61 778
Loiret	3 857	72 532	94 683	253	973	4 110	73 505
Centre	23 599	401 669	503 942	1 768	6 796	25 367	408 465
Calvados	5 974	86 098	98 010	538	2 068	6 512	88 166
Manche	8 468	106 527	112 901	669	2 572	9 137	109 099
Orne	5 510	68 065	73 729	439	1 688	5 949	69 753
Basse-Normandie	19 952	260 690	284 640	1 646	6 328	21 598	267 018
Côte-d'or	4 941	89 112	128 879	294	1 130	5 235	90 242
Nièvre	3 248	40 279	46 149	415	1 595	3 663	41 874
Saône-et-Loire	7 356	108 689	121 620	635	2 441	7 991	111 130
Yonne	4 143	75 154	96 350	283	1 088	4 426	76 242
Bourgogne	19 688	313 234	392 998	1 627	6 254	21 315	319 488
Nord	7 152	131 979	169 314	806	3 098	7 958	135 077
Pas-de-Calais	7 688	137 054	181 287	854	3 283	8 542	140 337
Nord-Pas-de-Calais	14 840	269 033	350 601	1 660	6 381	16 500	275 414
Meurthe-et-Moselle	2 839	49 795	56 953	244	938	3 083	50 733
Meuse	3 131	56 492	63 185	238	915	3 369	57 407
Moselle	3 448	52 347	59 094	244	938	3 692	53 285
Vosges	3 143	42 577	45 619	255	980	3 398	43 557
Lorraine	12 561	201 211	224 851	981	3 771	13 542	204 982
Bas-Rhin	4 565	69 495	79 194	169	650	4 734	70 145
Haut-Rhin	4 084	60 997	71 716	190	730	4 274	61 727
Alsace	8 649	130 492	150 910	359	1 380	9 008	131 872
Doubs	4 159	59 984	60 824	293	1 126	4 452	61 110
Jura	3 003	42 410	44 146	169	650	3 172	43 060
Haute-Saône	2 862	40 896	43 221	192	738	3 054	41 634
Terr. de Belfort	362	4 632	4 995	29	111	391	4 743
Franche-Comté	10 386	147 922	153 186	683	2 625	11 069	150 547
Loire-Atlantique	8 056	117 239	126 727	410	1 576	8 466	118 815
Maine-et-Loire	9 525	139 604	151 928	525	2 018	10 050	141 622
Mayenne	8 086	108 728	114 171	626	2 406	8 712	111 134
Sarthe	5 439	80 475	87 869	557	2 141	5 996	82 616
Vendée	8 703	142 990	153 861	470	1 807	9 173	144 797
Pays-de-la-Loire	39 809	589 036	634 556	2 588	9 948	42 397	598 984
Côtes-d'Armor	10 526	176 147	197 044	767	2 948	11 293	179 095
Finistère	8 992	143 164	164 092	430	1 653	9 422	144 817
Ille-et-Vilaine	10 598	158 521	170 342	621	2 387	11 219	160 908
Morbihan	8 402	131 067	143 573	485	1 864	8 887	132 931
Bretagne	38 518	608 899	675 051	2 303	8 852	40 821	617 751

AVA
Effectifs de cotisants et des assiettes sociales selon le statut en 2015 (suite)
Ventilation départementale et régionale

(Assiette en milliers d'euros)

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise			Aides familiaux et conjoints collaborateurs		Total	
	Effectifs (1)	Assiette sous plafond (2)	Assiette totale (3)	Effectifs (4)	Assiette (5)	Effectifs (6) = (1 + 4)	Assiette sous plafond (7) = (2 + 5)
Charente	5 364	91 418	120 839	409	1 572	5 773	92 990
Charente-Maritime	6 579	123 261	161 775	664	2 552	7 243	125 813
Deux-Sèvres	6 472	98 161	105 608	384	1 476	6 856	99 637
Vienne	4 791	68 941	75 618	350	1 345	5 141	70 286
Poitou-Charentes	23 206	381 781	463 840	1 807	6 945	25 013	388 726
Dordogne	6 397	66 290	69 527	619	2 379	7 016	68 669
Gironde	7 282	103 564	128 149	531	2 041	7 813	105 605
Landes	4 982	69 281	78 947	305	1 172	5 287	70 453
Lot-et-Garonne	5 676	68 627	78 272	393	1 511	6 069	70 138
Pyrénées-Atlantiques	10 488	92 964	95 420	754	2 898	11 242	95 862
Aquitaine	34 825	400 726	450 315	2 602	10 001	37 427	410 727
Ariège	2 281	19 986	20 536	212	815	2 493	20 801
Aveyron	10 207	98 328	99 400	980	3 767	11 187	102 095
Haute-Garonne	5 366	58 052	61 668	370	1 422	5 736	59 474
Gers	6 714	79 583	84 970	438	1 684	7 152	81 267
Lot	4 318	41 263	42 620	383	1 472	4 701	42 735
Hautes-Pyrénées	3 484	29 348	30 404	248	953	3 732	30 301
Tarn	5 573	57 839	59 890	515	1 980	6 088	59 819
Tarn-et-Garonne	4 458	45 572	48 507	363	1 395	4 821	46 967
Midi-Pyrénées	42 401	429 971	447 995	3 509	13 488	45 910	443 459
Corrèze	4 509	41 042	41 327	343	1 318	4 852	42 360
Creuse	4 265	42 042	42 569	296	1 138	4 561	43 180
Haute-Vienne	4 082	44 658	45 631	364	1 399	4 446	46 057
Limousin	12 856	127 742	129 527	1 003	3 855	13 859	131 597
Ain	4 190	63 946	70 024	288	1 107	4 478	65 053
Ardèche	3 842	35 460	38 152	441	1 695	4 283	37 155
Drôme	5 446	70 981	82 010	535	2 057	5 981	73 038
Isère	5 690	64 815	71 121	382	1 468	6 072	66 283
Loire	5 432	54 206	56 135	536	2 060	5 968	56 266
Rhône	5 921	74 918	83 151	697	2 679	6 618	77 597
Savoie	2 608	32 189	36 339	207	796	2 815	32 985
Haute-Savoie	3 903	47 039	48 895	320	1 230	4 223	48 269
Rhône-Alpes	37 032	443 554	485 827	3 406	13 092	40 438	456 646
Allier	5 201	63 552	66 343	506	1 945	5 707	65 497
Cantal	6 356	63 595	64 208	631	2 426	6 987	66 021
Haute-Loire	4 989	45 614	45 897	510	1 960	5 499	47 574
Puy-de-Dôme	6 719	80 378	85 109	578	2 222	7 297	82 600
Auvergne	23 265	253 139	261 557	2 225	8 553	25 490	261 692
Aude	5 320	52 717	56 109	451	1 734	5 771	54 451
Gard	5 101	62 074	70 991	502	1 930	5 603	64 004
Hérault	6 529	67 424	76 177	618	2 376	7 147	69 800
Lozère	3 130	29 178	29 380	281	1 080	3 411	30 258
Pyrénées-Orientales	2 724	26 765	29 400	299	1 149	3 023	27 914
Languedoc-Roussillon	22 804	238 158	262 057	2 151	8 269	24 955	246 427
Alpes-de-Haute-Provence	2 231	24 202	28 172	235	903	2 466	25 105
Hautes-Alpes	1 974	18 414	20 293	211	811	2 185	19 225
Alpes-Maritimes	2 593	36 071	41 155	215	826	2 808	36 897
Bouches-du-Rhône	4 522	60 173	74 630	398	1 530	4 920	61 703
Var	4 691	58 100	67 174	454	1 745	5 145	59 845
Vaucluse	4 860	68 385	86 313	357	1 372	5 217	69 757
Provence-Alpes-Côte d'Azur	20 871	265 345	317 737	1 870	7 187	22 741	272 532
Corse	2 821	24 758	28 277	279	1 072	3 100	25 830
France	459 982	6 596 564	7 887 543	36 734	141 198	496 716	6 737 762

Source : MSA

1.45 Ventilation départementale des cotisants non-salariés assurance vieillesse individuelle en 2015

La cotisation d'assurance vieillesse individuelle (AVI) est due pour chaque membre non salarié de l'exploitation ou de l'entreprise âgé d'au moins 16 ans : chef d'exploitation, aide(s) familial(aux) et collaborateurs d'exploitation. Elle n'est pas due par les exploitants et collaborateurs d'exploitation à titre secondaire. Elle finance la retraite forfaitaire.

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 a supprimé à compter du 1er janvier 2009 la qualité de conjoint participant aux travaux et a introduit l'obligation pour celui-ci d'opter pour l'un des statuts suivant : collaborateur d'exploitation ou d'entreprise agricole, salarié ou chef d'exploitation ou d'entreprise agricole.

L'assiette sociale AVI ne peut être inférieure à 800 Smic ni supérieure au plafond annuel de la Sécurité sociale.

Tableau 8
AVI
Effectifs de cotisants et assiettes sociales selon le statut en 2015
Ventilation départementale et régionale

(Assiette en milliers d'euros)

Départements et régions	Chefs d'exploitation		Conjoints		Membres de la famille		Total	
	Effectifs (1)	Assiette (2)	Effectifs (3)	Assiette (4)	Effectifs (5)	Assiette (6)	Effectifs (7) = (1 + 3 + 5)	Assiette (8) = (2 + 4 + 6)
Ile-de-France	6 635	148 280	446	10 963	46	773	7 127	160 016
Ardennes	3 015	56 781	195	3 740	10	110	3 220	60 631
Aube	4 397	114 800	152	4 497	8	170	4 557	119 467
Marne	9 009	247 767	520	16 826	18	415	9 547	265 008
Haute-Marne	2 477	39 676	133	2 455	27	371	2 637	42 502
Champagne-Ardennes	18 898	459 024	1 000	27 518	63	1 066	19 961	487 608
Aisne	4 477	109 067	357	9 562	13	250	4 847	118 879
Oise	3 475	78 680	155	3 714	23	309	3 653	82 703
Somme	5 000	112 665	354	8 717	35	545	5 389	121 927
Picardie	12 952	300 412	866	21 993	71	1 104	13 889	323 509
Eure	3 733	72 481	203	4 072	25	468	3 961	77 021
Seine-Maritime	5 306	98 339	425	8 659	41	624	5 772	107 622
Haute-Normandie	9 039	170 820	628	12 731	66	1 092	9 733	184 643
Cher	3 422	58 186	201	3 604	29	382	3 652	62 172
Eure-et-Loir	3 659	85 262	197	5 170	13	200	3 869	90 632
Indre	3 752	53 232	181	2 588	23	224	3 956	56 044
Indre-et-Loire	3 920	66 957	232	4 310	18	288	4 170	71 555
Loir-et-Cher	3 124	60 206	179	3 360	13	186	3 316	63 752
Loiret	3 521	71 308	166	3 565	13	185	3 700	75 058
Centre	21 398	395 151	1 156	22 597	109	1 465	22 663	419 213
Calvados	5 553	86 696	443	7 541	53	801	6 049	95 038
Manche	8 064	109 246	564	9 015	36	411	8 664	118 672
Orne	5 191	69 775	312	4 762	37	468	5 540	75 005
Basse-Normandie	18 808	265 717	1 319	21 318	126	1 680	20 253	288 715
Côte-d'or	4 687	89 673	205	4 034	26	450	4 918	94 157
Nièvre	3 093	41 910	302	4 245	33	398	3 428	46 553
Saône-et-Loire	6 953	110 060	528	9 003	43	553	7 524	119 616
Yonne	3 821	74 287	193	3 806	19	305	4 033	78 398
Bourgogne	18 554	315 930	1 228	21 088	121	1 706	19 903	338 724
Nord	6 581	129 620	577	11 764	44	625	7 202	142 009
Pas-de-Calais	7 014	134 451	598	11 622	66	1 105	7 678	147 178
Nord-Pas-de-Calais	13 595	264 071	1 175	23 386	110	1 730	14 880	289 187
Meurthe-et-Moselle	2 658	49 740	135	2 824	19	334	2 812	52 898
Meuse	2 887	55 941	146	3 273	26	375	3 059	59 589
Moselle	3 000	50 994	156	2 555	24	374	3 180	53 923
Vosges	2 965	43 287	173	2 844	47	650	3 185	46 781
Lorraine	11 510	199 962	610	11 496	116	1 733	12 236	213 191
Bas-Rhin	3 476	63 112	89	1 444	7	123	3 572	64 679
Haut-Rhin	3 305	57 133	132	1 992	10	140	3 447	59 265
Alsace	6 781	120 245	221	3 436	17	263	7 019	123 944
Doubs	4 063	60 850	207	3 527	33	419	4 303	64 796
Jura	2 852	42 944	113	1 779	23	226	2 988	44 949
Haute-Saône et T. Belfort	3 032	46 062	162	2 681	24	298	3 218	49 041
Franche-Comté	9 947	149 856	482	7 987	80	943	10 509	158 786
Loire-Atlantique	7 786	119 355	313	5 699	25	309	8 124	125 363
Maine-et-Loire	9 124	141 393	409	6 501	27	336	9 560	148 230
Mayenne	7 758	110 946	500	8 402	14	205	8 272	119 553
Sarthe	5 122	81 433	405	6 857	27	368	5 554	88 658
Vendée	8 434	144 768	348	6 486	27	359	8 809	151 613
Pays-de-la-Loire	38 224	597 895	1 975	33 945	120	1 577	40 319	633 417
Côtes-d'Armor	10 148	178 473	656	14 071	23	318	10 827	192 862
Finistère	8 643	146 012	339	5 736	39	511	9 021	152 259
Ille-et-Vilaine	10 158	160 908	478	8 213	23	311	10 659	169 432
Morbihan	7 932	132 041	404	7 997	17	197	8 353	140 235
Bretagne	36 881	617 434	1 877	36 017	102	1 337	38 860	654 788

AVI
Effectifs de cotisants et assiettes sociales selon le statut en 2015 (suite)
Ventilation départementale et régionale

(Assiette en milliers d'euros)

Départements et régions	Chefs d'exploitation		Conjoints		Membres de la famille		Total	
	Effectifs (1)	Assiette (2)	Effectifs (3)	Assiette (4)	Effectifs (5)	Assiette (6)	Effectifs (7) = (1 + 3 + 5)	Assiette (8) = (2 + 4 + 6)
Charente	4 870	89 790	336	6 597	25	428	5 231	96 815
Charente-Maritime	6 085	122 002	546	11 798	24	417	6 655	134 217
Deux-Sèvres	6 225	99 856	302	5 262	17	218	6 544	105 336
Vienne	4 391	69 070	277	4 710	12	192	4 680	73 972
Poitou-Charentes	21 571	380 718	1 461	28 367	78	1 255	23 110	410 340
Dordogne	5 767	67 434	490	5 673	69	674	6 326	73 781
Gironde	6 606	102 985	457	7 704	38	540	7 101	111 229
Landes	4 299	67 513	229	3 696	21	307	4 549	71 516
Lot-et-Garonne	5 136	69 176	324	4 114	27	265	5 487	73 555
Pyrénées-Atlantiques	8 710	90 977	401	4 337	114	1 105	9 225	96 419
Aquitaine	30 518	398 085	1 901	25 524	269	2 891	32 688	426 500
Ariège	2 011	20 730	149	1 518	33	323	2 193	22 571
Aveyron	9 459	102 995	617	6 874	153	1 442	10 229	111 311
Hauté-Garonne	4 454	56 040	242	3 158	50	482	4 746	59 680
Gers	5 796	77 858	325	4 548	33	411	6 154	82 817
Lot	3 837	42 148	262	3 044	64	618	4 163	45 810
Hautées-Pyrénées	2 810	28 720	153	1 692	51	415	3 014	30 827
Tarn	5 083	59 573	360	3 918	66	608	5 509	64 099
Tarn-et-Garonne	3 977	46 052	286	3 140	38	394	4 301	49 586
Midi-Pyrénées	37 427	434 116	2 394	27 892	488	4 693	40 309	466 701
Corrèze	4 033	42 206	232	2 636	43	412	4 308	45 254
Creuse	4 076	44 103	220	2 485	51	521	4 347	47 109
Hauté-Vienne	3 761	45 630	277	3 795	49	538	4 087	49 963
Limousin	11 870	131 939	729	8 916	143	1 471	12 742	142 326
Ain	3 861	63 990	224	4 222	28	367	4 113	68 579
Ardèche	3 501	37 749	348	3 719	61	590	3 910	42 058
Drôme	4 947	71 933	408	6 042	60	603	5 415	78 578
Isère	4 820	63 388	267	3 727	37	491	5 124	67 606
Loire	5 026	55 737	388	4 624	40	383	5 454	60 744
Rhône	5 521	76 950	543	8 362	32	299	6 096	85 611
Savoie	2 270	31 974	123	1 816	47	512	2 440	34 302
Hauté-Savoie	3 628	48 139	199	2 830	84	921	3 911	51 890
Rhône-Alpes	33 574	449 860	2 500	35 342	389	4 166	36 463	489 368
Allier	4 910	64 785	392	5 505	33	450	5 335	70 740
Cantal	6 053	67 374	445	5 408	132	1 229	6 630	74 011
Hauté-Loire	4 636	48 054	362	3 850	71	595	5 069	52 499
Puy-de-Dôme	6 167	81 138	410	5 574	83	836	6 660	87 548
Auvergne	21 766	261 351	1 609	20 337	319	3 110	23 694	284 798
Aude	4 497	52 457	339	3 894	41	404	4 877	56 755
Gard	4 536	61 951	415	5 667	38	441	4 989	68 059
Hérault	5 584	67 145	480	6 108	48	536	6 112	73 789
Lozère	2 912	30 820	232	2 547	31	278	3 175	33 645
Pyrénées-Orientales	2 483	28 222	244	2 709	19	151	2 746	31 082
Languedoc-Roussillon	20 012	240 595	1 710	20 925	177	1 810	21 899	263 330
Alpes-de-Haute-Provence	2 057	25 475	161	1 816	31	279	2 249	27 570
Hautés-Alpes	1 814	19 612	122	1 516	43	406	1 979	21 534
Alpes-Maritimes	2 516	37 285	186	2 499	23	206	2 725	39 990
Bouches-du-Rhône	4 203	60 835	323	4 760	47	541	4 573	66 136
Var	4 262	58 621	363	5 332	64	726	4 689	64 679
Vaucluse	4 538	69 647	304	4 457	36	408	4 878	74 512
Provence-Alpes-Côte d'Azur	19 390	271 475	1 459	20 380	244	2 566	21 093	294 421
Corse	2 598	26 607	182	1 966	71	665	2 851	29 238
France	421 948	6 599 543	26 928	444 124	3 325	39 096	452 201	7 082 763

Source : MSA

1.46 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en accidents du travail en 2015

L'assurance accidents du travail pour les non-salariés (Atexa) est en vigueur depuis le 1^{er} avril 2002, hors Alsace-Moselle qui bénéficie d'un régime particulier. Le chef d'exploitation ou d'entreprise cotise pour lui-même, pour le conjoint participant aux travaux ou le conjoint collaborateur et pour les aides familiaux.

Il n'existe pas d'assiette minimale en Atexa. La cotisation est forfaitaire, modulée en fonction de la catégorie de risque de l'exploitant, elle ne dépend donc pas de son revenu.

Depuis 2008, les cotisants solidaires sont couverts en Atexa. Leurs cotisations sont également forfaitaires.

Tableau 9

ATEXA
Effectifs de cotisants selon le statut en 2015
Ventilation départementale et régionale

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise à titre exclusif ou principal	Chefs d'exploitation ou d'entreprise à titre secondaire	Conjoints à titre exclusif ou principal	Coinjoint à titre secondaire	Aides familiaux et associés à titre exclusif, principal ou secondaire	Cotisants solidaires	Total
Ile-de-France	6 662	874	466	107	59	553	8 721
Ardennes	3 022	285	198	54	19	197	3 775
Aube	4 407	512	159	57	9	499	5 643
Marne	9 070	1 260	570	189	19	1 942	13 050
Haute-Marne	2 480	178	135	64	40	158	3 055
Champagne-Ardenne	18 979	2 235	1 062	364	87	2 796	25 523
Aisne	4 492	542	367	156	23	319	5 899
Oise	3 494	422	159	57	26	186	4 344
Somme	5 020	588	388	264	54	420	6 734
Picardie	13 006	1 552	914	477	103	925	16 977
Eure	3 753	426	211	55	36	499	4 980
Seine-Maritime	5 324	539	451	89	63	653	7 119
Haute-Normandie	9 077	965	662	144	99	1 152	12 099
Cher	3 437	340	206	39	36	277	4 335
Eure-et-Loir	3 673	560	213	150	15	222	4 833
Indre	3 764	520	194	47	28	526	5 079
Indre-et-Loire	3 946	500	261	82	22	346	5 157
Loir-et-Cher	3 125	340	196	77	15	273	4 026
Loiret	3 539	401	174	75	16	238	4 443
Centre	21 484	2 661	1 244	470	132	1 882	27 873
Calvados	5 566	578	464	40	65	1 012	7 725
Manche	8 076	558	582	60	49	1 504	10 829
Orne	5 196	454	331	90	48	668	6 787
Basse-Normandie	18 838	1 590	1 377	190	162	3 184	25 341
Côte-d'or	4 692	341	215	57	35	347	5 687
Nièvre	3 102	215	306	82	39	281	4 025
Saône-et-Loire	6 972	552	538	68	56	776	8 962
Yonne	3 825	391	206	68	23	300	4 813
Bourgogne	18 591	1 499	1 265	275	153	1 704	23 487
Nord	6 614	773	601	187	60	665	8 900
Pas-de-Calais	7 026	850	619	204	82	594	9 375
Nord-Pas-de-Calais	13 640	1 623	1 220	391	142	1 259	18 275
Meurthe-et-Moselle	2 658	240	143	90	25	270	3 426
Meuse	2 898	301	148	66	32	223	3 668
Vosges	2 975	247	182	34	59	412	3 909
Lorraine	8 531	788	473	190	116	905	11 003
Doubs	4 077	173	211	58	40	268	4 827
Jura	2 862	214	120	36	35	341	3 608
Haute-Saône et T. Belfort	3 044	266	169	34	25	377	3 915
Franche-Comté	9 983	653	500	128	100	986	12 350
Loire-Atlantique	7 786	470	318	77	34	644	9 329
Maine-et-Loire	9 158	637	443	83	33	510	10 864
Mayenne	7 766	464	520	115	18	663	9 546
Sarthe	5 130	430	433	122	37	487	6 639
Vendée	8 440	431	361	100	37	449	9 818
Pays-de-la-Loire	38 280	2 432	2 075	497	159	2 753	46 196
Côtes-d'Armor	10 197	549	678	93	25	667	12 209
Finistère	8 649	549	348	60	43	541	10 190
Ille-et-Vilaine	10 173	656	489	136	30	889	12 373
Morbihan	7 963	652	418	67	20	665	9 785
Bretagne	36 982	2 406	1 933	356	118	2 762	44 557

ATEXA
Effectifs de cotisants selon le statut en 2015 (suite)
Ventilation départementale et régionale

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise à titre exclusif ou principal	Chefs d'exploitation ou d'entreprise à titre secondaire	Conjoints à titre exclusif ou principal	Coinjoint à titre secondaire	Aides familiaux et associés à titre exclusif, principal ou secondaire	Cotisants solidaires	Total
Charente	4 885	639	343	49	27	507	6 450
Charente-Maritime	6 108	662	561	114	40	728	8 213
Deux-Sèvres	6 243	368	318	65	25	376	7 395
Vienne	4 409	546	289	57	21	333	5 655
Poitou-Charentes	21 645	2 215	1 511	285	113	1 944	27 713
Dordogne	5 795	826	517	57	104	1 797	9 096
Gironde	6 644	905	473	32	45	1 105	9 204
Landes	4 326	817	243	52	26	664	6 128
Lot-et-Garonne	5 159	712	340	35	31	867	7 144
Pyrénées-Atlantiques	8 772	2 097	426	225	156	1 817	13 493
Aquitaine	30 696	5 357	1 999	401	362	6 250	45 065
Ariège	2 028	342	161	27	43	562	3 163
Aveyron	9 489	939	630	227	199	1 408	12 892
Haute-Garonne	4 493	1 099	265	72	64	1 206	7 199
Gers	5 851	1 056	340	81	40	753	8 121
Lot	3 849	586	270	58	79	1 188	6 030
Hautes-Pyrénées	2 845	736	162	39	70	988	4 840
Tarn	5 109	597	375	97	84	832	7 094
Tarn-et-Garonne	3 995	578	298	37	49	633	5 590
Midi-Pyrénées	37 659	5 933	2 501	638	628	7 570	54 929
Corrèze	4 085	566	251	67	60	1 658	6 687
Creuse	4 097	256	225	26	69	571	5 244
Haute-Vienne	3 788	424	296	35	69	820	5 432
Limousin	11 970	1 246	772	128	198	3 049	17 363
Ain	3 884	420	234	37	33	557	5 165
Ardèche	3 537	391	374	34	72	1 204	5 612
Drôme	5 003	647	426	74	75	1 020	7 245
Isère	4 852	1 057	279	83	57	1 589	7 917
Loire	5 058	532	404	103	62	834	6 993
Rhône	5 555	508	555	126	45	789	7 578
Savoie	2 296	444	126	41	67	934	3 908
Haute-Savoie	3 646	393	213	41	104	644	5 041
Rhône-Alpes	33 831	4 392	2 611	539	515	7 571	49 459
Allier	4 924	399	398	83	45	515	6 364
Cantal	6 095	451	432	80	153	526	7 737
Haute-Loire	4 657	415	373	81	90	866	6 482
Puy-de-Dôme	6 212	670	406	102	104	1 290	8 784
Auvergne	21 888	1 935	1 609	346	392	3 197	29 367
Aude	4 552	1 028	374	67	58	1 362	7 441
Gard	4 576	759	442	49	62	1 079	6 967
Hérault	5 686	1 178	541	55	65	2 052	9 577
Lozère	2 939	276	237	17	42	529	4 040
Pyrénées-Orientales	2 490	361	259	30	30	742	3 912
Languedoc-Roussillon	20 243	3 602	1 853	218	257	5 764	31 937
Alpes-de-Haute-Provence	2 079	270	171	46	41	317	2 924
Hautes-Alpes	1 832	221	128	50	59	374	2 664
Alpes-Maritimes	2 534	182	196	8	30	394	3 344
Bouches-du-Rhône	4 229	489	337	24	66	826	5 971
Var	4 308	649	380	37	80	945	6 399
Vaucluse	4 566	477	319	21	42	717	6 142
Provence-Alpes-Côte d'Azur	19 548	2 288	1 531	186	318	3 573	27 444
Corse	2 617	345	201	17	91	287	3 558
France	414 150	46 591	27 779	6 347	4 304	60 066	559 237

Source : MSA

Ce tableau est en continuité avec le tableau "ensemble des assureurs" publié dans l'annuaire 2014

Télécharger les données au format Excel : 

1.47 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles à la retraite complémentaire obligatoire en 2015

Depuis le 1^{er} janvier 2003, les non-salariés agricoles, chefs d'exploitation ou d'entreprise, cotisent pour la retraite complémentaire obligatoire (RCO). Le chef d'exploitation cotise pour lui-même, son collaborateur d'exploitation et ses aides familiaux majeurs.

L'assiette minimale RCO est de 1 820 SMIC depuis 2007.

Tableau 10
RCO
Effectif des cotisants et de l'assiette sociale en 2015
Ventilation départementale et régionale

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise		(Assiette en milliers d'euros)	
	Effectifs	Assiette	Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise
Ile-de-France	7 815	263 497	Charente	5 765
Ardennes	3 505	92 292	Charente-Maritime	7 226
Aube	5 043	206 728	Deux-Sèvres	6 852
Marne	10 848	456 983	Vienne	5 137
Haute-Marne	2 817	60 753	Poitou-Charentes	24 980
Champagne-Ardennes	22 213	816 756	Dordogne	7 025
Aisne	5 397	209 336	Gironde	7 797
Oise	4 027	147 278	Landes	5 284
Somme	6 137	208 939	Lot-et-Garonne	6 070
Picardie	15 561	565 553	Pyrénées-Atlantiques	11 243
Eure	4 324	125 432	Aquitaine	37 419
Seine-Maritime	6 273	162 977	Ariège	2 499
Haute-Normandie	10 597	288 409	Aveyron	11 155
Cher	3 957	100 341	Haute-Garonne	5 738
Eure-et-Loir	4 503	144 728	Gers	7 159
Indre	4 431	92 218	Lot	4 698
Indre-et Loire	4 699	108 528	Hautes-Pyrénées	3 738
Loir-et-Cher	3 653	94 459	Tarn	6 082
Loiret	4 106	117 212	Tarn-et-Garonne	4 820
Centre	25 349	657 486	Midi-Pyrénées	45 889
Calvados	6 499	142 244	Corrèze	4 847
Manche	9 110	178 108	Creuse	4 553
Orne	5 936	118 141	Haute-Vienne	4 440
Basse-Normandie	21 545	438 493	Limousin	13 840
Côte-d'or	5 230	157 892	Ain	4 480
Nièvre	3 652	75 183	Ardèche	4 287
Saône-et-Loire	7 986	173 100	Drôme	5 992
Yonne	4 419	121 118	Isère	6 074
Bourgogne	21 287	527 293	Loire	5 975
Nord	7 960	213 390	Rhône	6 608
Pas-de-Calais	8 535	230 542	Savoie	2 831
Nord-Pas-de-Calais	16 495	443 932	Haute-Savoie	4 226
Meurthe-et-Moselle	3 080	74 149	Rhône-Alpes	40 473
Meuse	3 367	81 055	Allier	5 690
Moselle	3 694	83 087	Cantal	6 954
Vosges	3 381	68 687	Haute-Loire	5 503
Lorraine	13 522	306 978	Puy-de-Dôme	7 295
Bas-Rhin	4 741	110 022	Auvergne	25 442
Haut-Rhin	4 276	100 316	Aude	5 779
Alsace	9 017	210 338	Gard	5 610
Doubs	4 451	85 818	Hérault	7 159
Jura	3 174	63 947	Lozère	3 410
Haute-Saône	3 052	62 750	Pyrénées-Orientales	3 016
Terr. de Belfort	392	7 842	Languedoc-Roussillon	24 974
Franche-Comté	11 069	220 357	Alpes-de-Haute-Provence	2 468
Loire-Atlantique	8 434	177 309	Hautes-Alpes	2 192
Maine-et-Loire	10 036	212 729	Alpes-Maritimes	2 809
Mayenne	8 689	171 412	Bouches-du-Rhône	4 919
Sarthe	5 993	126 683	Var	5 153
Vendée	9 148	201 514	Vaucluse	5 212
Pays-de-la-Loire	42 300	889 647	d'Azur	22 753
Côtes-d'Armor	11 284	259 612	Corse	3 114
Finistère	9 407	219 710	France	496 431
Ille-et-Vilaine	11 204	237 515		
Morbihan	8 882	195 805		
Bretagne	40 777	912 642		

Source : MSA

1.5 Les actifs salariés agricoles

L'historique du nombre d'emplois salariés est donné page 12 (tableau 2).

1.51 Ventilation départementale du nombre d'emplois des salariés agricoles en 2015

Tableau 11

Ventilation départementale et régionale du nombre d'emplois en cours en fin d'année selon le secteur d'activité au 1^{er} janvier 2015

Ventilation départementale et régionale du nombre d'emplois en cours en fin de trimestre selon le secteur d'activité au T4 2014

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Ile-de-France	8 408	19 428	1 991	10 889	633	61	1 231	42 641
Ardennes et Aube	4 680	1 915	1 317	717	439	52	158	9 278
Marne	9 637	3 820	4 440	1 374	179	6	134	19 590
Haute-Marne	742	651	273	142	206	28	202	2 244
Champagne-Ardennes	15 059	6 386	6 030	2 233	824	86	494	31 112
Aisne	3 440	1 535	1 869	671	378	13	113	8 019
Oise	3 091	3 299	720	1 181	250	21	1 109	9 671
Somme	3 345	2 083	1 419	871	53	13	265	8 049
Picardie	9 876	6 917	4 008	2 723	681	47	1 487	25 739
Eure	2 199	1 557	431	995	220	12	255	5 669
Seine-Maritime	3 309	2 846	1 592	1 506	227	12	120	9 612
Haute-Normandie	5 508	4 403	2 023	2 501	447	24	375	15 281
Cher	2 346	1 337	419	450	138	31	325	5 046
Eure-et-Loir	2 209	1 621	783	661	68	17	297	5 656
Indre	1 272	963	244	275	170	16	103	3 043
Indre-et Loire	3 294	1 805	592	845	152	20	198	6 906
Loir-et-Cher	3 350	1 823	516	547	236	18	414	6 904
Loiret	2 195	3 048	1 522	834	508	13	251	8 371
Centre	14 666	10 597	4 076	3 612	1 272	115	1 588	35 926
Calvados	3 744	2 891	2 461	1 324	57	32	252	10 761
Manche	4 003	2 081	3 077	988	123	34	94	10 400
Orne	2 770	1 407	798	419	407	24	86	5 911
Basse-Normandie	10 517	6 379	6 336	2 731	587	90	432	27 072
Côte-d'or	3 935	1 925	747	706	661	30	242	8 246
Nièvre	1 210	845	263	261	351	6	126	3 062
Saône-et-Loire	4 008	1 574	1 244	670	395	74	143	8 108
Yonne	2 864	1 037	1 267	442	148	43	76	5 877
Bourgogne	12 017	5 381	3 521	2 079	1 555	153	587	25 293
Nord	5 482	3 787	2 053	2 830	154	47	586	14 939
Pas-de-Calais	4 376	3 111	2 663	2 135	93	50	169	12 597
Nord-Pas-de-Calais	9 858	6 898	4 716	4 965	247	97	755	27 536
Lorraine	4 220	4 007	3 621	1 829	2 273	46	135	16 131
Alsace	6 821	2 969	1 806	2 119	1 380	35	274	15 404
Doubs	752	2 721	1 172	565	913	15	256	6 394
Jura	777	518	639	208	338	6	156	2 642
Haute-Saône	735	716	603	238	419	12	48	2 771
Terr. de Belfort	65	19	0	167	23	6	8	288
Franche-Comté	2 329	3 974	2 414	1 178	1 693	39	468	12 095
Loire-Atlantique	6 618	4 637	3 536	2 293	70	27	104	17 285
Maine-et-Loire	9 512	3 659	3 497	1 557	92	35	365	18 717
Mayenne	2 400	1 791	1 133	892	73	90	47	6 426
Sarthe	2 851	2 740	1 358	670	179	39	412	8 249
Vendée	4 040	1 807	1 723	1 568	455	128	706	10 427
Pays-de-la-Loire	25 421	14 634	11 247	6 980	869	319	1 634	61 104
Côtes-d'Armor	5 330	3 412	5 831	1 229	97	13	378	16 290
Finistère	6 758	3 940	3 845	1 620	55	47	433	16 698
Ille-et-Vilaine	4 097	4 891	2 554	1 676	117	90	631	14 056
Morbihan	3 472	4 932	4 532	1 741	190	61	204	15 132
Bretagne	19 657	17 175	16 762	6 266	459	211	1 646	62 176

**Ventilation départementale et régionale du nombre d'emplois en cours en fin d'année
selon le secteur d'activité au 1^{er} janvier 2015 (suite)**

Ventilation départementale et régionale du nombre d'emplois en cours en fin de trimestre selon le secteur d'activité au T4 2014 suite

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Charente	4 503	1 527	954	676	135	157	95	8 047
Charente-Maritime	7 628	2 491	816	1 140	112	148	203	12 538
Deux-Sèvres	2 865	2 802	2 147	585	294	159	340	9 192
Vienne	1 831	1 759	1 435	636	75	42	150	5 928
Poitou-Charentes	16 827	8 579	5 352	3 037	616	506	788	35 705
Dordogne	3 152	1 875	1 297	546	417	38	171	7 496
Gironde	16 735	3 576	1 159	3 420	1 037	41	474	26 442
Landes	2 938	1 481	2 726	1 029	974	15	103	9 266
Lot-et-Garonne	4 362	1 723	1 852	546	201	51	133	8 868
Pyrénées-Atlantiques	2 360	2 609	2 654	1 049	120	156	351	9 299
Aquitaine	29 547	11 264	9 688	6 590	2 749	301	1 232	61 371
Aveyron	1 357	3 945	1 315	325	113	58	182	7 295
Haute-Garonne	2 282	2 947	1 079	1 048	367	12	97	7 832
Gers	3 389	1 317	1 682	433	52	14	140	7 027
Hautes-Pyrénées	550	709	331	184	116	49	7	1 946
Tarn	1 626	3 048	741	391	408	79	58	6 351
Tarn-et-Garonne	2 002	1 508	1 297	243	21	12	34	5 117
Ariège et Lot	1 455	1 452	1 022	459	213	7	110	4 718
Midi-Pyrénées	12 661	14 926	7 467	3 083	1 290	231	628	40 286
Corrèze	809	938	766	334	557	0	47	3 451
Creuse	644	584	242	105	232	29	24	1 860
Haute-Vienne	1 152	1 346	592	287	282	62	47	3 768
Limousin	2 605	2 868	1 600	726	1 071	91	118	9 079
Ain	1 740	1 733	1 226	921	491	80	113	6 304
Ardèche	1 396	971	478	299	150	28	14	3 336
Drôme	3 589	1 763	1 304	618	95	7	272	7 648
Isère	1 586	2 689	1 499	1 320	394	30	68	7 586
Loire	1 431	2 246	993	799	183	30	51	5 733
Rhône	2 920	4 122	770	2 719	480	21	178	11 210
Savoie et Haute-Savoie	2 037	4 188	950	1 479	406	33	374	9 467
Rhône-Alpes	14 699	17 712	7 220	8 155	2 199	229	1 070	51 284
Allier	1 339	1 243	541	361	215	25	666	4 390
Cantal	670	1 321	1 008	134	204	8	25	3 370
Haute-Loire	723	994	382	141	378	20	8	2 646
Puy-de-Dôme	1 626	3 161	1 515	537	405	9	186	7 439
Auvergne	4 358	6 719	3 446	1 173	1 202	62	885	17 845
Aude	4 047	1 283	1 532	408	123	6	164	7 563
Gard	4 896	3 054	830	964	124	8	225	10 101
Hérault	4 631	5 175	993	1 182	54	10	283	12 328
Lozère	249	715	186	67	153	0	21	1 391
Pyrénées-Orientales	3 173	2 432	1 064	337	16	14	152	7 188
Languedoc-Roussillon	16 996	12 659	4 605	2 958	470	38	845	38 571
Alpes-de-H.-Provence et H. Alpes	1 285	1 110	555	401	163	0	33	3 547
Alpes-Maritimes	1 110	1 565	134	2 338	119	33	632	5 931
Bouches-du-Rhône	5 137	3 112	393	2 251	561	8	190	11 652
Var, Vaucluse	10 449	4 575	1 846	3 304	184	13	568	20 939
Provence-Alpes-Côte d'Azur	17 981	10 362	2 928	8 294	1 027	54	1 423	42 069
Corse	2 262	2 147	330	382	96	0	29	5 246
TOTAL	262 295	196 384	111 187	84 503	23 640	2 835	18 124	698 968

Source : MSA

1.52 Historique du nombre de contrats des salariés agricoles de 2011 à 2015

Les contrats de travail à durée indéterminée (CDI) : si un individu a eu plusieurs CDI dans l'année, les emplois sont tous comptabilisés, quelle que soit leur durée (temps plein, temps partiel).

Les contrats à durée déterminée (CDD) : si un individu a eu plusieurs CDD dans l'année, les emplois sont tous comptabilisés, quelle que soit leur durée (temps plein, temps partiel).

Tableau 12

Nombre de contrats CDI et CDD en cours dans l'année selon le secteur d'activité

	2011	2012	2013	2014	2015	Evolution 2015/2014 en %
Exploitations	1 326 357	1 295 772	1 371 637	1 394 347	1 396 487	0,2
Organismes de service	280 898	271 252	269 230	271 484	275 303	1,4
Coopération	186 905	181 367	180 454	185 301	189 885	2,5
Entreprises de travaux agricoles	192 811	197 829	206 458	215 621	212 164	-1,6
Travaux forestiers	38 879	37 137	36 624	37 945	38 553	1,6
Artisanat rural	6 525	5 803	5 329	4 838	4 464	-7,7
Activités diverses	36 463	37 807	39 707	36 060	36 059	0,0
Total	2 068 838	2 026 967	2 109 439	2 145 596	2 152 915	0,3

Source : MSA

Contrats actifs dans le trimestre : contrats de travail ayant donné lieu à une activité d'au moins une journée dans le trimestre, même si celle-ci a débuté ou cessé en cours d'année. Si un individu a eu plusieurs contrats actifs dans le trimestre, ceux-ci sont tous comptabilisés quelle que soit leur nature (CDD, CDI) et leur durée (temps plein, temps partiel).

1.53 Ventilation départementale du nombre de contrats des salariés agricoles en 2015

Tableau 13

Nombre de contrats CDI et CDD selon le secteur d'activité en 2015 Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Copération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Ile-de-France	18 807	26 922	3 467	17 239	926	104	1 721	69 186
Ardennes	2 882	925	709	751	492	7	71	5 837
Aube	43 912	1 733	1 742	2 293	336	67	193	50 276
Marne	101 424	5 149	8 263	21 354	391	16	187	136 784
Haute-Marne	2 025	835	371	386	457	52	464	4 590
Champagne-Ardennes	150 243	8 642	11 085	24 784	1 676	142	915	197 487
Aisne	22 263	2 126	2 514	3 267	817	18	132	31 137
Oise	7 809	4 947	1 253	2 214	352	28	2 259	18 862
Somme	10 875	2 992	2 322	2 009	70	26	483	18 777
Picardie	40 947	10 065	6 089	7 490	1 239	72	2 874	68 776
Eure	5 094	2 427	659	2 002	339	20	353	10 894
Seine-Maritime	7 166	4 449	2 272	2 759	372	18	179	17 215
Haute-Normandie	12 260	6 876	2 931	4 761	711	38	532	28 109
Cher	10 123	1 672	825	1 284	245	46	727	15 059
Eure-et-Loir	7 339	2 065	1 506	1 794	92	25	322	14 588
Indre	3 213	1 194	449	500	298	17	99	6 271
Indre-et-Loire	17 241	3 227	1 202	1 647	252	30	300	22 870
Loir-et-Cher	15 428	2 448	986	1 180	507	24	532	21 011
Loiret	8 520	4 075	2 335	1 762	808	20	449	18 555
Centre	61 864	14 681	7 303	8 167	2 202	162	2 429	96 808
Calvados	7 907	3 855	3 814	2 848	100	55	314	17 986
Manche	12 555	2 977	4 317	1 934	166	63	112	21 967
Orne	6 256	1 770	1 528	1 050	723	38	99	10 845
Basse-Normandie	26 718	8 602	9 659	5 832	989	156	525	52 481
Côte-d'Or	37 835	2 562	1 149	2 457	1 177	39	308	45 579
Nièvre	3 944	1 125	432	490	559	8	350	7 203
Saône-et-Loire	31 707	2 048	1 924	1 618	676	130	168	39 120
Yonne	11 643	1 621	1 788	1 360	359	50	103	16 193
Bourgogne	85 129	7 356	5 293	5 925	2 771	227	929	107 630
Nord	15 385	5 523	3 040	5 279	249	68	932	30 665
Pas-de-Calais	12 567	4 436	4 157	4 925	160	71	263	26 323
Nord-Pas-de-Calais	27 952	9 959	7 197	10 204	409	139	1 195	57 055
Meurthe-et-Moselle	4 037	1 614	886	1 061	1 328	96	77	8 730
Meuse, Moselle	6 502	2 150	2 211	1 773	1 254	10	120	14 096
Vosges	2 721	1 435	1 989	586	1 380	0	52	7 901
Lorraine	13 260	5 199	5 086	3 420	3 962	106	249	31 282
Alsace	45 829	4 217	2 747	4 364	1 822	42	1 194	60 215
Doubs	1 763	3 573	1 728	885	1 218	28	1 104	10 314
Jura	4 929	893	959	603	527	9	962	8 605
Haute-Saône	1 901	952	932	449	670	9	129	4 939
Terr. de Belfort	179	23	0	332	34	0	10	536
Franche-Comté	8 772	5 441	3 619	2 269	2 449	46	2 205	24 801
Loire-Atlantique	28 145	6 396	5 172	4 175	91	89	147	43 115
Maine-et-Loire	59 516	5 107	6 730	3 492	145	65	464	77 099
Mayenne	6 126	2 362	1 791	1 962	100	108	385	12 197
Sarthe	16 564	3 762	2 630	1 647	274	58	557	25 277
Vendée	14 266	2 585	3 410	2 684	542	172	1 064	24 686
Pays-de-la-Loire	124 617	20 212	19 733	13 960	1 152	492	2 617	182 783
Côtes-d'Armor	25 488	4 658	8 405	3 045	200	24	986	41 450
Finistère	33 187	5 225	5 888	3 067	130	65	877	48 258
Ille-et-Vilaine	14 158	6 522	3 883	3 235	151	157	1 183	28 433
Morbihan	17 729	7 693	7 329	3 501	425	72	827	38 924
Bretagne	90 562	24 098	25 505	12 848	906	318	3 873	158 110

Nombre de contrats CDI et CDD selon le secteur d'activité en 2015 (suite)
Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Charente	16 894	1 953	1 622	1 956	229	280	133	22 088
Charente-Maritime	29 045	3 391	1 247	2 703	183	215	478	35 575
Deux-Sèvres	14 503	3 714	3 259	1 243	414	214	504	23 291
Vienne	6 605	2 407	2 219	1 233	110	83	231	13 069
Poitou-Charentes	67 047	11 465	8 347	7 135	936	792	1 346	97 068
Dordogne	18 024	2 831	2 073	1 181	620	61	274	24 200
Gironde	84 898	4 885	2 158	19 306	1 634	63	1 555	114 491
Landes	20 142	1 715	5 703	3 102	1 590	27	382	32 418
Lot-et-Garonne	31 152	2 248	3 744	1 546	333	65	605	38 269
Pyrénées-Atlantiques	16 032	3 269	4 006	2 603	208	274	1 037	26 295
Aquitaine	170 248	14 948	17 684	27 738	4 385	490	3 853	239 346
Ariège, Lot	9 355	1 996	1 592	1 200	386	6	214	14 768
Aveyron	4 414	6 135	1 822	1 034	165	79	195	13 926
Haute-Garonne	7 576	3 878	1 779	1 951	567	18	136	16 418
Gers	19 671	1 759	3 332	1 836	123	26	175	26 253
Hautes-Pyrénées	3 411	927	614	418	162	74	19	5 366
Tarn	8 913	5 436	1 290	1 048	653	157	194	17 266
Tarn-et-Garonne	23 354	2 013	2 701	938	36	17	269	28 809
Midi-Pyrénées	76 694	22 144	13 130	8 425	2 092	377	1 202	124 064
Corrèze	7 418	1 131	1 202	606	907	0	59	11 458
Creuse	1 618	787	293	191	393	31	31	3 367
Haute-Vienne	4 234	1 695	911	584	585	94	91	7 903
Limousin	13 270	3 613	2 406	1 381	1 885	125	181	22 861
Ain	6 366	2 988	1 781	1 618	676	113	176	13 562
Ardèche	13 563	1 471	1 259	822	258	44	31	17 409
Drôme	36 104	2 695	2 841	1 431	151	12	339	44 854
Isère	9 346	3 772	2 239	2 615	627	43	83	18 703
Loire	7 893	3 071	1 254	1 452	265	35	80	14 148
Rhône	55 848	6 035	1 552	4 641	885	36	218	73 168
Savoie	6 140	2 004	1 068	1 079	242	51	351	10 772
Haute-Savoie	3 940	3 682	522	2 002	475	7	138	10 913
Rhône-Alpes	139 200	25 718	12 516	15 660	3 579	341	1 416	198 430
Allier	3 218	1 540	703	830	312	28	1 593	7 956
Cantal	1 479	2 051	1 215	318	353	8	41	4 976
Haute-Loire	2 079	1 288	587	357	496	25	21	4 612
Puy-de-Dôme	10 701	4 249	3 189	1 233	536	10	221	20 687
Auvergne	17 477	9 128	5 694	2 738	1 697	71	1 876	38 681
Aude, Gard	51 137	6 034	6 025	3 900	468	18	567	68 149
Hérault	21 367	7 501	2 654	3 482	123	13	410	35 550
Lozère	870	962	245	160	258	0	56	2 551
Pyrénées-Orientales	23 057	3 485	4 561	638	36	15	1 392	33 184
Languedoc-Roussillon	96 431	17 982	13 485	8 180	885	46	2 425	139 434
Alpes-de-Haute-Provence	8 118	776	558	580	213	0	63	10 308
Hautes-Alpes	6 238	687	473	322	128	0	11	7 859
Alpes-Maritimes	2 126	2 829	228	4 278	154	103	865	10 583
Bouches-du-Rhône	21 812	4 283	867	4 252	792	9	247	32 262
Var	19 756	3 233	1 465	6 230	376	55	596	31 711
Vaucluse	44 824	3 144	2 770	3 159	56	11	639	54 603
Provence-Alpes-Côte d'Azur	102 874	14 952	6 361	18 821	1 719	178	2 421	147 326
Corse	6 286	3 083	548	823	161	0	81	10 982
TOTAL	1 396 487	275 303	189 885	212 164	38 553	4 464	36 059	2 152 915

Source : MSA

1.54 Historique du nombre d'heures travaillées des salariés agricoles de 2011 à 2015

On entend par heures travaillées les heures de travail ayant fait l'objet d'une rémunération par l'employeur et déclarées à la MSA dans les déclarations trimestrielles de salaire. Ce nombre d'heures intègre les heures supplémentaires et complémentaires, ainsi que les congés payés pour les contrats à durée indéterminée.

Tableau 14

Nombre d'heures travaillées selon le secteur d'activité

	2011	2012	2013	2014	2015	Evolution 2015/2014 en %
Exploitations	507 604 845	507 553 865	524 338 864	524 897 095	521 518 141	-0,6
Organismes de service	330 471 171	327 014 301	327 339 923	324 447 165	322 107 185	-0,7
Coopération	204 098 042	206 969 300	206 572 232	210 181 700	204 681 026	-2,6
Entreprises de travaux agricoles	164 008 057	166 903 998	170 102 022	169 682 890	166 307 594	-2,0
Travaux forestiers	43 687 901	42 268 195	41 732 880	42 302 503	42 302 026	0,0
Artisanat rural	6 531 653	6 107 868	5 723 921	5 127 210	4 533 610	-11,6
Activités diverses	23 869 220	24 410 310	23 297 046	23 111 659	23 020 228	-0,4
Total	1 280 270 889	1 281 227 837	1 299 106 888	1 299 750 222	1 284 469 810	-1,2

Source : MSA

Nombre d'heures de travail rémunérées : nombre d'heures ayant donné lieu à paiement d'un salaire. Pour les emplois en CDI, ce volume d'heures inclut les congés payés. Pour les emplois en CDD, le nombre d'heures rémunérées correspond au nombre d'heures travaillées. Dans les deux cas, les heures supplémentaires sont incluses dans le nombre total d'heures rémunérées.

1.55 Ventilation départementale du nombre d'heures travaillées des salariés agricoles en 2015

Tableau 15

Nombre d'heures travaillées* selon le secteur d'activité en 2014 Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Ile-de-France	16 113 579	32 397 364	3 866 427	21 509 935	984 563	119 322	2 058 402	77 049 592
Ardennes	1 603 025	1 161 310	844 051	560 725	375 945	9 147	39 924	4 594 127
Aube	7 734 947	2 087 321	1 518 265	782 425	416 135	82 249	113 180	12 734 522
Marne	19 669 697	6 507 622	7 808 583	3 895 009	309 422	12 895	209 914	38 413 142
Haute-Marne	1 290 723	1 063 742	511 505	301 271	365 081	48 304	269 153	3 849 779
Champagne-Ardennes	30 298 392	10 819 995	10 682 404	5 539 430	1 466 583	152 595	632 171	59 591 570
Aisne	7 450 236	2 644 589	3 012 425	1 484 227	682 960	26 631	150 827	15 451 895
Oise	5 823 570	5 519 692	1 172 180	2 534 647	375 889	44 256	792 411	16 262 645
Somme	6 532 448	3 538 924	2 635 938	1 951 863	77 757	27 833	286 981	15 051 744
Picardie	19 806 254	11 703 205	6 820 543	5 970 737	1 136 606	98 720	1 230 219	46 766 284
Eure	3 997 005	2 653 534	859 656	2 053 416	394 052	9 509	242 725	10 209 897
Seine-Maritime	5 867 781	4 582 111	3 020 712	3 136 494	434 048	23 328	137 453	17 201 927
Haute-Normandie	9 864 786	7 235 645	3 880 368	5 189 910	828 100	32 837	380 178	27 411 824
Cher	4 864 109	2 345 053	769 550	913 187	224 590	59 289	245 132	9 420 910
Eure-et-Loir	4 089 969	2 777 017	1 560 405	1 431 193	95 015	30 199	297 725	10 281 523
Indre	2 074 397	1 615 501	494 838	519 803	283 569	21 718	88 385	5 098 211
Indre-et-Loire	6 810 246	3 177 047	1 156 368	1 635 764	247 805	36 029	277 233	13 340 492
Loir-et-Cher	6 454 367	3 196 309	1 040 489	1 035 468	348 398	33 446	546 059	12 654 536
Loiret	4 656 631	5 297 479	2 715 326	1 676 239	921 328	26 697	347 757	15 641 457
Centre	28 949 719	18 408 406	7 736 976	7 211 654	2 120 705	207 378	1 802 291	66 437 129
Calvados	6 329 836	4 904 737	4 473 978	2 443 657	75 263	54 411	310 533	18 592 415
Manche	6 287 951	3 397 595	5 469 507	1 835 486	234 939	54 237	100 412	17 380 127
Orne	4 349 301	2 245 612	1 500 009	784 122	775 789	46 465	85 699	9 786 997
Basse-Normandie	16 967 088	10 547 944	11 443 494	5 063 265	1 085 991	155 113	496 644	45 759 539
Côte-d'or	8 718 406	3 282 537	1 324 036	1 515 279	940 764	49 406	361 046	16 191 474
Nièvre	2 233 045	1 420 905	428 133	515 086	587 372	11 044	96 238	5 291 823
Saône-et-Loire	6 772 910	2 671 470	2 317 686	1 318 442	722 509	77 521	180 463	14 061 001
Yonne	5 236 716	1 747 561	2 284 154	893 997	288 536	69 438	94 183	10 614 585
Bourgogne	22 961 077	9 122 473	6 354 009	4 242 804	2 539 181	207 409	731 930	46 158 883
Nord	8 872 429	6 306 076	3 419 529	5 613 501	274 378	99 360	634 683	25 219 956
Pas-de-Calais	6 738 389	5 214 717	4 446 272	4 008 007	142 717	93 230	213 740	20 857 072
Nord-Pas-de-Calais	15 610 818	11 520 793	7 865 801	9 621 508	417 095	192 590	848 423	46 077 028
Meurthe-et-Moselle	2 020 448	2 173 940	1 261 154	1 056 194	966 771	46 225	65 620	7 590 352
Meuse	1 544 820	1 119 037	1 420 980	456 439	636 675	7 937	14 397	5 200 285
Moselle	2 262 708	1 839 313	1 702 954	1 417 755	654 908	2 655	97 904	7 978 197
Vosges	1 530 670	1 662 528	2 149 639	654 409	1 809 332	0	35 600	7 842 178
Lorraine	7 358 646	6 794 818	6 534 727	3 584 797	4 067 686	56 817	213 521	28 611 012
Bas-Rhin	6 728 498	3 821 954	1 843 242	2 559 128	1 768 314	32 807	216 999	16 970 942
Haut-Rhin	6 455 671	1 571 515	1 492 574	1 590 180	526 524	3 066	190 173	11 829 703
Alsace	13 184 169	5 393 469	3 335 816	4 149 308	2 294 838	35 873	407 172	28 800 645
Doubs	1 241 931	4 430 599	1 901 953	1 089 392	1 672 102	29 593	377 204	10 742 774
Jura	1 454 937	913 900	1 006 795	404 161	638 757	10 446	200 508	4 629 504
Haute-Saône	1 299 196	1 129 293	1 260 289	489 141	725 063	12 960	64 424	4 980 366
Terr. de Belfort	107 689	32 057	0	300 950	31 162	0	13 660	485 518
Franche-Comté	4 103 753	6 505 849	4 169 037	2 283 644	3 067 084	52 999	655 796	20 838 162
Loire-Atlantique	12 491 890	7 753 539	6 738 081	4 457 684	129 775	41 665	153 070	31 765 704
Maine-et-Loire	21 105 918	5 846 846	6 378 980	2 884 102	151 350	56 176	416 515	36 839 887
Mayenne	3 624 397	2 879 857	2 100 501	1 799 626	99 552	144 061	122 824	10 770 818
Sarthe	5 336 020	4 507 942	2 396 426	1 287 226	313 871	61 396	462 174	14 365 055
Vendée	6 558 725	2 872 528	3 685 188	2 854 968	846 559	230 013	899 062	17 947 043
Pays-de-la-Loire	49 116 950	23 860 712	21 299 176	13 283 606	1 541 107	533 311	2 053 645	111 688 507
Côtes-d'Armor	10 475 522	5 800 283	10 260 192	2 512 614	184 746	19 681	495 697	29 748 735
Finistère	14 123 444	6 702 619	7 179 394	3 223 101	103 080	77 708	532 098	31 941 444
Ille-et-Vilaine	7 394 088	8 101 864	4 709 465	3 446 857	172 510	148 883	1 112 258	25 085 925
Morbihan	5 786 980	7 203 603	7 550 193	3 554 865	455 995	80 415	272 617	24 904 668
Bretagne	37 780 034	27 808 369	29 699 244	12 737 437	916 331	326 687	2 412 670	111 680 772

Nombre d'heures travaillées* selon le secteur d'activité en 2014 (suite)
Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Charente	7 139 353	2 531 703	1 801 823	1 225 347	249 642	187 590	96 127	13 231 585
Charente-Maritime	10 835 476	4 223 935	1 548 990	2 041 962	202 669	243 538	220 940	19 317 510
Deux-Sèvres	6 252 390	4 315 962	3 898 486	1 146 953	596 370	280 532	435 356	16 926 049
Vienne	3 399 305	2 912 307	2 823 763	1 170 711	113 899	78 291	208 602	10 706 878
Poitou-Charentes	27 626 524	13 983 907	10 073 062	5 584 973	1 162 580	789 951	961 025	60 182 022
Dordogne	7 057 855	3 333 281	2 283 869	1 047 723	728 915	75 118	241 059	14 767 820
Gironde	36 582 792	6 226 740	2 434 116	7 117 274	1 950 184	71 965	463 171	54 846 242
Landes	5 902 705	2 355 580	5 164 462	2 103 968	1 826 391	16 833	307 156	17 677 095
Lot-et-Garonne	11 744 753	2 734 742	3 698 020	1 003 309	388 941	81 840	131 521	19 783 126
Pyrénées-Atlantiques	4 370 115	4 134 252	4 885 922	2 033 131	234 652	224 878	695 121	16 578 071
Aquitaine	65 658 220	18 784 595	18 466 389	13 305 405	5 129 083	470 634	1 838 028	123 652 354
Ariège	676 834	663 951	297 758	491 863	297 365	3 652	83 736	2 515 159
Aveyron	2 127 988	5 019 856	2 282 333	677 165	180 801	88 205	186 801	10 563 149
Haute-Garonne	4 000 236	4 898 371	2 088 204	1 879 443	671 544	24 400	138 596	13 700 794
Gers	5 024 891	2 240 068	3 269 074	698 994	76 565	15 289	201 717	11 526 598
Lot	2 127 243	1 873 914	1 569 845	383 143	98 416	6 131	84 301	6 142 993
Hautes-Pyrénées	942 224	1 232 200	586 767	320 929	225 879	87 060	16 692	3 411 751
Tarn	2 959 392	3 794 414	1 311 971	754 613	749 941	135 905	97 521	9 803 757
Tarn-et-Garonne	7 499 350	2 678 004	2 508 660	456 376	37 129	22 065	40 888	13 242 472
Midi-Pyrénées	25 358 158	22 400 778	13 914 612	5 662 526	2 337 640	382 707	850 252	70 906 673
Corrèze	2 076 406	1 658 670	1 253 266	565 006	1 016 297	0	25 267	6 594 912
Creuse	1 000 751	996 108	428 015	197 430	419 238	45 415	23 812	3 110 769
Haute-Vienne	2 077 142	2 372 539	1 073 120	569 010	520 640	44 285	41 299	6 698 035
Limousin	5 154 299	5 027 317	2 754 401	1 331 446	1 956 175	89 700	90 378	16 403 716
Ain	3 332 580	2 843 166	2 126 388	1 780 129	951 538	149 105	163 028	11 345 934
Ardèche	3 062 828	1 541 594	1 010 469	580 601	262 166	48 628	13 755	6 520 041
Drôme	10 562 846	2 986 767	2 521 831	1 129 489	156 570	12 728	252 918	17 623 149
Isère	3 894 046	4 419 326	2 578 103	2 592 595	723 850	45 138	82 629	14 335 687
Loire	2 731 039	3 572 449	1 737 153	1 569 142	318 005	43 873	49 391	10 021 052
Rhône	6 885 927	7 044 386	1 402 056	5 047 675	852 779	37 826	177 714	21 448 363
Savoie	2 189 692	2 471 422	996 559	1 112 479	284 882	57 317	272 329	7 384 680
Haute-Savoie	2 265 890	4 599 299	607 175	2 166 877	511 245	5 711	137 356	10 293 553
Rhône-Alpes	34 924 848	29 478 409	12 979 734	15 978 987	4 061 035	400 326	1 149 120	98 972 459
Allier	2 241 236	2 111 627	994 938	679 743	388 877	41 972	361 210	6 819 603
Cantal	1 020 892	2 219 466	1 771 645	265 267	394 753	15 249	32 342	5 719 614
Haute-Loire	1 271 074	1 577 915	824 123	274 262	716 563	32 452	16 769	4 713 158
Puy-de-Dôme	2 934 515	4 922 822	2 863 457	1 068 588	740 090	16 394	257 300	12 803 166
Auvergne	7 467 717	10 831 830	6 454 163	2 287 860	2 240 283	106 067	667 621	30 055 541
Aude	6 701 101	2 091 830	3 262 840	772 722	202 409	3 609	179 975	13 214 486
Gard	11 467 328	4 502 395	1 847 637	1 494 122	218 259	15 667	313 749	19 859 157
Hérault	8 848 783	7 799 666	2 044 257	2 309 587	87 318	16 996	349 432	21 456 039
Lozère	412 668	883 948	344 357	135 636	328 101	0	23 697	2 128 407
Pyrénées-Orientales	7 720 935	3 940 993	2 228 873	600 251	31 247	27 139	306 069	14 855 507
Languedoc-Roussillon	35 150 815	19 218 832	9 727 964	5 312 318	867 334	63 411	1 172 922	71 513 596
Alpes-de-Haute-Provence	2 793 035	1 015 740	565 486	472 762	201 514	0	16 749	5 065 286
Hautes-Alpes	1 531 179	826 505	411 294	228 125	130 928	0	9 180	3 137 211
Alpes-Maritimes	1 766 221	3 104 734	265 640	4 351 665	180 583	5 879	1 071 454	10 746 176
Bouches-du-Rhône	13 802 063	5 331 737	844 116	4 232 338	1 039 420	12 786	314 228	25 576 688
Var	8 525 313	3 528 388	1 350 142	4 282 893	295 982	35 807	675 286	18 693 811
Vaucluse	16 339 320	3 620 281	2 605 360	2 169 072	46 520	4 691	237 576	25 022 820
Provence-Alpes-Côte d'Azur	44 757 131	17 427 385	6 042 038	15 736 855	1 894 947	59 163	2 324 473	88 241 992
Corse	3 305 164	2 835 090	580 641	719 189	187 079	0	43 347	7 670 510
TOTAL	521 518 141	322 107 185	204 681 026	166 307 594	42 302 026	4 533 610	23 020 228	1 284 469 810

Source : MSA

Heures travaillées : effectivement rémunérées

1.56 Historique du nombre d'établissements employeurs de salariés agricoles de 2011 à 2015

Un établissement est une unité géographique d'une entreprise employant de la main d'œuvre. Tous les établissements présents en cours d'année sont pris en compte, que l'activité débute ou cesse en cours d'année, ou existe du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Le lieu d'établissement est pris comme référence pour déterminer la ventilation par département.

Tableau 16

Nombre d'établissements employeurs selon le secteur d'activité

	2011	2012	2013	2014	2015	Evolution 2015/2014 en %
Exploitations	143 529	145 324	146 082	145 874	145 345	-0,4
Organismes de service	7 315	7 140	7 082	7 039	7 041	0,0
Coopération	4 861	4 880	4 832	4 953	6 317	27,5
Entreprises de travaux agricoles	23 582	23 952	24 265	24 273	24 381	0,4
Travaux forestiers	5 985	5 835	5 720	5 745	5 698	-0,8
Artisanat rural	1 575	1 456	1 340	1 199	1 112	-7,3
Activités diverses	7 906	7 356	6 774	6 116	5 719	-6,5
Total	194 753	195 943	196 095	195 199	195 613	0,2

Source : MSA

Un **établissement** est une unité géographique d'une entreprise employant de la main-d'œuvre. Tous les établissements présents en cours d'année sont pris en compte, que l'activité débute ou cesse en cours d'année, ou existe du 1^{er} janvier au 31 décembre.

1.57 Ventilation départementale du nombre d'établissements employeurs de salariés agricoles en 2015

Tableau 17

**Nombre d'établissements employeurs selon le secteur d'activité en 2015
Ventilation départementale et régionale**

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Ile-de-France	2 687	428	99	1 594	170	37	528	5 543
Ardennes, Marne	7 914	105	381	713	126	8	46	9 293
Aube	2 763	50	83	233	47	11	31	3 218
Haute-Marne	732	90	35	68	72	8	29	1 034
Champagne-Ardennes	11 409	245	499	1 014	245	27	106	13 545
Aisne	2 418	60	124	244	141	9	68	3 064
Oise	1 532	68	48	279	62	13	119	2 121
Somme	2 037	94	80	250	34	8	60	2 563
Picardie	5 987	222	252	773	237	30	247	7 748
Haute-Normandie	3 296	145	148	757	130	18	262	4 756
Cher	1 328	48	38	173	57	11	75	1 730
Eure-et-Loir	1 339	38	95	234	26	8	85	1 825
Indre, Indre-et Loire	2 610	117	110	365	116	12	182	3 512
Loir-et-Cher	1 362	53	56	187	113	6	234	2 011
Loiret	1 127	114	66	274	83	10	170	1 844
	7 766	370	365	1 233	395	47	746	10 922
Centre	7 766	370	365	1 233	395	47	746	10 922
Calvados	1 910	102	102	390	35	20	152	2 711
Manche	2 169	69	107	285	27	19	60	2 736
Orne	1 806	50	89	166	102	13	74	2 300
Basse-Normandie	5 885	221	298	841	164	52	286	7 747
Côte-d'or, Nièvre	2 827	110	80	309	321	14	71	3 732
Saône-et-Loire	2 187	77	130	295	100	22	53	2 864
Yonne	1 433	37	46	209	60	25	56	1 866
Bourgogne	6 447	224	256	813	481	61	180	8 462
Nord	2 528	87	126	591	54	13	77	3 476
Pas-de-Calais	2 516	97	157	412	43	22	82	3 329
Nord-Pas-de-Calais	5 044	184	283	1 003	97	35	159	6 805
Meurthe-et-Moselle	867	48	34	149	122	8	10	1 238
Meuse, Moselle	1 812	54	64	250	173	7	32	2 392
Vosges	628	31	27	138	191	0	15	1 030
Lorraine	3 307	133	125	537	486	15	57	4 660
Alsace	3 953	169	64	612	200	10	67	5 075
Franche-Comté	2 100	169	216	369	389	15	80	3 338
Loire-Atlantique	2 415	134	131	493	20	16	54	3 263
Maine-et-Loire	3 322	161	165	347	37	21	153	4 206
Mayenne	1 559	75	66	181	37	32	45	1 995
Sarthe	1 894	94	106	185	70	16	93	2 458
Vendée	2 100	74	116	417	20	28	84	2 839
Pays-de-la-Loire	11 290	538	584	1 623	184	113	429	14 761
Côtes-d'Armor	3 308	78	74	494	40	8	60	4 062
Finistère	3 342	111	73	469	28	18	46	4 087
Ille-et-Vilaine	2 223	163	113	422	35	33	70	3 059
Morbihan	2 414	167	62	486	51	27	223	3 430
Bretagne	11 287	519	322	1 871	154	86	399	14 638

Nombre d'établissements employeurs selon le secteur d'activité en 2015 (suite)
Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Charente	2 103	63	33	248	46	41	45	2 579
Charente-Maritime	3 307	84	50	432	40	56	47	4 016
Deux-Sèvres	1 663	98	65	188	40	60	55	2 169
Vienne	1 307	88	59	211	32	14	84	1 795
Poitou-Charentes	8 380	333	207	1 079	158	171	231	10 559
Dordogne	1 863	73	66	233	114	19	107	2 475
Gironde	4 826	186	101	656	174	16	119	6 078
Landes	1 520	66	63	264	219	9	44	2 185
Lot-et-Garonne	2 516	93	76	233	55	15	40	3 028
Pyrénées-Atlantiques	1 887	95	111	406	43	57	78	2 677
Aquitaine	12 612	513	417	1 792	605	116	388	16 443
Ariège, Lot	1 219	79	47	190	66	6	32	1 639
Aveyron	1 523	179	50	235	32	24	16	2 059
Haute-Garonne	1 029	118	76	336	52	8	53	1 672
Gers	1 964	79	61	252	21	9	47	2 433
Hauts-Pyrénées	479	33	31	113	24	14	8	702
Tarn	1 127	176	66	216	92	30	28	1 735
Tarn-et-Garonne	1 476	69	62	167	10	10	12	1 806
Midi-Pyrénées	8 817	733	393	1 509	297	101	196	12 046
Corrèze	735	43	51	109	126	0	34	1 098
Creuse	580	34	17	54	70	14	25	794
Haute-Vienne	755	89	30	127	61	16	64	1 142
Limousin	2 070	166	98	290	257	30	123	3 034
Ain	1 031	79	99	283	69	29	59	1 649
Ardèche	1 194	47	77	127	47	9	21	1 522
Drôme, Haute-Savoie	3 006	147	140	567	104	9	118	4 091
Isère	1 131	79	92	428	89	12	43	1 874
Loire	871	55	46	264	64	11	40	1 351
Rhône	2 723	135	80	506	35	12	56	3 547
Savoie	700	49	57	154	45	9	13	1 027
Rhône-Alpes	10 656	591	591	2 329	453	91	350	15 061
Allier	920	41	43	135	55	6	51	1 251
Cantal, Puy-de-Dôme	1 756	159	87	306	131	6	68	2 513
Haute-Loire	573	32	32	101	79	6	10	833
Auvergne	3 249	232	162	542	265	18	129	4 597
Aude, Gard	4 932	157	275	498	66	6	53	5 987
Hérault, Pyrénées-Orientales	4 480	191	196	531	37	9	33	5 477
Lozère	352	22	18	40	39	0	8	479
Languedoc-Roussillon	9 764	370	489	1 069	142	15	94	11 943
Alpes-de-Haute-Provence	744	40	51	84	25	0	s	944
Hautes-Alpes	539	24	36	54	30	0	s	683
Alpes-Maritimes, Vaucluse	3 478	164	145	1 078	25	8	365	5 263
Bouches-du-Rhône	2 062	139	80	580	19	7	89	2 976
Var	1 825	63	108	801	60	9	173	3 039
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8 648	430	420	2 597	159	24	627	12 920
Corse	691	106	29	134	30	0	20	1 010
TOTAL	145 345	7 041	6 317	24 381	5 698	1 112	5 704	195 613

Source : MSA

1.58 Historique de la masse salariale des salariés agricoles de 2011 à 2015

La masse salariale correspond aux rémunérations brutes (incluant les cotisations de part ouvrière) déclarées par les employeurs auprès de la MSA dans les déclarations trimestrielles de salaire. Ces rémunérations intègrent l'ensemble des éléments de rémunération, y compris les primes, soumises à cotisations sociales.

Tableau 18

Montant de la masse salariale selon le secteur d'activité

	2011	2012	2013	2014	2015	Evolution 2015/2014 en %
Exploitations	5 747 635 745	5 898 928 851	6 148 418 255	6 320 942 518	6 356 310 910	0,6
Organismes de service	6 282 781 704	6 361 060 842	6 456 583 925	6 499 140 046	6 530 516 084	0,5
Coopération	3 315 125 210	3 445 930 325	3 503 660 458	3 644 573 894	3 603 767 956	-1,1
Entreprises de travaux agricoles	1 769 002 201	1 837 503 273	1 916 538 790	1 990 669 023	1 986 596 570	-0,2
Travaux forestiers	541 859 258	540 080 977	542 899 727	565 851 925	575 058 978	1,6
Artisanat rural	65 728 016	62 717 798	59 957 864	56 826 764	52 831 477	-7,0
Activités diverses	373 809 569	388 827 037	385 783 900	387 267 817	390 247 673	0,8
Total	18 095 941 703	18 535 049 103	19 013 842 919	19 465 271 987	19 495 329 648	0,2

Source : MSA

Masse salariale : montants de rémunération brute sur lesquels sont assises les cotisations sociales. La masse salariale est composée de la rémunération nette et des cotisations légales et conventionnelles de part ouvrière.

1.59 Ventilation départementale de la masse salariale des salariés agricoles en 2015

Tableau 19

Répartition de la masse salariale (en euros) selon le secteur d'activité en 2015
Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Ile-de-France	224 188 908	977 638 471	104 428 075	310 317 213	12 399 593	1 054 875	31 752 479	1 661 779 614
Ardennes	17 205 475	21 635 656	14 411 702	6 274 989	4 936 852	98 810	654 973	65 218 457
Aube	102 513 243	41 181 407	30 550 429	9 838 473	5 714 616	1 267 634	2 607 182	193 672 984
Marne	281 935 239	145 258 597	164 820 188	51 626 404	4 457 716	138 114	3 550 952	651 787 210
Haute-Marne	13 721 706	19 583 113	8 643 950	3 769 509	4 565 179	635 281	3 168 264	54 087 002
Champagne-Ardennes	415 375 663	227 658 773	218 426 269	71 509 375	19 674 363	2 139 839	9 981 371	964 765 653
Aisne	91 085 425	49 767 164	63 023 130	17 442 617	8 236 772	245 519	2 142 589	231 943 216
Oise	77 854 511	99 362 699	21 377 726	31 675 793	4 807 465	420 296	10 575 882	246 074 372
Somme	73 421 520	70 627 586	46 500 568	24 174 438	882 388	310 838	5 688 159	221 605 497
Picardie	242 361 456	219 757 449	130 901 424	73 292 848	13 926 625	976 653	18 406 630	699 623 085
Eure	45 330 922	52 724 096	15 281 499	23 419 917	5 174 593	125 329	5 169 707	147 226 063
Seine-Maritime	61 937 872	91 917 894	50 308 149	36 779 659	5 776 101	256 611	1 691 310	248 667 596
Haute-Normandie	107 268 794	144 641 990	65 589 648	60 199 576	10 950 694	381 940	6 861 017	395 893 659
Cher	61 169 249	45 575 410	11 877 574	10 226 219	2 997 347	624 283	2 886 043	135 356 125
Eure-et-Loir	53 776 603	52 660 835	28 411 439	16 544 032	1 123 059	303 127	6 487 301	159 306 396
Indre	22 771 590	29 817 141	7 961 296	5 543 660	3 501 259	251 109	1 181 766	71 027 821
Indre-et-Loire	80 836 662	64 354 742	17 969 021	18 570 786	3 234 791	360 477	3 768 292	189 094 771
Loir-et-Cher	77 371 000	62 354 196	16 901 165	11 382 135	4 476 951	405 228	8 036 252	180 926 927
Loiret	56 523 382	107 486 198	53 785 435	19 485 650	12 541 926	213 562	4 674 770	254 710 923
Centre	352 448 486	362 248 522	136 905 930	81 752 482	27 875 333	2 157 786	27 034 424	990 422 963
Calvados	78 747 497	98 077 189	78 074 764	30 089 177	856 171	562 063	5 284 179	291 691 040
Manche	66 348 225	60 755 794	97 803 161	19 562 338	2 572 203	529 071	1 186 764	248 757 556
Orne	50 057 590	41 062 134	25 483 265	8 856 832	10 754 124	495 888	1 044 408	137 754 241
Basse-Normandie	195 153 312	199 895 117	201 361 190	58 508 347	14 182 498	1 587 022	7 515 351	678 202 837
Côte-d'or	115 688 124	65 663 777	25 658 167	17 581 214	13 069 447	671 471	5 726 459	244 058 659
Nièvre	25 361 953	26 131 380	6 646 332	5 900 976	7 605 634	102 574	1 170 078	72 918 927
Saône-et-Loire	79 733 752	49 630 520	41 792 639	14 027 449	9 780 397	885 121	2 686 056	198 535 934
Yonne	65 937 152	32 530 861	41 065 883	10 126 318	3 712 859	774 095	1 332 660	155 479 828
Bourgogne	286 720 981	173 956 538	115 163 021	47 635 957	34 168 337	2 433 261	10 915 253	670 993 348
Nord	101 751 978	123 972 948	75 510 009	65 779 207	3 339 711	1 430 948	14 926 896	386 711 697
Pas-de-Calais	70 029 282	97 747 976	78 611 481	46 257 752	1 551 362	1 017 235	2 850 025	298 065 113
Nord-Pas-de-Calais	171 781 260	221 720 924	154 121 490	112 036 959	4 891 073	2 448 183	17 776 921	684 776 810
Meurthe-et-Moselle	21 283 775	42 671 661	23 191 904	12 289 215	14 098 199	538 070	1 915 252	115 988 076
Meuse	17 160 280	19 679 146	26 601 688	5 643 535	8 231 830	75 053	214 536	77 606 068
Moselle	24 346 331	35 651 382	30 110 969	16 548 808	8 860 914	34 437	1 198 788	116 751 629
Vosges	15 460 496	28 878 722	36 175 190	6 974 916	25 177 166	0	994 539	113 661 029
Lorraine	78 250 882	126 880 911	116 079 751	41 456 474	56 368 109	647 560	4 323 115	424 006 802
Bas-Rhin	78 727 615	79 359 136	35 495 910	29 319 735	29 287 545	389 788	2 908 961	255 488 690
Haut-Rhin	76 367 109	29 309 933	29 299 661	16 810 061	8 249 542	31 145	3 141 039	163 208 490
Alsace	155 094 724	108 669 069	64 795 571	46 129 796	37 537 087	420 933	6 050 000	418 697 180
Doubs	12 949 191	83 320 919	34 511 999	12 695 852	23 760 155	334 775	5 840 042	173 412 933
Jura	15 102 500	16 121 179	17 187 269	4 218 698	8 935 299	111 567	2 494 150	64 170 662
Haute-Saône	12 762 577	18 880 085	24 477 891	5 370 470	9 624 071	123 170	797 823	72 036 087
Terr. de Belfort	1 002 058	548 091	0	3 521 610	362 366	0	151 567	5 585 692
Franche-Comté	41 816 326	118 870 274	76 177 159	25 806 630	42 681 891	569 512	9 283 582	315 205 374
Loire-Atlantique	150 630 666	155 331 845	120 825 110	51 899 471	1 804 261	455 158	2 022 577	482 969 088
Maine-et-Loire	272 110 623	115 662 447	108 100 842	33 796 175	1 891 365	535 935	7 613 777	539 711 164
Mayenne	42 465 429	52 974 879	36 114 083	20 499 930	1 097 005	1 565 318	1 610 070	156 326 714
Sarthe	59 942 919	84 136 653	42 801 792	14 365 875	4 136 634	649 425	10 109 526	216 142 824
Vendée	75 996 497	50 863 001	60 045 005	33 556 556	12 657 447	2 898 324	20 058 822	256 075 652
Pays-de-la-Loire	601 146 134	458 968 825	367 886 832	154 118 007	21 586 712	6 104 160	41 414 772	1 651 225 442
Côtes-d'Armor	130 152 428	111 745 310	170 998 618	27 406 367	2 473 734	261 772	5 831 128	448 869 357
Finistère	169 928 744	133 231 920	128 385 328	39 271 733	1 285 855	883 232	12 966 232	485 953 044
Ille-et-Vilaine	87 476 808	162 098 055	80 500 513	40 206 018	2 345 165	1 795 895	20 229 219	394 651 673
Morbihan	70 789 773	134 425 868	124 713 954	40 422 897	6 110 150	860 180	3 592 728	380 915 550
Bretagne	458 347 753	541 501 153	504 598 413	147 307 015	12 214 904	3 801 079	42 619 307	1 710 389 624

Répartition de la masse salariale (en euros) selon le secteur d'activité en 2015 (suite)
Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Charente	87 036 865	46 974 089	29 734 855	13 876 346	3 136 840	1 977 111	1 286 916	184 023 022
Charente-Maritime	125 359 322	79 888 931	28 866 263	23 142 469	2 481 297	2 763 355	4 591 926	267 093 563
Deux-Sèvres	71 667 165	81 510 697	58 688 001	12 684 776	7 934 809	3 210 777	6 523 255	242 219 480
Vienne	36 524 789	56 691 417	46 577 083	12 457 717	1 299 564	1 036 441	2 748 404	157 335 415
Poitou-Charentes	320 588 141	265 065 134	163 866 202	62 161 308	14 852 510	8 987 684	15 150 501	850 671 480
Dordogne	79 636 230	61 989 912	35 195 084	11 576 769	8 949 357	852 791	3 583 906	201 784 049
Gironde	515 622 133	122 648 664	42 430 024	83 317 852	31 099 651	735 520	7 000 552	802 854 396
Landes	71 744 152	43 662 572	78 904 579	25 573 783	26 143 797	183 697	4 318 660	250 531 240
Lot-et-Garonne	133 883 463	51 192 991	58 776 171	11 006 477	5 725 135	1 238 365	2 384 863	264 207 465
Pyrénées-Atlantiques	57 624 024	79 682 024	83 001 715	22 353 451	3 023 534	2 689 920	12 575 801	260 950 469
Aquitaine	858 510 002	359 176 163	298 307 573	153 828 332	74 941 474	5 700 293	29 863 782	1 780 327 619
Ariège	6 872 992	11 563 864	4 786 927	5 557 255	3 904 602	29 794	1 228 505	33 943 939
Aveyron	21 968 160	79 688 543	37 469 363	7 616 698	2 044 497	936 310	5 153 604	154 877 175
Haute-Garonne	60 898 750	99 995 663	38 709 263	21 912 134	9 017 119	299 680	1 881 059	232 713 668
Gers	60 333 477	39 921 905	53 660 020	7 747 903	832 112	144 687	3 283 323	165 923 427
Lot	24 068 576	32 255 285	23 324 717	4 270 671	1 167 122	75 170	1 260 415	86 421 956
Hautes-Pyrénées	10 533 733	22 162 314	8 620 879	3 676 320	2 998 391	1 101 877	188 504	49 282 018
Tarn	32 859 110	60 434 824	21 791 800	8 712 528	9 694 062	1 560 083	1 287 742	136 340 149
Tarn-et-Garonne	81 933 614	53 209 990	40 814 418	4 936 194	453 364	240 613	605 635	182 193 828
Midi-Pyrénées	299 468 412	399 232 388	229 177 387	64 429 703	30 111 269	4 388 214	14 888 787	1 041 696 160
Corrèze	24 188 297	30 781 728	20 120 115	6 190 738	13 555 626	0	308 609	95 145 113
Creuse	9 857 358	17 587 578	7 190 325	2 168 207	5 525 499	516 398	278 348	43 123 713
Haute-Vienne	21 122 152	46 197 328	16 615 244	6 382 868	6 368 643	641 148	505 125	97 832 508
Limousin	55 167 807	94 566 634	43 925 684	14 741 813	25 449 768	1 157 546	1 092 082	236 101 334
Ain	37 930 729	51 856 756	36 287 279	20 965 043	13 046 515	1 882 504	2 354 634	164 323 460
Ardèche	35 359 582	28 567 691	15 868 160	6 337 981	3 456 843	737 702	165 985	90 493 944
Drôme	127 703 985	57 523 006	42 451 430	13 533 478	2 007 021	177 727	7 117 493	250 514 140
Isère	44 673 064	87 493 807	44 248 398	31 302 006	10 891 305	637 660	1 117 069	220 363 309
Loire	29 535 249	65 470 824	27 847 369	15 673 782	3 956 986	431 357	687 752	143 603 319
Rhône	81 679 317	152 548 364	26 985 432	63 685 006	10 639 452	467 150	4 156 396	340 161 117
Savoie	25 896 364	48 985 444	15 638 533	13 985 197	3 777 675	677 768	8 795 488	117 756 469
Haute-Savoie	25 108 670	91 345 789	10 443 787	26 185 265	6 803 259	44 224	2 033 533	161 964 527
Rhône-Alpes	407 886 960	583 791 681	219 770 388	191 667 758	54 579 056	5 056 092	26 428 350	1 489 180 285
Allier	26 864 433	38 724 265	16 711 031	7 589 147	4 689 284	494 723	4 335 463	99 408 346
Cantal	10 295 076	39 148 692	28 370 071	2 943 008	4 566 287	217 415	471 599	86 012 148
Haute-Loire	12 775 139	27 913 732	13 366 834	2 694 792	9 616 225	371 326	200 593	66 938 641
Puy-de-Dôme	39 325 431	105 277 704	51 211 462	10 796 694	9 795 310	171 510	4 442 380	221 020 491
Auvergne	89 260 079	211 064 393	109 659 398	24 023 641	28 667 106	1 254 974	9 450 035	473 379 626
Aude	78 735 872	37 734 066	58 986 979	8 227 009	2 469 824	41 489	4 471 682	190 666 921
Gard	140 700 740	75 356 757	33 796 555	15 821 852	2 648 884	173 464	5 328 947	273 827 199
Hérault	103 976 437	154 770 629	34 951 541	25 509 516	1 108 854	334 218	7 822 040	328 473 235
Lozère	4 047 371	14 755 414	5 535 020	1 513 903	4 190 949	0	348 907	30 391 564
Pyrénées-Orientales	84 789 815	67 612 223	33 366 232	6 318 453	353 003	361 031	3 994 287	196 795 044
Languedoc-Roussillon	412 250 235	350 229 089	166 636 327	57 390 733	10 771 514	910 202	21 965 863	1 020 153 963
Alpes-de-Haute-Provence	32 102 597	20 096 081	9 255 360	5 201 862	2 412 809	0	242 001	69 310 710
Hauts-Alpes	17 321 423	14 925 857	6 242 641	2 760 261	1 634 038	0	161 352	43 045 572
Alpes-Maritimes	22 212 877	59 167 425	4 254 726	49 842 736	2 607 418	153 852	17 704 653	155 943 687
Bouches-du-Rhône	166 327 376	108 534 449	14 035 436	50 421 961	13 218 045	49 253	4 869 329	357 455 849
Var	114 347 063	65 371 440	24 635 902	47 998 590	4 253 466	408 762	10 286 110	267 301 333
Vaucluse	194 227 312	69 253 860	47 122 162	23 785 801	540 999	41 802	3 615 057	338 586 993
Provence-Alpes-Côte d'Azur	546 538 648	337 349 112	105 546 227	180 011 211	24 666 775	653 669	36 878 502	1 231 644 144
Corse	36 685 947	47 633 474	10 443 997	8 271 392	2 562 287	0	595 549	106 192 646
TOTAL	6 356 310 910	6 530 516 084	3 603 767 956	1 986 596 570	575 058 978	52 831 477	390 247 673	19 495 329 648

Source : MSA

[Télécharger les données au format Excel :](#)



2. Les personnes couvertes

2.1 Les ressortissants (avec double de compte)

Le terme ressortissant du régime agricole désigne toute personne qui a un lien avec le régime agricole. Sont pris en compte dans le calcul des ressortissants les personnes protégées en maladie au régime agricole selon le champ de la compensation démographique et les bénéficiaires d'un avantage de vieillesse au régime agricole couverts en maladie par un autre régime.

2.11 Historique des ressortissants agricoles de 2011 à 2015

Tableau 20

Nombre de ressortissants au régime agricole de 2011 à 2015 au 1^{er} janvier

	2011	2012	2013	2014	2015	Evolution 2015/2014 en %
Non-salariés	2 569 349	2 498 314	2 421 948	2 344 136	2 266 491	-3,3
Salariés	3 703 280	3 696 657	3 683 444	3 689 166	3 713 145	0,6
Total	6 272 629	6 194 971	6 105 392	6 033 302	5 979 636	-0,9

Source : MSA

Nouveau mode de calcul : En raison de la modification du calcul des personnes protégées en maladie, la population des ressortissants du régime agricole a également été révisée depuis 2011. Le dénombrement des effectifs est réalisé au 1^{er} janvier, au lieu du 1^{er} juillet.

2.12 Ventilation départementale des ressortissants agricoles en 2015

Tableau 21

Ventilation départementale et régionale des ressortissants en janvier 2015

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total	Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Ile-de-France	33 477	249 364	282 841	Charente	27 815	39 155	66 970
Ardennes	12 434	14 491	26 925	Charente-Maritime	36 081	59 738	95 819
Aube	15 696	25 605	41 301	Deux-Sèvres	37 386	45 924	83 310
Marne	31 310	71 938	103 248	Vienne	27 215	39 630	66 845
Haute-Marne	12 850	16 589	29 439	Poitou-Charentes	128 497	184 447	312 944
Champagne-Ardennes	72 290	128 623	200 913	Dordogne	38 748	48 038	86 786
Aisne	19 388	54 808	74 196	Gironde	37 405	117 138	154 543
Oise	14 754	54 334	69 088	Landes	24 577	40 768	65 345
Somme	24 317	53 288	77 605	Lot-et-Garonne	33 193	51 219	84 412
Picardie	58 459	162 430	220 889	Pyrénées-Atlantiques	40 478	42 975	83 453
Eure	18 937	38 665	57 602	Aquitaine	174 401	300 138	474 539
Seine-Maritime	28 792	57 250	86 042	Ariège	11 008	10 713	21 721
Haute-Normandie	47 729	95 915	143 644	Aveyron	39 807	32 592	72 399
Cher	15 738	28 376	44 114	Haute-Garonne	27 271	48 781	76 052
Eure-et-Loir	17 942	34 930	52 872	Gers	32 285	31 189	63 474
Indre	19 998	22 854	42 852	Lot	19 536	15 301	34 837
Indre-et-Loire	23 816	45 004	68 820	Hautes-Pyrénées	14 748	12 659	27 407
Loir-et-Cher	19 866	40 515	60 381	Tarn	27 254	30 996	58 250
Loiret	20 044	45 954	65 998	Tarn-et-Garonne	23 162	31 014	54 176
Centre	117 404	217 633	335 037	Midi-Pyrénées	195 071	213 245	408 316
Calvados	28 860	53 345	82 205	Corrèze	22 340	18 165	40 505
Manche	45 855	51 334	97 189	Creuse	19 418	12 122	31 540
Orne	27 977	31 101	59 078	Haute-Vienne	23 504	27 864	51 368
Basse-Normandie	102 692	135 780	238 472	Limousin	65 262	58 151	123 413
Côte-d'or	20 796	37 185	57 981	Ain	22 236	33 615	55 851
Nièvre	13 552	18 739	32 291	Ardèche	23 138	21 663	44 801
Saône-et-Loire	38 701	39 379	78 080	Drôme	27 037	42 742	69 779
Yonne	17 288	30 611	47 899	Isère	28 096	40 446	68 542
Bourgogne	90 337	125 914	216 251	Loire	26 999	29 656	56 655
Nord	37 312	78 956	116 268	Rhône	27 632	54 578	82 210
Pas-de-Calais	39 458	69 244	108 702	Savoie	15 208	23 402	38 610
Nord-Pas-de-Calais	76 770	148 200	224 970	Haute-Savoie	19 200	25 871	45 071
Meurthe-et-Moselle	12 751	23 628	36 379	Rhône-Alpes	189 546	271 973	461 519
Meuse	12 893	13 782	26 675	Allier	25 430	29 883	55 313
Moselle	15 576	28 802	44 378	Cantal	23 908	18 391	42 299
Vosges	15 639	23 240	38 879	Haute-Loire	23 487	12 853	36 340
Lorraine	56 859	89 452	146 311	Puy-de-Dôme	31 232	37 209	68 441
Bas-Rhin	22 319	39 142	61 461	Auvergne	104 057	98 336	202 393
Haut-Rhin	16 612	29 782	46 394	Aude	26 109	57 536	83 645
Alsace	38 931	68 924	107 855	Gard	23 791	72 705	96 496
Doubs	21 752	26 286	48 038	Hérault	30 260	86 215	116 475
Jura	15 411	14 429	29 840	Lozère	12 419	12 453	24 872
Haute-Saône*	16 279	18 239	34 518	Pyrénées-Orientales	17 093	45 025	62 118
et Terr. de Belfort*				Languedoc-Roussillon	109 672	273 934	383 606
Franche-Comté	53 442	58 954	112 396	Alpes-de-Haute-Provence*			
Loire-Atlantique	47 822	73 068	120 890	et Hautes-Alpes *	16 781	19 461	36 242
Maine-et-Loire	51 079	85 151	136 230	Alpes-Maritimes	13 679	33 486	47 165
Mayenne	40 713	31 973	72 686	Bouches-du-Rhône	23 293	76 334	99 627
Sarthe	33 742	57 393	91 135	Var	20 714	49 627	70 341
Vendée	52 759	59 984	112 743	Vaucluse	25 554	71 407	96 961
Pays-de-la-Loire	226 115	307 569	533 684	Provence-Alpes-Côte	100 021	250 315	350 336
Côtes-d'Armor	56 039	63 098	119 137	Corse	11 638	18 056	29 694
Finistère	52 118	62 860	114 978	TOTAL	2 266 491	3 713 145	5 979 636
Ille-et-Vilaine	57 992	69 443	127 435				
Morbihan	47 672	60 391	108 063				
Bretagne	213 821	255 792	469 613				

Source : MSA

* Départements réunis pour cette donnée.

2.2 Les personnes protégées en maladie au régime agricole

2.21 Historique des personnes protégées de 1992 à 2015

Les non-salariés agricoles sont couverts en maladie par l'assurance maladie des exploitants agricoles (Amexa). Les salariés agricoles sont couverts en maladie par les assurances sociales agricoles (ASA).

Les personnes protégées en maladie sont les actifs ou inactifs (retraités, chômeurs, pré-retraités...) et leurs ayants-droits tels que les conjoints et les enfants.

Tableau 22

Nombre de personnes protégées au 1er janvier 2015

Années	Personnes protégées au régime des non-salariées	Personnes protégées au régime des salariés	Total personnes protégées au régime agricole
1992	2 839 107	1 822 770	4 661 877
1993	2 764 337	1 827 606	4 591 943
1994	2 703 812	1 801 426	4 505 238
1995	2 622 212	1 794 815	4 417 027
1996	2 547 901	1 818 218	4 366 119
1997	2 472 311	1 828 501	4 300 812
1998	2 405 171	1 820 975	4 226 146
1999	2 344 304	1 847 067	4 191 371
2000	2 291 741	1 848 997	4 140 738
2001	2 228 592	1 883 694	4 112 286
2002	2 158 825	1 895 287	4 054 112
2003	2 093 436	1 917 046	4 010 482
2004	2 035 692	1 906 665	3 942 357
2005	1 973 644	1 910 969	3 884 613
2006	1 909 126	1 890 486	3 799 612
2007	1 856 084	1 869 460	3 725 544
2008	1 788 959	1 849 739	3 638 698
2009	1 732 988	1 808 123	3 541 111
2010	1 681 217	1 798 927	3 480 144
2011	1 686 329	1 782 032	3 468 361
2012	1 633 601	1 764 329	3 397 930
2013	1 580 551	1 759 569	3 340 120
2014	1 529 113	1 758 818	3 287 931
2015	1 482 913	1 797 779	3 280 692

Source : MSA

Les personnes protégées sont les bénéficiaires de la protection sociale qui, à quelque titre que ce soit, ont droit aux prestations des régimes agricoles d'assurance maladie obligatoire. Le bénéficiaire peut être ouvrant droit ou ayant droit. En ce qui concerne l'assurance maladie obligatoire, l'ouvrant droit est la personne affiliée de façon obligatoire à un régime agricole non salarié ou salarié de par son activité professionnelle. L'ayant droit est une personne qui peut bénéficier des prestations sociales du fait de ses liens avec l'ouvrant droit (conjoints s'il ne travaille pas, enfant, concubin, etc.).

Nouveau mode de calcul : Dans le cadre d'une harmonisation de nos différentes sources issues de nos systèmes d'informations, le mode de calcul des effectifs protégés en maladie au régime agricole a été revu début 2016. Le dénombrement des effectifs est réalisé au 1er janvier, au lieu du 1er juillet. De ce fait, cette modification provoque une rupture de série à partir de 2011.

2.22 Ventilation départementale des personnes protégées en 2015

Tableau 23

Ventilation départementale et régionale des personnes protégées au régime agricole au 1er janvier 2015

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total	Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Ile-de-France	19 104	96 956	116 060	Charente	17 872	18 626	36 498
Ardennes	9 021	7 125	16 146	Charente-Maritime	23 779	30 575	54 354
Aube	11 773	14 828	26 601	Deux-Sèvres	25 562	23 192	48 754
Marne	24 517	42 786	67 303	Vienne	16 550	16 117	32 667
Hauts-de-France	8 397	6 163	14 560	Poitou-Charentes	83 763	88 510	172 273
Champagne-Ardenne	53 708	70 902	124 610	Dordogne	24 841	22 631	47 472
Aisne	13 803	24 613	38 416	Gironde	22 607	78 430	101 037
Oise	10 350	23 842	34 192	Landes	16 607	23 383	39 990
Somme	16 410	21 869	38 279	Lot-et-Garonne	21 425	31 411	52 836
Picardie	40 563	70 324	110 887	Pyrénées-Atlantiques	27 864	20 088	47 952
Eure	11 995	14 339	26 334	Aquitaine	113 344	175 943	289 287
Seine-Maritime	19 196	21 668	40 864	Ariège	6 794	4 220	11 014
Haute-Normandie	31 191	36 007	67 198	Aveyron	29 883	13 510	43 393
Cher	10 370	12 781	23 151	Haute-Garonne	16 735	17 923	34 658
Eure-et-Loir	12 018	13 355	25 373	Gers	20 945	14 640	35 585
Indre	12 801	7 755	20 556	Lot	13 877	8 363	22 240
Indre-et-Loire	14 660	19 193	33 853	Hautes-Pyrénées	9 782	4 451	14 233
Loir-et-Cher	12 381	18 308	30 689	Tarn	18 577	14 986	33 563
Loiret	12 628	20 632	33 260	Tarn-et-Garonne	15 320	18 961	34 281
Centre	74 858	92 024	166 882	Midi-Pyrénées	131 913	97 054	228 967
Calvados	19 039	22 993	42 032	Corrèze	15 208	8 988	24 196
Manche	33 389	23 284	56 673	Creuse	14 336	4 813	19 149
Orne	19 056	12 900	31 956	Haute-Vienne	14 326	10 382	24 708
Basse-Normandie	71 484	59 177	130 661	Limousin	43 870	24 183	68 053
Côte-d'or	14 074	18 675	32 749	Ain	14 192	14 213	28 405
Nièvre	9 906	7 397	17 303	Ardèche	13 560	10 163	23 723
Saône-et-Loire	25 241	16 646	41 887	Drôme	16 575	26 773	43 348
Yonne	11 852	14 036	25 888	Isère	17 117	19 561	36 678
Bourgogne	61 073	56 754	117 827	Loire	17 360	12 485	29 845
Nord	24 139	37 252	61 391	Rhône	17 980	25 727	43 707
Pas-de-Calais	26 977	33 620	60 597	Savoie	7 918	9 620	17 538
Nord-Pas-de-Calais	51 116	70 872	121 988	Haute-Savoie	11 804	14 085	25 889
Meurthe-et-Moselle	8 235	10 518	18 753	Rhône-Alpes	116 506	132 627	249 133
Meuse	8 838	6 693	15 531	Allier	16 810	11 019	27 829
Moselle	9 122	10 522	19 644	Cantal	18 052	7 893	25 945
Vosges	9 756	10 493	20 249	Haute-Loire	16 042	6 145	22 187
Lorraine	35 951	38 226	74 177	Puy-de-Dôme	19 785	15 947	35 732
Bas-Rhin	12 267	20 782	33 049	Auvergne	70 689	41 004	111 693
Haut-Rhin	10 243	16 171	26 414	Aude	15 437	23 606	39 043
Alsace	22 510	36 953	59 463	Gard	15 961	40 305	56 266
Doubs	13 041	12 086	25 127	Hérault	19 300	37 144	56 444
Jura	9 266	7 545	16 811	Lozère	8 159	3 394	11 553
Haute-Saône*				Pyrénées-Orientales	10 816	28 727	39 543
et Terr. de Belfort*	9 919	8 375	18 294	Languedoc-Roussillon	69 673	133 176	202 849
Franche-Comté	32 226	28 006	60 232	Alpes-de-Haute-Provence*			
Loire-Atlantique	28 904	37 084	65 988	et Hautes-Alpes*	11 230	12 248	23 478
Maine-et-Loire	33 250	47 341	80 591	Alpes-Maritimes	8 845	16 446	25 291
Mayenne	29 604	13 292	42 896	Bouches-du-Rhône	14 512	44 160	58 672
Sarthe	21 357	23 192	44 549	Var	14 050	30 706	44 756
Vendée	32 503	25 302	57 805	Vaucluse	17 065	42 555	59 620
Pays-de-la-Loire	145 618	146 211	291 829	Provence-Alpes-Côte d'Azur	65 702	146 115	211 817
Côtes-d'Armor	37 150	38 414	75 564	Corse	7 279	11 675	18 954
Finistère	33 043	41 816	74 859	TOTAL	1 482 913	1 797 779	3 280 692
Ille-et-Vilaine	40 144	30 914	71 058				
Morbihan	30 435	33 936	64 371				
Bretagne	140 772	145 080	285 852				

Source : MSA

* Départements réunis pour cette donnée.

2.3 Les patients au régime agricole

La population des patients correspond aux personnes ayant bénéficié d'au moins un remboursement de soins en médecine ambulatoire ou en hospitalisation privée au cours de l'année par le régime agricole.

La part des patients s'élève à 97 % des personnes protégées.

2.31 Historique des patients de 2011 à 2015

Tableau 24

Nombre de patients au régime agricole de 2011 à 2015*

	2011	2012	2013	2014	2015	Evolution 2015/2014 en %
Non-salariés	1 661 165	1 608 084	1 514 358	1 492 646	1 422 488	-4,7
Salariés	1 666 801	1 650 768	1 625 831	1 667 290	1 691 845	1,5
Total	3 327 966	3 258 852	3 140 189	3 159 936	3 114 333	-1,4
CMU	1 472	1 223	947	792	695	-12,2
Total régime agricole	3 329 438	3 260 075	3 141 136	3 160 728	3 115 028	-1,4

Source : MSA

Le nombre de patients sans doublons est réparti entre régimes et départements en fonction du poids calculé à partir des dénominations avec doublons. De ce fait, le total des effectifs par branche diffère du total des effectifs par branche et département.

2.32 Ventilation départementale et régionale des patients (hors CMU) en 2015

Tableau 25

Ventilation départementale et régionale des patients en 2015

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total non-salariés et salariés
Ile-de-France	18 921	87 623	106 544
Ardennes	8 746	5 979	14 725
Aube	11 416	11 993	23 409
Marne	8 003	8 533	16 536
Haute-Marne	24 009	43 832	67 841
Champagne-Ardennes	52 174	70 337	122 511
Aisne	13 342	19 669	33 011
Oise	9 969	17 625	27 594
Somme	15 887	28 544	44 431
Picardie	39 198	65 838	105 036
Eure	11 678	17 921	29 599
Seine-Maritime	18 757	16 872	35 629
Haute-Normandie	30 435	34 793	65 228
Cher	9 772	10 040	19 812
Eure-et-Loir	11 487	17 748	29 235
Indre	12 180	6 771	18 951
Indre-et Loire	14 044	15 409	29 453
Loiret	12 133	15 765	27 898
Loir-et-Cher	11 815	21 168	32 983
Centre	71 431	86 901	158 332
Calvados	18 280	26 190	44 470
Manche	32 187	19 216	51 403
Orne	18 283	9 791	28 074
Basse-Normandie	68 750	55 197	123 947
Côte-d'or	13 449	23 666	37 115
Nièvre	9 296	5 674	14 970
Saône-et-Loire	23 819	13 329	37 148
Yonne	11 292	10 632	21 924
Bourgogne	57 856	53 301	111 157
Nord	23 224	40 128	63 352
Pas-de-Calais	26 185	27 749	53 934
Nord-Pas-de-Calais	49 409	67 877	117 286
Meurthe-et-Moselle	8 039	14 159	22 198
Meuse	8 535	5 415	13 950
Moselle	8 870	8 318	17 188
Vosges	9 529	8 647	18 176
Lorraine	34 973	36 539	71 512
Bas-Rhin	11 944	16 041	27 985
Haut-Rhin	9 511	19 246	28 757
Alsace	21 455	35 287	56 742
Doubs	12 224	15 429	27 653
Haute-Saône	8 521	5 652	14 173
Jura	8 802	5 412	14 214
Territoire de Belfort	868	392	1 260
Franche-Comté	30 415	26 885	57 300
Loire-Atlantique	27 644	29 855	57 499
Maine-et-Loire	32 018	46 109	78 127
Mayenne	28 567	10 189	38 756
Sarthe	20 547	27 266	47 813
Vendée	31 399	31 666	63 065
Pays-de-la-Loire	140 175	145 085	285 260
Côtes-d'Armor	35 981	45 551	81 532
Finistère	31 959	34 992	66 951
Ille-et-Vilaine	38 553	36 143	74 696
Morbihan	29 352	27 313	56 665
Bretagne	135 845	143 999	279 844

Ventilation départementale et régionale des patients en 2015 (suite)

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total non-salariés et salariés
Charente	17 098	16 210	33 308
Charente-Maritime	22 990	32 222	55 212
Deux-Sèvres	24 692	19 360	44 052
Vienne	15 970	19 118	35 088
Poitou-Charentes	80 750	86 910	167 660
Dordogne	23 585	23 637	47 222
Gironde	21 997	73 588	95 585
Landes	16 028	17 963	33 991
Lot-et-Garonne	20 455	22 466	42 921
Pyrénées-Atlantiques	26 491	24 165	50 656
Aquitaine	108 556	161 819	270 375
Ariège	6 516	3 524	10 040
Aveyron	28 644	20 031	48 675
Gers	20 271	19 416	39 687
Haute-Garonne	16 355	14 369	30 724
Hautes-Pyrénées	9 377	3 618	12 995
Lot	13 297	6 575	19 872
Tarn	18 026	12 275	30 301
Tarn-et-Garonne	14 750	14 009	28 759
Midi-Pyrénées	127 236	93 817	221 053
Corrèze	14 617	7 072	21 689
Creuse	13 644	3 842	17 486
Haute-Vienne	13 509	12 534	26 043
Limousin	41 770	23 448	65 218
Ain	13 393	11 254	24 647
Ardèche	12 992	7 881	20 873
Drôme	15 852	26 525	42 377
Haute-Savoie	10 707	9 201	19 908
Isère	15 971	14 198	30 169
Loire	16 689	10 094	26 783
Rhône	16 921	26 110	43 031
Savoie	7 343	15 513	22 856
Rhône-Alpes	109 868	120 776	230 644
Allier	15 880	9 088	24 968
Cantal	17 121	6 733	23 854
Haute-Loire	15 080	5 254	20 334
Puy-de-Dôme	18 621	18 866	37 487
Auvergne	66 702	39 941	106 643
Aude	14 683	26 565	41 248
Gard	15 314	32 704	48 018
Hérault	19 077	30 597	49 674
Lozère	7 751	12 257	20 008
Pyrénées-Orientales	10 221	20 983	31 204
Languedoc-Roussillon	67 046	123 106	190 152
Alpes-de-Haute-Provence	5 489	3 164	8 653
et Hautes-Alpes	5 324	4 399	9 723
Alpes-Maritimes	8 408	12 242	20 650
Bouches-du-Rhône	13 636	41 617	55 253
Var	13 390	23 842	37 232
Vaucluse	16 378	37 251	53 629
Provence-Alpes-Côte d'Azur	62 625	122 515	185 140
Corse	6 898	9 851	16 749
TOTAL	1 422 488	1 691 845	3 114 333

Le nombre de patients sans doublons est réparti entre régimes et départements en fonction du poids calculé à partir des dénombrements avec doublons". De ce fait, le total des effectifs par branche diffère du total des effectifs par branche et département.

2.4 Les personnes couvertes par la couverture maladie universelle

Depuis le 1^{er} janvier 2000, la couverture maladie universelle (CMU) de base protège les personnes qui ne peuvent relever d'un régime professionnel en qualité d'assuré ou d'ayant droit. La CMU remplace l'assurance personnelle.

La CMU complémentaire (CMU-C) permet aux personnes disposant de faibles ressources de bénéficier d'un remboursement amélioré pour un ensemble défini de biens et de services de santé.

Tableau 26

Nombre de personnes bénéficiaires de la CMU de 2011 à 2015 au 31 décembre

	2011	2012	2013	2014	2015	Evolution 2015/2014 en %
Nombre de bénéficiaires de la CMU de base et/ou CMU complémentaire (assurés et ayants droit)	99 532	94 547	98 377	114 644	127 179	10,9

Source : MSA

2.41 Ventilation départementale des personnes couvertes par la CMU en 2015

Tableau 27

Ventilation départementale et régionale des personnes bénéficiaires de la CMU au 31 décembre 2015

Régions et départements	Nombre de bénéficiaires de la CMU de base et/ou CMU complémentaire	Régions et départements	Nombre de bénéficiaires de la CMU de base et/ou CMU complémentaire
Ile-de-France	1 177	Charente	1 957
Ardennes	620	Charente-Maritime	2 679
Aube	996	Deux-Sèvres	1 153
Marne	1 446	Vienne	1 256
Haute-Marne	527	Poitou-Charentes	7 044
Champagne-Ardennes	3 589	Dordogne	2 321
Aisne	1 339	Gironde	6 664
Oise	629	Landes	1 018
Somme	1 682	Lot-et-Garonne	2 543
Picardie	3 650	Pyrénées-Atlantiques	1 327
Eure	931	Aquitaine	13 872
Seine-Maritime	887	Ariège	594
Haute-Normandie	1 818	Aveyron	1 206
Cher	769	Haute-Garonne	720
Eure-et-Loir	617	Gers	1 331
Indre	488	Lot	601
Indre-et-Loire	891	Hautes-Pyrénées	370
Loir-et-Cher	1 505	Tarn	1 175
Loiret	789	Tarn-et-Garonne	2 156
Centre	5 058	Midi-Pyrénées	8 151
Calvados	1 290	Corrèze	743
Manche	1 167	Creuse	673
Orne	578	Haute-Vienne	1 399
Basse-Normandie	3 034	Limousin	2 815
Côte-d'or	992	Ain	425
Nièvre	439	Ardèche	1 180
Saône-et-Loire	878	Drôme	3 262
Yonne	639	Isère	987
Bourgogne	2 948	Loire	733
Nord	4 268	Rhône	2 091
Pas-de-Calais	3 783	Savoie	529
Nord-Pas-de-Calais	8 051	Haute-Savoie	349
Meurthe-et-Moselle	1 016	Rhône-Alpes	9 556
Meuse	265	Allier	671
Moselle	267	Cantal	764
Vosges	728	Haute-Loire	470
Lorraine	2 276	Puy-de-Dôme	1 272
Bas-Rhin	747	Auvergne	3 177
Haut-Rhin	953	Aude	3 681
Alsace	1 700	Gard	7 509
Doubs	696	Hérault	4 738
Jura	412	Lozère	1 460
Haute-Saône	355	Pyrénées-Orientales	3 878
Terr. de Belfort	11	Languedoc-Roussillon	21 265
Franche-Comté	1 474	Alpes-de-Haute-Provence*	230
Loire-Atlantique	1 488	et Hautes-Alpes*	349
Maine-et-Loire	2 723	Alpes-Maritimes	438
Mayenne	552	Bouches-du-Rhône	3 731
Sarthe	1 349	Var	2 458
Vendée	1 329	Vaucluse	4 723
Pays-de-la-Loire	7 441	Provence-Alpes-Côte d'Azur	11 929
Côtes-d'Armor	2 086	Corse	1 006
Finistère	1 536	TOTAL	127 179
Ille-et-Vilaine	1 478		
Morbihan	1 055		
Bretagne	6 154		

Source : MSA

2.5 Les retraités du régime agricole

L'ouverture du droit à une pension de vieillesse est conditionnée, pour les non-salariés agricoles, au versement d'une cotisation pour une durée d'activité minimum d'un an. Cette ouverture de droit est effectuée pour les salariés agricoles dès lors que le versement de cotisations permet de valider au minimum un trimestre.

Les retraités perçoivent un avantage de vieillesse (droit propre et/ou droit de réversion) et peuvent résider en France ou à l'étranger. Les retraités décédés ou suspendus sont exclus du dénombrement.

2.51 Historique des retraités de 2011 à 2015

Tableau 28

Nombre de retraités au régime agricole de 2011 à 2015

	2011	2012	2013	2014	2015	Evolution 2015/2014 en %
Retraités non-salariés hors DOM	1 662 131	1 609 817	1 562 431	1 517 398	1 469 857	-3,1
Retraités non-salariés DOM *	31 169	30 984	30 676	30 273	30 147	-0,4
Total retraités non-salariés	1 693 300	1 640 801	1 593 107	1 547 671	1 500 004	-3,1
Retraités salariés	2 514 878	2 492 410	2 495 081	2 503 470	2 507 686	0,2
Total retraités du régime agricole	4 208 178	4 133 211	4 088 188	4 051 141	4 007 690	-1,1

Source : MSA

* Correspondant au nombre de dossiers traités au DOM

2.52 Ventilation départementale des retraités en 2015

Tableau 29

Nombre de retraités au régime agricole au 31 décembre 2015 en France et en métropole Ventilation départementale et régionale par lieu de résidence

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total	Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Ile-de-France	27 182	122 214	149 396	Charente	18 368	25 354	43 722
Ardennes	6 532	10 244	16 776	Charente-Maritime	24 835	39 473	64 308
Aube	8 434	14 691	23 125	Deux-Sèvres	24 745	31 299	56 044
Haute-Marne	7 321	10 378	17 699	Vienne	17 924	29 195	47 119
Marne	15 091	29 186	44 277	Poitou-Charentes	85 872	125 321	211 193
Champagne-Ardennes	37 378	64 499	101 877	Dordogne	25 819	32 171	57 990
Aisne	10 273	30 933	41 206	Gironde	26 465	61 609	88 074
Oise	8 289	29 636	37 925	Landes	17 446	26 356	43 802
Somme	14 056	29 991	44 047	Lot-et-Garonne	23 228	28 933	52 161
Picardie	32 618	90 560	123 178	Pyrénées-Atlantiques	24 639	26 436	51 075
Eure	11 526	25 966	37 492	Aquitaine	117 597	175 505	293 102
Seine-Maritime	19 048	41 462	60 510	Ariège	7 044	8 317	15 361
Haute-Normandie	30 574	67 428	98 002	Aveyron	22 193	19 068	41 261
Cher	9 792	20 243	30 035	Gers	18 953	17 395	36 348
Eure-et-Loir	10 828	22 500	33 328	Haute-Garonne	21 837	35 927	57 764
Indre	12 916	18 329	31 245	Hautes-Pyrénées	10 138	10 042	20 180
Indre-et-Loire	16 451	33 796	50 247	Lot	12 299	10 505	22 804
Loir-et-Cher	13 098	25 829	38 927	Tarn	18 455	20 907	39 362
Loiret	13 960	30 097	44 057	Tarn-et-Garonne	14 902	18 960	33 862
Centre	77 045	150 794	227 839	Midi-Pyrénées	125 821	141 121	266 942
Calvados	18 146	34 666	52 812	Corrèze	14 838	12 769	27 607
Manche	30 310	37 403	67 713	Creuse	11 655	9 401	21 056
Orne	16 972	22 463	39 435	Haute-Vienne	15 475	20 169	35 644
Basse-Normandie	65 428	94 532	159 960	Limousin	41 968	42 339	84 307
Côte-d'or	12 094	19 739	31 833	Ain	14 883	23 524	38 407
Nièvre	8 073	13 852	21 925	Ardèche	15 201	16 520	31 721
Saône-et-Loire	24 779	27 408	52 187	Drôme	16 721	22 922	39 643
Yonne	10 213	20 191	30 404	Haute-Savoie	12 721	16 595	29 316
Bourgogne	55 159	81 190	136 349	Isère	19 254	26 914	46 168
Nord	22 970	44 192	67 162	Loire	17 956	20 475	38 431
Pas-de-Calais	25 157	44 034	69 191	Rhône	17 709	31 550	49 259
Nord-Pas-de-Calais	48 127	88 226	136 353	Savoie	10 093	11 568	21 661
Meurthe-et-Moselle	7 385	14 569	21 954	Rhône-Alpes	124 538	170 068	294 606
Meuse	7 184	9 117	16 301	Allier	16 199	23 404	39 603
Moselle	10 298	17 795	28 093	Cantal	13 014	13 601	26 615
Vosges	10 090	15 710	25 800	Haute-Loire	14 094	9 087	23 181
Lorraine	34 957	57 191	92 148	Puy-de-Dôme	19 592	22 676	42 268
Bas-Rhin	16 294	22 928	39 222	Auvergne	62 899	68 768	131 667
Haut-Rhin	10 547	16 226	26 773	Aude	15 562	26 308	41 870
Alsace	26 841	39 154	65 995	Gard	15 613	37 745	53 358
Doubs	13 123	14 921	28 044	Hérault	20 919	46 714	67 633
Haute-Saône	9 114	10 144	19 258	Lozère	5 728	5 027	10 755
Jura	10 041	10 278	20 319	Pyrénées-Orientales	12 849	26 464	39 313
Terr. de Belfort	1 992	2 166	4 158	Languedoc-Roussillon	70 671	142 258	212 929
Franche-Comté	34 270	37 509	71 779	Alpes-de-Haute-Provence	4 997	6 543	11 540
Loire-Atlantique	35 232	48 810	84 042	Alpes-Maritimes	10 214	22 014	32 228
Maine-et-Loire	33 428	53 010	86 438	Bouches-du-Rhône	15 712	36 548	52 260
Mayenne	24 288	23 210	47 498	Hautes-Alpes	5 042	5 010	10 052
Sanche	21 973	41 015	62 988	Var	13 418	29 780	43 198
Vendée	35 435	43 860	79 295	Vaucluse	16 608	28 748	45 356
Pays-de-la-Loire	150 356	209 905	360 261	Provence-Alpes-Côte d'Azur	65 991	128 643	194 634
Côtes-d'Armor	35 261	34 890	70 151	Corse	6 596	6 239	12 835
Finistère	36 631	38 924	75 555	DOM	29 415	2 013	31 428
Ille-et-Vilaine	39 574	45 470	85 044	Etranger	4 258	241 926	246 184
Morbihan	32 977	40 999	73 976	TOTAL	1 500 004	2 507 686	4 007 690

Source : MSA

Attention : à compter de l'annuaire population 2014, les retraités sont répartis par département de résidence (et non par département de gestion comme c'était le cas avant). Les données 2013 et 2014 ne sont pas comparables

2.53 Ventilation départementale des nouvelles attributions de retraites en 2015

Il s'agit du nombre de nouvelles attributions salariées et non salariées, qu'elles soient de droit propre ou de droit dérivé, y compris les attributions dans le cadre de conventions internationales, CEE ou autres. L'attribution d'une pension de réversion à un retraité déjà titulaire de droit propre est considérée comme une nouvelle attribution et est dénombrée.

Tableau 30

Nombre d'attributions de retraites au régime agricole en 2015 en métropole Ventilation départementale et régionale par résidence

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total	Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Ile-de-France	958	6 549	7 507	Charente	694	1 355	2 049
Ardennes	221	592	813	Charente-Maritime	989	2 115	3 104
Aube	370	925	1 295	Deux-Sèvres	912	1 603	2 515
Haute-Marne	275	548	823	Vienne	630	1 338	1 968
Marne	583	1 779	2 362	Poitou-Charentes	3 225	6 411	9 636
Champagne-Ardennes	1 449	3 844	5 293	Dordogne	1031	1 803	2 834
Aisne	418	1 609	2 027	Gironde	962	3 486	4 448
Oise	284	1 522	1 806	Landes	631	1 432	2 063
Somme	475	1 520	1 995	Lot-et-Garonne	888	1 821	2 709
Picardie	1 177	4 651	5 828	Pyrénées-Atlantiques	915	1 457	2 372
Eure	389	1 231	1 620	Aquitaine	4 427	9 999	14 426
Seine-Maritime	616	1 894	2 510	Ariège	276	462	738
Haute-Normandie	1 005	3 125	4 130	Aveyron	965	1 072	2 037
Cher	386	942	1 328	Gers	745	894	1 639
Eure-et-Loir	437	982	1 419	Haute-Garonne	774	1 893	2 667
Indre	491	795	1 286	Hautes-Pyrénées	372	548	920
Indre-et-Loire	596	1 848	2 444	Lot	530	633	1 163
Loir-et-Cher	440	1 252	1 692	Tarn	791	1 340	2 131
Loiret	480	1 590	2 070	Tarn-et-Garonne	656	1 221	1 877
Centre	2 830	7 409	10 239	Midi-Pyrénées	5 109	8 063	13 172
Calvados	634	1 921	2 555	Corrèze	617	761	1 378
Manche	1 056	1 854	2 910	Creuse	507	493	1 000
Orne	561	1 003	1 564	Haute-Vienne	616	1 058	1 674
Basse-Normandie	2 251	4 778	7 029	Limousin	1 740	2 312	4 052
Côte-d'or	445	1 121	1 566	Ain	515	1 273	1 788
Nièvre	366	637	1 003	Ardèche	500	992	1 492
Saône-et-Loire	915	1 554	2 469	Drôme	622	1 521	2 143
Yonne	451	1 172	1 623	Haute-Savoie	443	935	1 378
Bourgogne	2 177	4 484	6 661	Isère	673	1 583	2 256
Nord	811	2 482	3 293	Loire	641	920	1 561
Pas-de-Calais	941	2 471	3 412	Rhône	674	1 847	2 521
Nord-Pas-de-Calais	1 752	4 953	6 705	Savoie	305	710	1 015
Meurthe-et-Moselle	287	814	1 101	Rhône-Alpes	4 373	9 781	14 154
Meuse	303	452	755	Allier	612	1 057	1 669
Moselle	352	938	1 290	Cantal	570	652	1 222
Vosges	338	799	1 137	Haute-Loire	529	512	1 041
Lorraine	1 280	3 003	4 283	Puy-de-Dôme	841	1 297	2 138
Bas-Rhin	603	1 352	1 955	Auvergne	2 552	3 518	6 070
Haut-Rhin	409	1 004	1 413	Aude	543	1 370	1 913
Alsace	1 012	2 356	3 368	Gard	561	2 373	2 934
Doubs	412	848	1 260	Hérault	828	2 914	3 742
Haute-Saône	307	574	881	Lozère	221	332	553
Jura	339	549	888	Pyrénées-Orientales	436	1 436	1 872
Terr. de Belfort	66	142	208	Languedoc-Roussillon	2 589	8 425	11 014
Franche-Comté	1 124	2 113	3 237	Alpes-de-Hte-Provence	227	473	700
Loire-Atlantique	1 168	2 621	3 789	Alpes-Maritimes	363	1 194	1 557
Maine-et-Loire	1 240	3 189	4 429	Bouches-du-Rhône	563	2 480	3 043
Mayenne	856	1 107	1 963	Hautes-Alpes	186	292	478
Sarthe	697	1 832	2 529	Var	481	1 830	2 311
Vendée	1 287	2 270	3 557	Vaucluse	689	2 165	2 854
Pays-de-la-Loire	5 248	11 019	16 267	Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 509	8 434	10 943
Côtes-d'Armor	1 189	1 997	3 186	Corse	322	505	827
Finistère	1 225	2 475	3 700	DOM	1 439	191	1 630
Ille-et-Vilaine	1 234	2 125	3 359	ETRANGER	178	12 200	12 378
Morbihan	1 054	2 295	3 349	TOTAL	53 811	124 624	178 435

Source : MSA

Attention : à compter de l'annuaire population 2014, les retraités sont répartis par département de résidence (et non par département de gestion comme c'était le cas avant).

2.6 Les bénéficiaires de prestations familiales, de logement, d'invalidité et de précarité au régime agricole

2.61 Historique des bénéficiaires de prestations familiales, de logement, d'invalidité et/ou de précarité

Les prestations familiales, de logement, d'invalidité et/ou de précarité comprennent :

- les Allocations Familiales (AF) ;
- le Complément Familial (CF) ;
- l'Allocation de Rentrée Scolaire (ARS) ;
- les Prestations conventionnelles (PCO) ;
- l'Allocation de Soutien Familial (ASF) ;
- l'Allocation Journalière de Présence Parentale (AJPP et ses compléments) remplace depuis le 1er mai 2006, l'Allocation de Présence Parentale (APP créée en 2001) ;
- l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH) remplace depuis le 1er janvier 2006, l'AES (Allocation d'Education Spéciale créée le 30 juin 1975) ;
- l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) et ses compléments.

Les aides au logement regroupent

- l'Allocation Logement à caractère Familial (ALF) ;
- l'Allocation Logement à caractère Social (ALS) ;
- l'Aide Personnalisée au Logement (APL).

La Prestation d'Accueil du Jeune Enfant (PAJE), créée en janvier 2004 regroupe :

- la Prime à la Naissance ou à l'adoption (PPN)
- l'Allocation de Base (PAB)
- le Complément de libre Choix du mode de Garde (PCG)
- le Complément de libre Choix d'Activité (PCA)
- le Complément Optionnel de libre Choix d'Activité (COLCA).

La PAJE s'est substituée progressivement aux anciennes prestations dédiées à la petite enfance :

- l'Allocation Pour Jeune Enfant (APJE) ;
- l'Allocation d'Adoption (ADO) ;
- l'Allocation Parentale d'Education (APE) ;
- l'Allocation de Garde d'Enfant à Domicile (AGED) ;
- l'Aide à la Famille pour l'Emploi d'une Assistante Maternelle Agréée (AFEAMA) ;

Le Revenu de Solidarité Active (RSA), remplace depuis le 1er juin 2009, l'Allocation de parent isolé (API) et le Revenu Minimum d'Insertion (RMI) et les mesures d'intérressement liées à ces prestations.

Une famille peut avoir plusieurs prestations mais n'est comptée qu'une seule fois. De même, chaque enfant à charge au sens de la législation familiale pour cette famille n'est compté qu'une seule fois.

Tableau 31

Nombre de familles bénéficiaires d'au moins une prestation familiale, de logement, d'invalidité et/ou de précarité et nombre d'enfants à charge de 2011 à 2015 aux régimes agricoles au 31 décembre

	2011	2012	2013	2014	2015	Evolution 2015/2014 en %
Non-salariés agricoles						
Nombre de familles	168 796	162 934	154 872	148 234	142 570	-3,8
Nombre d'enfants	167 472	160 978	154 848	148 649	145 245	-2,3
Salariés agricoles						
Nombre de familles	247 390	246 409	244 798	242 796	243 917	0,5
Nombre d'enfants	282 959	282 507	283 303	283 741	288 038	1,5
Total régime agricole *						
Nombre de familles	416 186	409 343	399 670	391 030	386 487	-1,2
Nombre d'enfants	450 431	443 485	438 151	432 390	433 283	0,2

Source : MSA

Télécharger les données au format Excel :



2.62 Ventilation départementale des bénéficiaires de prestations familiales, de logement, d'invalidité et/ou de précarité en 2015

Tableau 32

**Nombre de famille bénéficiaires d'au moins une prestation familiale, de logement, d'invalidité et/ou de précarité
et nombre d'enfants à charge au 31 décembre 2015**

Régions et départements	Non-salariés		Salariés		Total	
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants
Ile-de-France	863	1 579	6 908	10 758	7 771	12 337
Ardennes	757	1 175	1243	1752	2 000	2 927
Aube	712	1 195	2347	2954	3 059	4 149
Marne	1 461	2 708	4363	6491	5 824	9 199
Haute-Marne	692	932	1050	1127	1 742	2 059
Champagne-Ardennes	3 622	6 010	9 003	12 324	12 625	18 334
Aisne	898	1 599	3291	4397	4 189	5 996
Oise	592	1 080	2805	3458	3 397	4 538
Somme	927	1 372	2325	3079	3 252	4 451
Picardie	2 417	4 051	8 421	10 934	10 838	14 985
Eure	835	1 098	1809	2181	2 644	3 279
Seine-Maritime	1 513	1 700	2911	3502	4 424	5 202
Haute-Normandie	2 348	2 798	4 720	5 683	7 068	8 481
Cher	866	860	1808	1804	2 674	2 664
Eure-et-Loir	656	765	1564	1896	2 220	2 661
Indre	1 197	1 012	1303	1025	2 500	2 037
Indre-et Loire	1 170	1 160	2618	2800	3 788	3 960
Loir-et-Cher	862	843	2204	2780	3 066	3 623
Loiret	746	867	2744	3475	3 490	4 342
Centre	5 497	5 507	12 241	13 780	17 738	19 287
Calvados	1 841	1 882	3379	3846	5 220	5 728
Manche	3 978	3 135	3930	4451	7 908	7 586
Orne	2 118	2 470	1891	2254	4 009	4 724
Basse-Normandie	7 937	7 487	9 200	10 551	17 137	18 038
Côte-d'or	1 057	1 373	2070	2697	3 127	4 070
Nièvre	931	971	1122	1108	2 053	2 079
Saône-et-Loire	2 538	2 174	2823	3104	5 361	5 278
Yonne	855	1 072	1932	2460	2 787	3 532
Bourgogne	5 381	5 590	7 947	9 369	13 328	14 959
Nord	1 574	2 112	4589	5907	6 163	8 019
Pas-de-Calais	1 907	2 741	6363	8523	8 270	11 264
Nord-Pas-de-Calais	3 481	4 853	10 952	14 430	14 433	19 283
Meurthe-et-Moselle	689	991	1521	1640	2 210	2 631
Meuse	750	1 047	961	1259	1 711	2 306
Moselle	656	888	1100	1449	1 756	2 337
Vosges	1 073	1 263	1545	2031	2 618	3 294
Lorraine	3 168	4 189	5 127	6 379	8 295	10 568
Bas-Rhin	708	854	1947	2963	2 655	3 817
Haut-Rhin	562	836	1626	2175	2 188	3 011
Alsace	1 270	1 690	3 573	5 138	4 843	6 828
Doubs	1 151	1 974	1374	1881	2 525	3 855
Jura	943	1 149	981	1154	1 924	2 303
Haute-Saône	779	867	1 033	1 313	1 812	2 180
Terr. de Belfort	75	101	149	145	224	246
Franche-Comté	2 948	4 091	3 537	4 493	6 485	8 584
Loire-Atlantique	3 473	3 317	5 123	6687	8 596	10 004
Maine-et-Loire	4 088	4 067	7 033	8987	11 121	13 054
Mayenne	3 554	4 085	2 191	2767	5 745	6 852
Sarthe	2 211	2 152	3 114	3619	5 325	5 771
Vendée	4 379	3 336	3 637	4808	8 016	8 144
Pays-de-la-Loire	17 705	16 957	21 098	26 868	38 803	43 825
Côtes-d'Armor	4 442	4 524	5 578	7394	10 020	11 918
Finistère	3 721	3 325	5 855	7604	9 576	10 929
Ille-et-Vilaine	4 899	4 637	4 471	5735	9 370	10 372
Morbihan	3 483	3 500	5 475	7166	8 958	10 666
Bretagne	16 545	15 986	21 379	27 899	37 924	43 885

**Nombre de famille bénéficiaires d'au moins une prestation familiale, de logement, d'invalidité et/ou de précarité
et nombre d'enfants à charge au 31 décembre 2015 (suite)**

Régions et départements	Non-salariés		Salariés		Total	
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants
Charente	1 671	1 221	2786	2522	4 457	3 743
Charente-Maritime	1 658	1 241	5163	5197	6 821	6 438
Deux-Sèvres	3 196	3 031	3922	5626	7 118	8 657
Vienne	1 730	1 425	2708	2597	4 438	4 022
Poitou-Charentes	8 255	6 918	14 579	15 942	22 834	22 860
Dordogne	2 192	1 582	3306	3480	5 498	5 062
Gironde	1 789	1 722	10100	11869	11 889	13 591
Landes	1 373	1 122	2672	3198	4 045	4 320
Lot-et-Garonne	1 808	1 511	4807	5541	6 615	7 052
Pyrénées-Atlantiques	2 616	2 915	2816	3251	5 432	6 166
Aquitaine	9 778	8 852	23 701	27 339	33 479	36 191
Ariège	844	733	866	626	1 710	1 359
Aveyron	3 693	3 794	1999	2549	5 692	6 343
Haute-Garonne	1 359	1 075	2431	2703	3 790	3 778
Gers	1 679	1 314	1882	2087	3 561	3 401
Lot	1 371	1 169	1256	1276	2 627	2 445
Hautes-Pyrénées	948	743	791	725	1 739	1 468
Tarn	1 934	1 839	2199	2713	4 133	4 552
Tarn-et-Garonne	1 339	1 115	2686	3135	4 025	4 250
Midi-Pyrénées	13 167	11 782	14 110	15 814	27 277	27 596
Corrèze	1 466	1 114	1427	1152	2 893	2 266
Creuse	1 666	1 349	863	628	2 529	1 977
Haute-Vienne	1 637	1 301	1816	1627	3 453	2 928
Limousin	4 769	3 764	4 106	3 407	8 875	7 171
Ain	1 274	1 196	1928	2210	3 202	3 406
Ardèche	1 985	1 531	1590	1749	3 575	3 280
Drôme	1 592	1 746	3495	3854	5 087	5 600
Isère	1 435	1 506	1888	2627	3 323	4 133
Loire	2 238	2 144	2108	2639	4 346	4 783
Rhône	1 581	1 814	3037	3772	4 618	5 586
Savoie	706	738	942	1275	1 648	2 013
Haute-Savoie	931	1 373	1299	2018	2 230	3 391
Rhône-Alpes	11 742	12 048	16 287	20 144	28 029	32 192
Allier	1 959	1 655	1827	1321	3 786	2 976
Cantal	2 304	1 880	1204	1104	3 508	2 984
Haute-Loire	2 504	2 052	880	1069	3 384	3 121
Puy-de-Dôme	2 130	1 735	1830	2294	3 960	4 029
Auvergne	8 897	7 322	5 741	5 788	14 638	13 110
Aude	1 447	1 332	2226	2385	3 673	3 717
Gard	1 378	1 717	5921	5899	7 299	7 616
Hérault	1 731	1 953	5821	5899	7 552	7 852
Lozère	1 173	1 092	530	521	1 703	1 613
Pyrénées-Orientales	1 030	948	3986	3771	5 016	4 719
Languedoc-Roussillon	6 759	7 042	18 484	18 475	25 243	25 517
Alpes-de-Hte-Provence	634	701	963	998	1 597	1 699
et Hautes-Alpes	575	619	677	694	1 252	1 313
Alpes-Maritimes	579	648	1731	1613	2 310	2 261
Bouches-du-Rhône	1 271	1 346	5967	5014	7 238	6 360
Var	1 028	1 374	4157	4191	5 185	5 565
Vaucluse	1 183	1 346	7523	8102	8 706	9 448
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 270	6 034	21 018	20 612	26 288	26 646
Corse	751	695	1 785	1 911	2 536	2 606
TOTAL	142 570	145 245	243 917	288 038	386 487	433 283

Source : MSA

2.63 Historique des bénéficiaires de prestations familiales

Les prestations familiales peuvent se classer en trois catégories : les prestations liées à l'entretien des enfants, les prestations liées à la naissance ou l'accueil d'un jeune enfant et les prestations servies pour des situations particulières des enfants ou des parents.

- **Allocations liées à l'entretien des enfants** : Allocations familiales (AF), Allocation de rentrée scolaire (ARS) non servie au premier semestre, Complément familial (CF), Prestations conventionnelles (PCO).
- **Allocations liées à la naissance ou l'accueil d'un jeune enfant** : Prestation d'accueil du jeune enfant (Paje), Allocation pour jeune enfant (APJE), Allocation d'adoption (AA), Allocation parentale d'éducation (APE), Allocation de garde d'enfant à domicile (Aged), Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (Afeama).
- **Allocations liées à des situations particulières des enfants ou des parents** : Allocation d'éducation spéciale (AES) remplacée par l'Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) au 1^{er} janvier 2006, Allocation de présence parentale (APP), Allocation de parent isolé (API) remplacée par le Revenu de solidarité active (rSa) depuis le 1^{er} juin 2009, Allocation de soutien familial (ASF).

L'Allocation logement à caractère familial (ALF) a la particularité de pouvoir être associée aux prestations familiales et/ou aux aides au logement. Elle est donc prise en compte dans les tableaux relatifs aux prestations familiales et dans les tableaux concernant les prestations logement.

Une famille peut avoir plusieurs prestations mais n'est comptée qu'une seule fois. De même, chaque enfant à charge au sens de la législation familiale pour cette famille n'est compté qu'une seule fois.

Tableau 33

Nombre de familles bénéficiaires de prestations familiales et nombre d'enfants à charge de 2011 à 2015 aux régimes agricoles au 31 décembre

	2011	2012	2013	2014	2015	Evolution 2015/2014 en %
Non-salariés agricoles						
Nombre de familles	77 447	74 576	71 345	68 344	67 185	-1,7
Nombre d'enfants	166 525	160 113	153 999	147 811	144 457	-2,3
Salariés agricoles						
Nombre de familles	141 163	140 813	140 813	140 998	143 099	1,5
Nombre d'enfants	279 967	279 488	280 200	280 671	284 903	1,5
Total régime agricole *						
Nombre de familles	218 610	215 389	212 158	209 342	210 284	0,4
Nombre d'enfants	446 492	439 601	434 199	428 482	429 360	0,2

Source : MSA

2.64 Ventilation départementale des bénéficiaires de prestations familiales au 31 décembre 2015

Tableau 34

**Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires de prestations familiales
au régime agricole par département en 2015**

Régions et départements	Non-salariés		Salariés		Total	
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants
Île-de-France	666	1 577	5 347	10 687	6 013	12 264
Ardennes	541	1 173	808	1 731	1 349	2 904
Aube	534	1 191	1 413	2 896	1 947	4 087
Marne	1 278	2 704	3 248	6 426	4 526	9 130
Haute-Marne	413	928	542	1 107	955	2 035
Champagne-Ardennes	2 766	5 996	6 011	12 160	8 777	18 156
Aisne	685	1 598	2 094	4 359	2 779	5 957
Oise	460	1 079	1 673	3 425	2 133	4 504
Somme	607	1 370	1 480	3 047	2 087	4 417
Picardie	1 752	4 047	5 247	10 831	6 999	14 878
Eure	499	1 093	1 087	2 165	1 586	3 258
Seine-Maritime	758	1 686	1 778	3 478	2 536	5 164
Haute-Normandie	1 257	2 779	2 865	5 643	4 122	8 422
Cher	398	851	927	1 786	1 325	2 637
Eure-et-Loir	336	763	951	1 884	1 287	2 647
Indre	489	1 006	542	1 007	1 031	2 013
Indre-et-Loire	520	1 151	1 388	2 774	1 908	3 925
Loir-et-Cher	396	838	1 374	2 746	1 770	3 584
Loiret	377	862	1 666	3 436	2 043	4 298
Centre	2 516	5 471	6 848	13 632	9 364	19 104
Calvados	870	1 879	1 904	3 821	2 774	5 700
Manche	1 473	3 119	2 157	4 421	3 630	7 540
Orne	1 099	2 467	1 082	2 243	2 181	4 710
Basse-Normandie	3 442	7 465	5 143	10 485	8 585	17 950
Côte-d'or	625	1 367	1 323	2 672	1 948	4 039
Nièvre	463	961	556	1 097	1 019	2 058
Saône-et-Loire	1 029	2 166	1 536	3 073	2 565	5 239
Yonne	494	1 067	1 180	2 428	1 674	3 495
Bourgogne	2 611	5 561	4 595	9 270	7 206	14 831
Nord	899	2 106	2 815	5 836	3 714	7 942
Pas-de-Calais	1 182	2 733	3 914	8 415	5 096	11 148
Nord-Pas-de-Calais	2 081	4 839	6 729	14 251	8 810	19 090
Meurthe-et-Moselle	443	988	817	1 624	1 260	2 612
Meuse	470	1 043	632	1 245	1 102	2 288
Moselle	400	881	730	1 437	1 130	2 318
Vosges	562	1 257	987	2 012	1 549	3 269
Lorraine	1 875	4 169	3 166	6 318	5 041	10 487
Bas-Rhin	388	853	1 454	2 945	1 842	3 798
Haut-Rhin	377	833	1 060	2 165	1 437	2 998
Alsace	765	1 686	2 514	5 110	3 279	6 796
Doubs	814	1 971	942	1 870	1 756	3 841
Jura	496	1 144	578	1 144	1 074	2 288
Haute-Saône	401	866	648	1 304	1 049	2 170
Terr. de Belfort	45	100	80	142	125	242
Franche-Comté	1 756	4 081	2 248	4 460	4 004	8 541
Loire-Atlantique	1 431	3 301	3 250	6 640	4 681	9 941
Maine-et-Loire	1 725	4 061	4 259	8 911	5 984	12 972
Mayenne	1 738	4 080	1 314	2 758	3 052	6 838
Sarthe	990	2 147	1 827	3 599	2 817	5 746
Vendée	1 484	3 327	2 314	4 781	3 798	8 108
Pays-de-la-Loire	7 368	16 916	12 964	26 689	20 332	43 605
Côtes-d'Armor	1 958	4 510	3 574	7 359	5 532	11 869
Finistère	1 511	3 315	3 745	7 559	5 256	10 874
Ille-et-Vilaine	1 954	4 626	2 771	5 694	4 725	10 320
Morbihan	1 524	3 491	3 415	7 114	4 939	10 605
Bretagne	6 947	15 941	13 505	27 726	20 452	43 668

**Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires de prestations familiales
au régime agricole par département en 2015 (suite)**

Régions et départements	Non-salariés		Salariés		Total	
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants
Charente	610	1 210	1 290	2 499	1 900	3 709
Charente-Maritime	613	1 231	2 734	5 153	3 347	6 384
Deux-Sèvres	1 359	3 028	2 718	5 593	4 077	8 621
Vienne	683	1 417	1 329	2 575	2 012	3 992
Poitou-Charentes	3 265	6 886	8 071	15 818	11 336	22 706
Dordogne	821	1 569	1 746	3 433	2 567	5 002
Gironde	840	1 706	5 895	11 739	6 735	13 445
Landes	550	1 118	1 623	3 174	2 173	4 292
Lot-et-Garonne	725	1 496	2 783	5 490	3 508	6 986
Pyrénées-Atlantiques	1 405	2 897	1 688	3 223	3 093	6 120
Aquitaine	4 341	8 786	13 735	27 059	18 076	35 845
Ariège	362	725	323	611	685	1 336
Aveyron	1 835	3 777	1 307	2 535	3 142	6 312
Haute-Garonne	530	1 057	1 395	2 679	1 925	3 736
Gers	655	1 304	1 083	2 062	1 738	3 366
Lot	582	1 164	673	1 263	1 255	2 427
Hautes-Pyrénées	366	736	357	715	723	1 451
Tarn	907	1 821	1 374	2 679	2 281	4 500
Tarn-et-Garonne	555	1 106	1 536	3 079	2 091	4 185
Midi-Pyrénées	5 792	11 690	8 048	15 621	13 840	27 313
Corrèze	569	1 098	590	1 137	1 159	2 235
Creuse	661	1 337	317	621	978	1 958
Haute-Vienne	641	1 291	795	1 605	1 436	2 896
Limousin	1 871	3 726	1 702	3 361	3 573	7 089
Ain	516	1 185	1 069	2 188	1 585	3 373
Ardèche	716	1 519	874	1 715	1 590	3 234
Drôme	830	1 733	1 937	3 776	2 767	5 509
Isère	697	1 497	1 333	2 614	2 030	4 111
Loire	992	2 128	1 283	2 619	2 275	4 747
Rhône	807	1 807	1 780	3 731	2 587	5 538
Savoie	341	735	655	1 269	996	2 004
Haute-Savoie	604	1 369	1 007	2 011	1 611	3 380
Rhône-Alpes	5 503	11 973	9 938	19 923	15 441	31 896
Allier	772	1 638	689	1 300	1 461	2 938
Cantal	974	1 860	577	1 097	1 551	2 957
Haute-Loire	993	2 036	534	1 060	1 527	3 096
Puy-de-Dôme	866	1 718	1 200	2 280	2 066	3 998
Auvergne	3 605	7 252	3 000	5 737	6 605	12 989
Aude	692	1 306	1 209	2 355	1 901	3 661
Gard	810	1 697	2 806	5 726	3 616	7 423
Hérault	974	1 934	2 916	5 806	3 890	7 740
Lozère	525	1 075	261	511	786	1 586
Pyrénées-Orientales	497	939	1 944	3 708	2 441	4 647
Languedoc-Roussillon	3 498	6 951	9 136	18 106	12 634	25 057
Alpes-de-Haute-Provence	353	698	518	982	871	1 680
Hautes-Alpes	302	615	366	691	668	1 306
Alpes-Maritimes	333	645	838	1 596	1 171	2 241
Bouches-du-Rhône	790	1 332	3 388	4 876	4 178	6 208
Var	659	1 359	2 135	4 104	2 794	5 463
Vaucluse	704	1 335	4 022	7 896	4 726	9 231
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3 141	5 984	11 267	20 145	14 408	26 129
Corse	367	683	1 020	1 873	1 387	2 556
TOTAL	67 185	144 457	143 099	284 903	210 284	429 360

Source : MSA

2.65 Historique des bénéficiaires de prestations logement de 2011 à 2015

Il existe trois aides au logement : l'Allocation logement à caractère familial (ALF), l'Allocation logement à caractère social (ALS) et l'Aide personnalisée au logement (APL). Ces allocations logement ont pour objet d'améliorer les conditions d'habitation des plus défavorisés. Leur attribution et leur montant dépendent des ressources des allocataires, du nombre d'enfants à charge, du loyer réel ou des mensualités de remboursement, des charges annexes, d'un loyer minimum de référence et du lieu d'implantation du logement. Ces paramètres sont fixés par décret chaque année au 1^{er} janvier.

L'Allocation logement à caractère familial (ALF) a la particularité de pouvoir être associée aux prestations familiales et/ou aux aides au logement. Elle est donc prise en compte dans les tableaux relatifs aux prestations familiales et dans les tableaux concernant les prestations logement.

Tableau 35

Nombre de familles bénéficiaires des prestations logement de 2011 à 2015 au 31 décembre

	2011	2012	2013	2014	2015	Evolution 2015/2014 en %
Allocation logement à caractère familial (ALF)	13 220	12 344	11 190	10 434	10 432	0,0
Allocation logement à caractère social (ALS)	48 838	46 488	42 709	39 925	36 677	-8,1
Aide personnalisée au logement (APL)	36 156	35 053	33 641	32 355	30 603	-5,4
Total non-salariés	98 214	93 885	87 540	82 714	77 712	-6,0
Allocation logement à caractère familial (ALF)	25 671	25 261	25 067	25 571	26 272	2,7
Allocation logement à caractère social (ALS)	53 749	52 892	51 072	49 102	47 722	-2,8
Aide personnalisée au logement (APL)	57 435	57 581	57 435	56 586	56 291	-0,5
Total salariés	136 855	135 734	133 574	131 259	130 285	-0,7
Total régime agricole *	235 069	229 619	221 114	213 973	207 997	-2,8

Source : MSA

2.66 Ventilation départementale des bénéficiaires de prestations logement en 2015

Tableau 36

Nombre de familles bénéficiaires de prestations logement au 31 décembre 2015 Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total	Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Ile-de-France	220	2 229	2 449	Charente	966	1 724	2 690
Ardennes	243	597	840	Charente-Maritime	964	2 836	3 800
Aube	171	1 287	1 458	Deux-Sèvres	1 981	1 694	3 675
Marne	191	1 610	1 801	Vienne	1 042	1 546	2 588
Haute-Marne	294	618	912	Poitou-Charentes	4 953	7 800	12 753
Champagne-Ardennes	899	4 112	5 011	Dordogne	1 288	2 003	3 291
Aisne	229	1 794	2 023	Gironde	899	5 622	6 521
Oise	134	1 389	1 523	Landes	827	1 414	2 241
Somme	304	1 198	1 502	Lot-et-Garonne	1 036	2 897	3 933
Picardie	667	4 381	5 048	Pyrénées-Atlantiques	1 201	1 300	2 501
Eure	326	884	1 210	Aquitaine	5 251	13 236	18 487
Seine-Maritime	715	1 508	2 223	Ariège	468	556	1 024
Haute-Normandie	1 041	2 392	3 433	Aveyron	1 875	861	2 736
Cher	446	997	1 443	Haute-Garonne	786	1 229	2 015
Eure-et-Loir	305	718	1 023	Gers	892	976	1 868
Indre	671	785	1 456	Lot	724	615	1 339
Indre-et-Loire	664	1 393	2 057	Hauts-Pyrénées	485	452	937
Loir-et-Cher	443	1 209	1 652	Tarn	1 045	1 155	2 200
Loiret	362	1 449	1 811	Tarn-et-Garonne	715	1 655	2 370
Centre	2 891	6 551	9 442	Midi-Pyrénées	6 990	7 499	14 489
Calvados	1 019	1 834	2 853	Corrèze	840	884	1 724
Manche	2 537	2 193	4 730	Creuse	984	565	1 549
Orne	1 143	1 023	2 166	Haute-Vienne	912	1 170	2 082
Basse-Normandie	4 699	5 050	9 749	Limousin	2 736	2 619	5 355
Côte-d'or	426	941	1 367	Ain	806	999	1 805
Nièvre	464	651	1 115	Ardèche	1 356	935	2 291
Saône-et-Loire	1 574	1 534	3 108	Drôme	842	2 098	2 940
Yonne	337	972	1 309	Isère	770	779	1 549
Bourgogne	2 801	4 098	6 899	Loire	1 375	1 052	2 427
Nord	645	2 363	3 008	Rhône	896	1 509	2 405
Pas-de-Calais	742	3 511	4 253	Savoie	405	396	801
Nord-Pas-de-Calais	1 387	5 874	7 261	Haute-Savoie	384	387	771
Meurthe-et-Moselle	247	815	1 062	Rhône-Alpes	6 834	8 155	14 989
Meuse	274	471	745	Allier	1 205	1 204	2 409
Moselle	232	461	693	Cantal	1 383	691	2 074
Vosges	550	762	1 312	Haute-Loire	1 525	388	1 913
Lorraine	1 303	2 509	3 812	Puy-de-Dôme	1 237	734	1 971
Bas-Rhin	306	774	1 080	Auvergne	5 350	3 017	8 367
Haut-Rhin	192	714	906	Aude	762	1 340	2 102
Alsace	498	1 488	1 986	Gard	677	4 415	5 092
Doubs	447	595	1 042	Hérault	916	3 874	4 790
Jura	494	521	1 015	Lozère	687	292	979
Haute-Saône	395	509	904	Pyrénées-Orientales	561	2 738	3 299
Terr. de Belfort	31	85	116	Languedoc-Roussillon	3 603	12 659	16 262
Franche-Comté	1 367	1 710	3 077	Alpes-de-Hte-Provence	309	641	950
Loire-Atlantique	2 265	2 261	4 526	Hauts-Alpes	325	408	733
Maine-et-Loire	2 704	3 771	6 475	Alpes-Maritimes	258	958	1 216
Mayenne	2 113	1 044	3 157	Bouches-du-Rhône	509	3 548	4 057
Sarthe	1 341	1 628	2 969	Var	439	2 639	3 078
Vendée	3 084	1 666	4 750	Vaucluse	514	5 300	5 814
Pays-de-la-Loire	11 507	10 370	21 877	Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 354	13 494	15 848
Côtes-d'Armor	2 568	2 528	5 096	Corse	396	1 247	1 643
Finistère	2 299	2 688	4 987	TOTAL	77 712	130 285	207 997
Ille-et-Vilaine	3 111	2 112	5 223				
Morbihan	1 987	2 467	4 454				
Bretagne	9 965	9 795	19 760				

Source : MSA

2.67 Les bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) en 2015

Le Revenu de solidarité active (RSA) est entré en vigueur le 1er juin 2009. Il concerne les personnes exerçant ou reprenant une activité professionnelle, qui peuvent ainsi cumuler revenus du travail et revenus issus de la solidarité. Il concerne les anciens bénéficiaires du RMI (revenu minimum d'insertion) ou de l'API (allocation de parent isolé) et également les personnes sans activité. Le RSA décroît progressivement à mesure que les revenus du travail augmentent.

Le RSA permet de simplifier les minima sociaux. Au lieu de recevoir plusieurs aides séparées (allocation de parent isolé ou RMI ou intérêsement proportionnel et forfaitaire à la reprise d'activité) et qui ont des règles complexes, les personnes reçoivent une aide unique qui intègre plusieurs prestations sociales

- le RSA socle est financé par le département et remplace le RMI et l'API. Il complète les revenus du foyer pour qu'ils atteignent le montant forfaitaire garanti par le RSA.
- le RSA activité est le complément de revenus professionnels financé par l'Etat et concerne les personnes exerçant une activité professionnelle.

Le droit payable (ou droit versable) signifie que le foyer bénéficiaire remplit toutes les conditions nécessaires au calcul du montant de la prestation RSA, et que ce montant est supérieur au seuil de versement de 6 euros en deçà duquel la prestation n'est pas versée.

A partir du 1^{er} septembre 2010, le RSA est versé aux personnes âgées de moins de 25 ans si elles sont en situation d'isolement avec un enfant à charge ou à naître. Celles-ci bénéficient alors d'une majoration de leur prestation pour isolement (RSA majoré).

Le RSA est également accessible aux jeunes âgés de 18 à 25 ans sans enfant à charge, avec une condition préalable d'activité professionnelle. Ces nouveaux allocataires bénéficient du RSA non majoré, et peuvent prétendre aussi bien au RSA socle qu'au RSA activité.

Au 1^{er} septembre 2010, le dispositif du revenu de solidarité active (RSA) a été élargi aux jeunes actifs âgés de 18 à 25 ans, sans enfant à charge ni grossesse en cours, résidant en France métropolitaine. Le montant du RSA jeunes est calculé de la même façon que celui du RSA non majoré, qu'il s'agisse du RSA socle seul, du RSA socle et activité ou du RSA activité seul. Cependant une condition préalable d'activité professionnelle est exigée. Les allocataires du RSA jeunes doivent en effet avoir exercé une activité pendant au moins 3 214 heures (soit deux fois la durée légale annuelle du travail), autrement dit l'équivalent de deux années d'activité à temps plein. Cette condition doit être remplie au cours d'une durée de trois ans précédant la demande de RSA jeunes (en cas de périodes de chômage indemnisé, cette durée peut être prolongée au maximum de six mois).

Pour les activités non salariées, la condition d'activité est appréciée par référence au montant du chiffre d'affaires : il faut pouvoir justifier d'un montant minimum de chiffre d'affaires, variable en fonction du secteur d'activité (régime agricole ou autre).

Tableau 37

Nombre de foyers bénéficiaires d'un droit payable au RSA de mars 2013 à décembre 2015

	mars 2014	juin 2014	septembre 2014	décembre 2014	mars 2015	juin 2015	septembre 2015	décembre 2015	Evolution décembre 2015/décembre 2014 en %
Socle seulement (1)	14 457	15 370	14 136	14 715	17 043	16 995	17 052	17 267	17,3
Activité seulement (2)	12 453	13 538	13 521	13 770	13 793	14 392	14 815	14 824	7,7
Socle + activité (3)	6 948	7 275	7 457	7 868	7 705	7 937	8 265	8 381	6,5
Total	33 858	36 183	35 114	36 353	38 541	39 324	40 132	40 472	11,3
rSa socle (= 1 + 3)	21 405	22 645	21 593	22 583	24 748	24 932	25 317	25 648	13,6
rSa activité (= 2 + 3)	19 401	20 813	20 978	21 638	21 498	22 329	23 080	23 205	7,2
Non salariés	10 426	11 086	10 832	11 276	12 245	12 330	12 588	14 496	28,6
Salariés	23 432	25 097	24 282	25 077	26 296	26 994	27 544	25 976	3,6
Généralisé non majoré	32 486	34 661	33 693	34 763	36 566	37 302	38 068	38 423	10,5
Généralisé majoré	1157	1308	1206	1380	1742	1778	1838	1823	32,1
Jeunes	215	214	215	210	233	244	226	226	7,6

Source : MSA

2.68 Ventilation départementale des bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) en 2015

Nombre de foyers bénéficiaires d'un droit payable au RSA en décembre 2015

Nombre de foyers bénéficiaires d'un droit payable au RSA en décembre 2015

Régions et départements	Total	Régime		Composante du RSA		
		SA	NSA	Socle seul	Socle et activité	Activité seul
Ile-de-France	307	244	63	83	33	191
Ardennes	329	224	105	154	45	130
Aube	532	462	70	348	64	120
Marne	387	332	55	177	39	171
Haute-Marne	316	241	75	159	45	112
Champagne-Ardennes	1 564	1 259	305	838	193	533
Aisne	493	435	58	217	90	186
Oise	399	338	61	199	62	138
Somme	458	335	123	157	77	224
Picardie	1 350	1 108	242	573	229	548
Eure	241	165	76	65	39	137
Seine-Maritime	395	200	195	119	88	188
Haute-Normandie	636	365	271	184	127	325
Cher	382	245	137	184	77	121
Eure-et-Loir	158	105	53	71	23	64
Indre	216	105	111	75	49	92
Indre-et-Loire	312	209	103	152	54	106
Loir-et-Cher	329	231	98	162	56	111
Loiret	296	238	58	139	46	111
Centre	1 693	1 133	560	783	305	605
Calvados	533	377	156	212	101	220
Manche	507	266	241	154	154	199
Orne	272	146	126	80	82	110
Basse-Normandie	1 312	789	523	446	337	529
Côte-d'or	265	170	95	106	59	100
Nièvre	251	118	133	83	62	106
Saône-et-Loire	542	347	195	257	102	183
Yonne	362	255	107	167	60	135
Bourgogne	1 420	890	530	613	283	524
Nord	927	766	161	363	135	429
Pas-de-Calais	1 770	1 561	209	926	252	592
Nord-Pas-de-Calais	2 697	2 327	370	1 289	387	1 021
Meurthe-et-Moselle	355	299	56	215	35	105
Meuse	148	91	57	76	16	56
Moselle	165	113	52	63	34	68
Vosges	354	233	121	158	57	139
Lorraine	1 022	736	286	512	142	368
Bas-Rhin	215	180	35	55	44	116
Haut-Rhin	234	200	34	78	35	121
Alsace	449	380	69	133	79	237
Doubs	196	130	66	73	41	82
Jura	230	149	81	88	45	97
Haute-Saône et T. de Belfort	249	162	87	114	30	105
Franche-Comté	675	441	234	275	116	284
Loire-Atlantique	565	360	205	269	86	210
Maine-et-Loire	780	620	160	367	109	304
Mayenne	217	145	72	96	38	83
Sarthe	279	207	72	106	52	121
Vendée	353	193	160	117	77	159
Pays-de-la-Loire	2 194	1 525	669	955	362	877
Côtes-d'Armor	644	450	194	264	126	254
Finistère	690	485	205	339	126	225
Ille-et-Vilaine	391	210	181	187	55	149
Morbihan	563	375	188	242	87	234
Bretagne	2 288	1 520	768	1 032	394	862

Nombre de foyers bénéficiaires d'un droit payable au RSA en décembre 2015 (suite)

Régions et départements	Total	Régime		Composante du rSa		
		SA	NSA	socle seul	socle et activité	activité seul
Charente	637	353	284	359	93	185
Charente-Maritime	1 012	712	300	495	157	360
Deux-Sèvres	418	313	105	142	65	211
Vienne	533	303	230	284	93	156
Poitou-Charentes	2 600	1 681	919	1 280	408	912
Dordogne	729	336	393	259	219	251
Gironde	1 330	956	374	524	339	467
Landes	302	189	113	144	45	113
Lot-et-Garonne	979	569	410	445	206	328
Pyrénées-Atlantiques	458	207	251	144	118	196
Aquitaine	3 798	2 257	1 541	1 516	927	1 355
Ariège	391	176	215	167	113	111
Aveyron	350	115	235	78	97	175
Haute-Garonne	392	206	186	177	84	131
Gers	389	218	171	151	117	121
Lot	208	76	132	53	67	88
Hautes-Pyrénées	286	82	204	114	89	83
Tarn	497	264	233	135	155	207
Tarn-et-Garonne	589	386	203	242	152	195
Midi-Pyrénées	3 102	1 523	1 579	1 117	874	1 111
Corrèze	340	165	175	104	92	144
Creuse	387	110	277	107	112	168
Haute-Vienne	544	281	263	218	150	176
Limousin	1 271	556	715	429	354	488
Ain	238	130	108	92	33	113
Ardèche	446	165	281	117	173	156
Drôme	762	555	207	392	162	208
Isère	284	102	182	122	63	99
Loire	483	258	225	182	116	185
Rhône	732	554	178	364	114	254
Savoie	80	46	34	38	12	30
Haute-Savoie	88	55	33	42	8	38
Rhône-Alpes	3 113	1 865	1 248	1 349	681	1 083
Allier	323	133	190	105	84	134
Cantal	479	66	413	176	119	184
Haute-Loire	315	77	238	88	79	148
Puy-de-Dôme	413	146	267	110	108	195
Auvergne	1 530	422	1 108	479	390	661
Aude	627	254	373	189	271	167
Gard	1 054	735	319	497	253	304
Hérault	1 179	850	329	517	269	393
Lozère	266	78	188	76	84	106
Pyrénées-Orientales	843	570	273	388	209	246
Languedoc-Roussillon	3 969	2 487	1 482	1 667	1 086	1 216
Alpes-de-Haute-Provence	216	97	119	91	57	68
Hautes-Alpes	187	103	84	74	42	71
Alpes-Maritimes	128	77	51	45	43	40
Bouches-du-Rhône	901	648	253	476	156	269
Var	686	498	188	338	146	202
Vaucluse	1 050	859	191	613	155	282
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3 168	2 282	886	1 637	599	932
Corse	314	186	128	77	75	162
TOTAL	40 472	25 976	14 496	17 267	8 381	14 824

2.69 Historique des bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés de 2011 à 2015

L'Allocation aux adultes handicapés (AAH) est une prestation d'Etat, destinée à apporter une aide financière aux personnes handicapées disposant de revenus modestes.

Pour bénéficier de l'AAH, le demandeur doit résider de façon permanente en France ou être ressortissant d'un pays ayant conclu une convention de réciprocité en matière d'AAH, être âgé de plus de 16 ans et avoir cessé de réunir les conditions exigées pour ouvrir droit à l'Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH). Il doit être atteint d'une incapacité permanente d'au moins 80 % ou depuis le 1^{er} janvier 1994 d'au moins 50 % lorsque compte tenu de son handicap, il se trouve dans l'impossibilité reconnue de se procurer un emploi.

L'allocation aux adultes handicapés (AAH) peut être versée à plusieurs membres d'une même famille.

Tableau 38

Nombre d'allocataires de l'AAH au 31 décembre de 2011 à 2015

	2011	2012	2013	2014	2015	Evolution 2015/2014 en %
Non-salariés	8 009	8 150	7 852	7 512	7 311	-2,7
Salariés	23 333	24 271	24 470	24 303	24 993	2,8
Total *	31 342	32 421	32 322	31 815	32 304	1,5

Source : MSA

2.70 Ventilation départementale des familles bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés en 2015

Tableau 39

Nombre de familles bénéficiaires de l'AAH au régime agricole au 31 décembre 2015

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total	Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Ile-de-France	15	257	272	Charente	121	429	550
Ardennes	23	91	114	Charente-Maritime	90	941	1 031
Aube	18	215	233	Deux-Sèvres	120	292	412
Marne	24	250	274	Vienne	35	308	343
Haute-Marne	27	111	138	Poitou-Charentes	366	1 970	2 336
Champagne-Ardenne s	92	667	759	Dordogne	156	388	544
Aisne	29	238	267	Gironde	99	1 275	1 374
Oise	20	250	270	Landes	68	265	333
Somme	38	143	181	Lot-et-Garonne	133	558	691
Picardie	87	631	718	Pyrénées-Atlantiques	225	436	661
Eure	25	162	187	Aquitaine	681	2 922	3 603
Seine-Maritime	48	168	216	Ariège	54	171	225
Haute-Normandie	73	330	403	Aveyron	355	212	567
Cher	36	220	256	Haute-Garonne	71	188	259
Eure-et-Loir	28	194	222	Gers	180	178	358
Indre	88	336	424	Lot	141	321	462
Indre-et Loire	43	285	328	Hauts-Pyrénées	84	201	285
Loir-et-Cher	38	131	169	Tarn	143	126	269
Loiret	18	263	281	Tarn-et-Garonne	119	180	299
Centre	251	1 429	1 680	Midi-Pyrénées	1 147	1 577	2 724
Calvados	68	275	343	Corrèze	157	394	551
Manche	287	533	820	Creuse	151	197	348
Orne	67	92	159	Haute-Vienne	165	322	487
Basse-Normandie	422	900	1 322	Limousin	473	913	1 386
Côte-d'or	38	156	194	Ain	35	337	372
Nièvre	76	153	229	Ardèche	105	119	224
Saône-et-Loire	106	405	511	Drôme	87	202	289
Yonne	50	209	259	Isère	68	94	162
Bourgogne	270	923	1 193	Loire	108	209	317
Nord	81	579	660	Rhône	47	144	191
Pas-de-Calais	78	547	625	Savoie	42	80	122
Nord-Pas-de-Calais	159	1 126	1 285	Haute-Savoie	10	81	91
Meurthe-et-Moselle	35	192	227	Rhône-Alpes	502	1 266	1 768
Meuse	38	64	102	Allier	133	425	558
Moselle	51	71	122	Cantal	108	154	262
Vosges	46	108	154	Haute-Loire	285	88	373
Lorraine	170	435	605	Puy-de-Dôme	113	110	223
Bas-Rhin	28	87	115	Auvergne	639	777	1 416
Haut-Rhin	28	162	190	Aude	83	127	210
Alsace	56	249	305	Gard	32	398	430
Doubs	42	82	124	Hérault	84	633	717
Jura	48	56	104	Lozère	98	62	160
H.-Saône et T. de Belfort	58	132	190	Pyrénées-Orientales	58	674	732
Franche-Comté	148	270	418	Languedoc-Roussillon	355	1 894	2 249
Loire-Atlantique	117	637	754	Alpes-de-Haute-Provence	17	112	129
Maine-et-Loire	95	465	560	et Hautes-Alpes	21	53	74
Mayenne	80	147	227	Alpes-Maritimes	34	356	390
Sarthe	49	338	387	Bouches-du-Rhône	23	184	207
Vendée	119	358	477	Var	40	412	452
Pays-de-la-Loire	460	1 945	2 405	Vaucluse	32	447	479
Côtes-d'Armor	208	746	954	Provence-Alpes-Côte d'Azur	167	1 564	1 731
Finistère	159	719	878	Corse	76	219	295
Ille-et-Vilaine	186	473	659	TOTAL	7 311	24 993	32 304
Morbihan	149	791	940				
Bretagne	702	2 729	3 431				

Source : MSA

Régions et départements

ILE-DE-FRANCE

- 75 Paris
- 77 Seine-et-Marne
- 78 Yvelines
- 91 Essonne
- 92 Hauts-de-Seine
- 93 Seine-Saint-Denis
- 94 Val-de-Marne
- 95 Val-d'Oise

CHAMPAGNE-ARDENNE

- 08 Ardennes
- 10 Aube
- 51 Marne
- 52 Haute-Marne

PICARDIE

- 02 Aisne
- 60 Oise
- 80 Somme

HAUTE-NORMANDIE

- 27 Eure
- 76 Seine-Maritime

CENTRE

- 18 Cher
- 28 Eure-et-Loir
- 36 Indre
- 37 Indre-et-Loire
- 41 Loir-et-Cher
- 45 Loiret

BASSE-NORMANDIE

- 14 Calvados
- 50 Manche
- 61 Orne

BOURGOGNE

- 21 Côte-d'Or
- 58 Nièvre
- 71 Saône-et-Loire
- 89 Yonne

NORD-PAS-DE-CALAIS

- 59 Nord
- 62 Pas-de-Calais

LORRAINE

- 54 Meurthe-et-Moselle
- 55 Meuse
- 57 Moselle
- 88 Vosges

ALSACE

- 67 Bas-Rhin
- 68 Haut-Rhin

FRANCHE-COMTE

- 25 Doubs
- 39 Jura
- 70 Haute-Saône
- 90 Territoire-de-Belfort

PAYS-DE-LA-LOIRE

- 44 Loire-Atlantique
- 49 Maine-et-Loire
- 53 Mayenne
- 72 Sarthe
- 85 Vendée

BRETAGNE

- 22 Côtes-d'Armor
- 29 Finistère
- 35 Ille-et-Vilaine
- 56 Morbihan

POITOU-CHARENTES

- 16 Charente
- 17 Charente-Maritime
- 79 Deux-Sèvres
- 86 Vienne

AQUITAINE

- 24 Dordogne
- 33 Gironde
- 40 Landes
- 47 Lot-et-Garonne
- 64 Pyrénées-Atlantiques

MIDI-PYRENEES

- 09 Ariège
- 12 Aveyron
- 31 Haute-Garonne
- 32 Gers
- 46 Lot
- 65 Hautes-Pyrénées
- 81 Tarn
- 82 Tarn-et-Garonne

LIMOUSIN

- 19 Corrèze
- 23 Creuse
- 87 Haute-Vienne

RHÔNE-ALPES

- 01 Ain
- 07 Ardèche
- 26 Drôme
- 38 Isère
- 42 Loire
- 69 Rhône
- 73 Savoie
- 74 Haute-Savoie

AUVERGNE

- 03 Allier
- 15 Cantal
- 43 Haute-Loire
- 63 Puy-de-Dôme

LANGUEDOC-ROUSSILLON

- 11 Aude
- 30 Gard
- 34 Hérault
- 48 Lozère
- 66 Pyrénées-Orientales

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

- 04 Alpes-de-Haute-Provence
- 05 Hautes-Alpes
- 06 Alpes-Maritimes
- 13 Bouches-du-Rhône
- 83 Var
- 84 Vaucluse

CORSE

- 2A Corse-du-Sud
- 2B Haute-Corse

Sigles cités

AA	Allocation d'adoption
AAH	Allocation aux adultes handicapés
AEEH	Allocation d'éducation de l'enfant handicapé
AES	Allocation d'éducation spéciale
AF	Allocation familiale
Afeama	Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée
Aged	Allocation de garde d'enfant à domicile
ALF	Allocation logement à caractère familial
ALS	Allocation logement à caractère social
Amexa	Assurance maladie des exploitants agricoles
APJE	Allocation pour jeune enfant
APL	Aide personnalisée au logement
API	Allocation de parent isolé
APP	Allocation de présence parentale
ARS	Allocation de rentrée scolaire
ASA	Allocation spécifique d'attente
ASA	Assurances sociales agricoles
ASF	Allocation de soutien familial
AT	Accidents du travail
Atexa	Accidents du travail et maladies professionnelles des non-salariés agricoles
AVA	Assurance vieillesse agricole
AVI	Assurance vieillesse individuelle
Bapsa	Budget annexe des prestations sociales agricoles
Canam	Caisse nationale d'assurance maladie des professions indépendantes
Cancava	Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale
CCMSA	Caisse centrale de la mutualité sociale agricole
CDD	Contrat à durée déterminée
CDI	Contrat à durée indéterminée
CF	Complément familial
CMU	Couverture maladie universelle
CMUC	Couverture maladie universelle complémentaire
Cnaf	Caisse nationale d'allocations familiales
CNAMTS	Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés
CNAVPL	Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales
CNAVTS	Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés
CNBF	Caisse nationale des barreaux français
CSPSA	Conseil supérieur des prestations sociales agricoles
FFIPSA	Fonds de financement des prestations sociales agricoles
Gamex	Groupement des assureurs maladie pour les exploitants agricoles
Insee	Institut national de la statistique et des études économiques
MSA	Mutualité sociale agricole
Organic	Organisation autonome nationale d'assurance vieillesse de l'industrie et du commerce
Pacs	Pacte civil de solidarité
Paje	Prestation d'accueil du jeune enfant
PCO	Prestation conventionnelle
PFA	Prestations familiales agricoles
RCO	Retraite complémentaire obligatoire
RSA	Revenu de solidarité active
RMI	Revenu minimum d'insertion
Siccae	Société d'intérêt collectif agricole en électricité
SMI	Surface minimum d'installation
Smic	Salaire minimum interprofessionnel de croissance

MSA Caisse Centrale

Les Mercuriales

40, rue Jean Jaurès

93547 Bagnolet Cedex

**Direction des Etudes, des Répertoires et des
Statistiques**

Tél. : 01 41 63 77 77

www.msa.fr



santé
famille
retraite
services

L'essentiel & plus encore